



Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tel. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Photo de couverture : Dans le cadre d'activités de réintégration, 355 migrants de retour ont bénéficié d'une formation professionnelle et d'un accompagnement pour créer une microentreprise, chercher un emploi ou acquérir une expérience professionnelle au Burkina Faso. © OIM 2018/Alexander Bee

Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2022. La migration et les migrants : Aspects régionaux et faits nouveaux à l'échelle régionale. Dans : *État de la migration dans le monde 2022* (M. McAuliffe et A. Triandafyllidou, dir. publ.). OIM, Genève.

ISBN 978-92-9268-358-0 (PDF)

© OIM 2022



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales \(CC BY-NC-ND 3.0 IGO\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode).*

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

3 LA MIGRATION ET LES MIGRANTS : ASPECTS RÉGIONAUX ET FAITS NOUVEAUX À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Le chapitre précédent a donné une vue d'ensemble de la migration dans le monde, en s'intéressant plus particulièrement aux migrants et aux flux de migration internationaux, ainsi qu'aux incidences de la pandémie de COVID-19 sur la mobilité. Certains groupes de migrants – notamment les travailleurs migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays – ainsi que les rapatriements de fonds internationaux ont également été abordés. Le présent chapitre traite essentiellement de la situation à l'échelle régionale, afin de brosser un tableau plus détaillé de la migration sous l'angle, différent mais complémentaire, des migrants et des mouvements dans différentes régions du monde¹.

Nous adoptons une démarche plus géographique que thématique, car la géographie est aujourd'hui, comme par le passé, l'un des éléments fondamentaux qui sous-tendent la migration. Indépendamment de la mondialisation croissante, la géographie demeure l'un des facteurs les plus importants qui façonnent les schémas de migration et de déplacement. Parmi les personnes qui migrent par-delà des frontières, beaucoup restent dans leur région et vont dans des pays proches, où il est plus facile de se rendre, qui peuvent être plus familiers et qu'il sera peut-être plus aisé de quitter pour rentrer chez soi. Pour les personnes déplacées, il est fondamental de se mettre rapidement à l'abri. C'est pourquoi les déplacements se produisent généralement vers des lieux sûrs situés à proximité, que ce soit à l'intérieur du pays ou par-delà des frontières internationales.

Ce chapitre vise à aider les décideurs, les praticiens, les chercheurs et les étudiants s'occupant de questions de migration à se faire une meilleure idée de la migration internationale dans le monde en donnant un aperçu des migrations à l'échelle régionale sous un angle géographique. L'analyse porte sur les six régions du monde définies par les Nations Unies et utilisées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) et d'autres organisations :

- L'Afrique
- L'Asie
- L'Europe
- L'Amérique latine et les Caraïbes
- L'Amérique du Nord
- L'Océanie

Pour chacune des régions, l'analyse comprend : a) un tour d'horizon et un bref examen des statistiques migratoires clés sur la base des données rassemblées et publiées par le DESA, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), le COVID-19 Government Response Tracker de l'Université d'Oxford et la Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM; et b) une description succincte des « principales caractéristiques et tendances » de la migration dans la région, fondée sur un large éventail de données, d'informations et d'analyses provenant d'organisations internationales, de chercheurs et d'analystes.

Afin de rendre compte de la diversité des schémas, tendances et questions migratoires dans chacune des six régions, les « principales caractéristiques et tendances » sont présentées à l'échelle infrarégionale. Pour l'Asie, par exemple,

cette approche «en cascade» permet de présenter des éclairages à partir de données statistiques relatives à l'ensemble du continent, puis des informations récapitulatives sur les sous-régions (Asie de l'Est, Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient et Asie centrale). Une ventilation des régions et sous-régions est donnée à l'appendice A. Ces aperçus infrarégionaux fournissent des informations sur les schémas migratoires en provenance, à l'intérieur et à destination des sous-régions². Par ailleurs, une attention est portée à des caractéristiques particulières dans les différentes sous-régions, telles que la migration de main-d'œuvre et les rapatriements de fonds internationaux, la migration irrégulière, la traite d'êtres humains et les déplacements (internes et internationaux). Ces aperçus infrarégionaux ne prétendent pas à l'exhaustivité mais visent à illustrer des tendances clés et des évolutions récentes de la migration au cours des deux dernières années.

Il importe de noter que le présent chapitre s'inscrit dans le prolongement des chapitres consacrés aux aspects régionaux des éditions 2018 et 2020 du Rapport *État de la migration dans le monde* en donnant des informations actualisées sur les statistiques et les questions actuelles, notamment en ce qui concerne les incidences de la COVID-19. Il rend compte des changements importants survenus au cours des deux années écoulées depuis le dernier Rapport *État de la migration dans le monde*, et comprend des données et des informations allant jusqu'à la fin de juin 2021. Des phénomènes mondiaux récents y sont décrits, tels que ceux relatifs aux répercussions de la COVID-19 sur la migration et la mobilité dans diverses sous-régions, ainsi que les récents déplacements dus à des conflits et à des catastrophes. Le chapitre s'appuie sur la base d'éléments factuels existante. Les sources sont indiquées en bas de page et dans la section consacrée aux références. Nous invitons le lecteur à s'y reporter pour plus d'informations, de même qu'aux chapitres thématiques du présent rapport, notamment ceux consacrés à la COVID-19 (chapitre 5), à la paix et à la sécurité (chapitre 6), au changement climatique (chapitre 9) et à la traite d'êtres humains (chapitre 10).

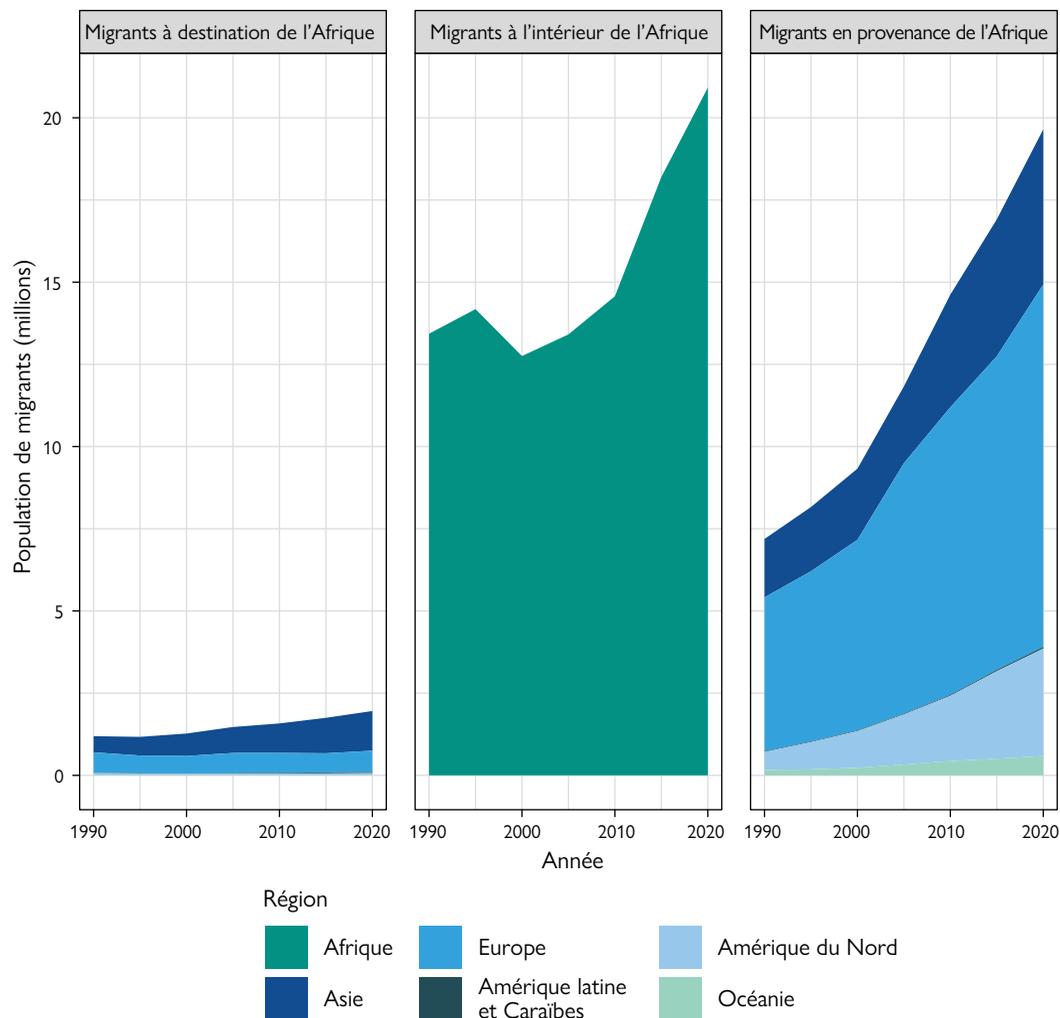
Afrique³

La migration en Afrique est caractérisée par un grand nombre de migrants internationaux qui se déplacent dans ou depuis la région. Comme le montre la figure 1, environ 21 millions d'Africains vivaient dans un autre pays du continent en 2020, ce qui représente une forte hausse par rapport à 2015, où quelque 18 millions d'Africains vivaient dans la région. Le nombre d'Africains vivant dans d'autres régions a également progressé pendant cette période, passant d'environ 17 millions en 2015 à plus de 19,5 millions en 2020.

La figure 1 fait apparaître que, depuis 2000, la migration internationale à l'intérieur de la région Afrique a sensiblement augmenté. Depuis 1990, le nombre de migrants africains vivant hors de la région a plus que doublé, l'accroissement de ce chiffre en Europe étant le plus prononcé. En 2020, la plupart des migrants nés en Afrique et vivant hors de la région résidaient en Europe (11 millions), en Asie (près de 5 millions) et en Amérique du Nord (environ 3 millions).

L'un des aspects les plus frappants de la migration internationale en Afrique que met en relief la figure 1 concerne le petit nombre de migrants nés hors de la région et qui s'y sont ensuite installés. Entre 2015 et 2020, leur nombre est resté pratiquement inchangé (environ 2 millions), et la plupart d'entre eux venaient d'Asie et d'Europe.

Figure 1. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Afrique, 1990-2020

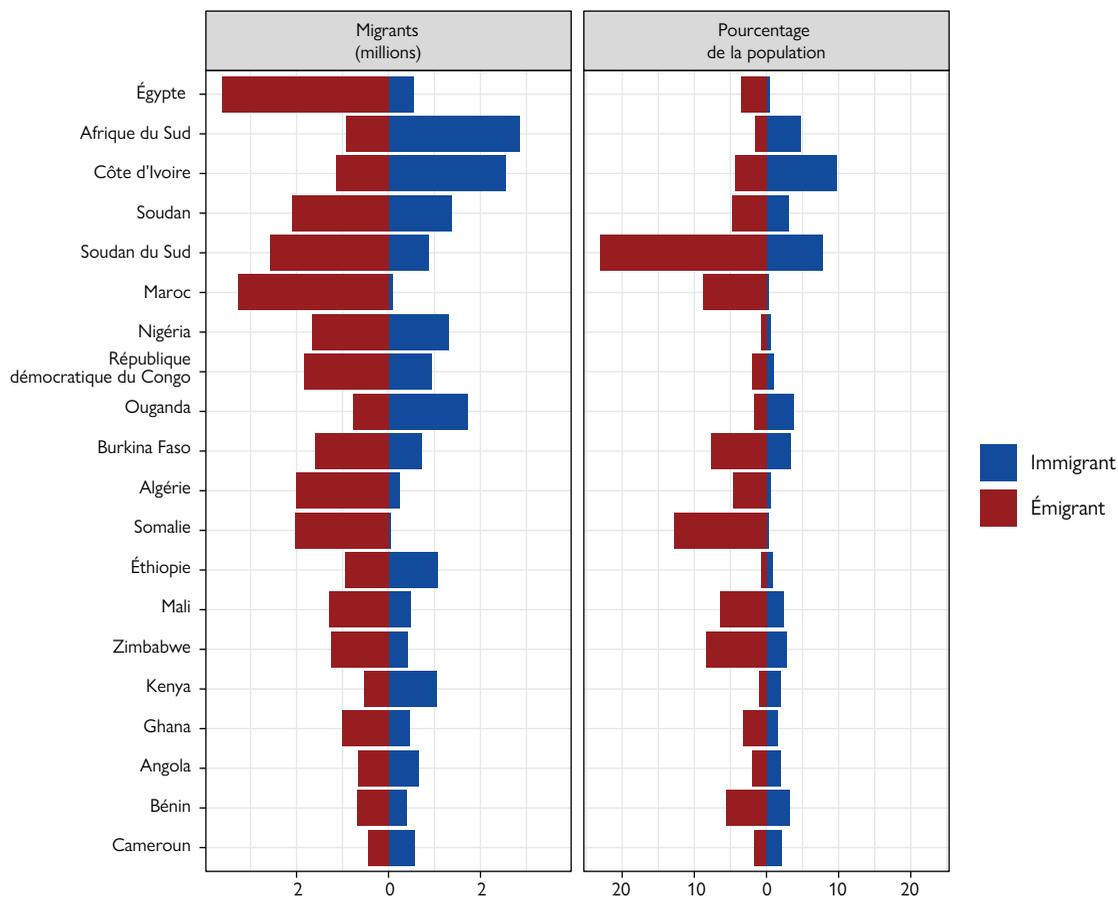


Source : DESA, 2021.

Note : Les « migrants à destination de l'Afrique » sont des migrants qui résident dans la région (Afrique) mais sont nés dans l'une des autres régions (Europe ou Asie, par exemple). Les « migrants à l'intérieur de l'Afrique » sont des migrants nés dans la région (Afrique) qui résident hors de leur pays de naissance, mais toujours en Afrique. Les « migrants en provenance de l'Afrique » sont des personnes nées en Afrique qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Amérique du Nord).

Les pays africains qui comptent le plus grand nombre d'émigrants se trouvent généralement dans le nord de la région. Ils apparaissent dans la colonne de gauche de la figure 2, où les pays sont classés selon leur nombre total de migrants (immigrants et émigrants confondus). En 2020, l'Égypte comptait le plus grand nombre de ressortissants vivant à l'étranger, devant le Maroc, le Soudan du Sud, le Soudan, la Somalie et l'Algérie. S'agissant du nombre d'immigrants, l'Afrique du Sud demeure le premier pays de destination en Afrique, avec environ 2,9 millions de migrants internationaux résidant dans le pays, ce qui représente toutefois une baisse de plus de 9 % depuis 2015, année où le pays comptait plus de 3,2 millions de migrants internationaux. Parmi les autres pays accueillant une forte population d'immigrants en proportion de leur population totale mais ne figurant pas dans les vingt premiers pays, on peut citer le Gabon (19 %), la Guinée équatoriale (16 %), les Seychelles (13 %) et la Libye (12 %).

Figure 2. Vingt premiers pays d'Afrique sur le plan des migrations en 2020



Source : DESA, 2021.

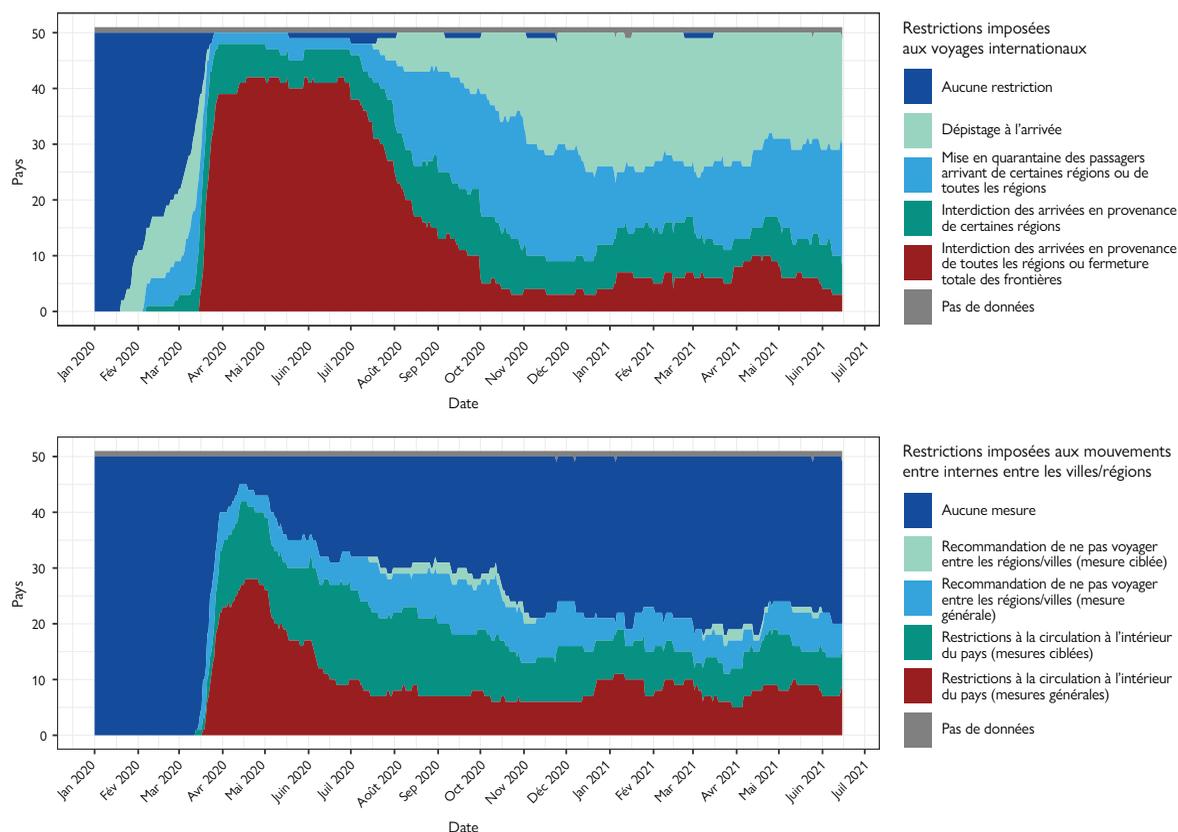
Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

Note 2 : Le terme «immigrants» désigne les migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

Dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19, la plupart des pays africains ont édicté une série de mesures de restriction de voyage, tant internationales qu'internes, à partir du début de 2020. Il est à noter que les restrictions concernant les voyages internationaux ont été imposées plusieurs semaines avant l'entrée en vigueur des restrictions imposées aux déplacements sur le territoire national (figure 3). Les mesures de contrôle international telles que le dépistage à l'arrivée ont été mises en place au plus tôt et sont restées en vigueur dans presque tous les pays de la région. En revanche, d'autres restrictions internationales, qui ont atteint un pic entre mars et juin 2020, ont commencé à être levées en juillet. Les mesures d'interdiction des arrivées en provenance de certaines régions et de fermeture totale des frontières ont fortement diminué et ont été abandonnées par la plupart des pays de la région à la mi-2021.

Les pays d'Afrique ont été un peu moins nombreux à restreindre les mouvements internes en comparaison avec les restrictions imposées aux voyages internationaux. Ces mesures, qui ont atteint un pic entre mars et avril 2020, ont commencé à être assouplies en milieu d'année, avec un léger durcissement lors des « nouvelles vagues » d'infection.

Figure 3. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Afrique : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021



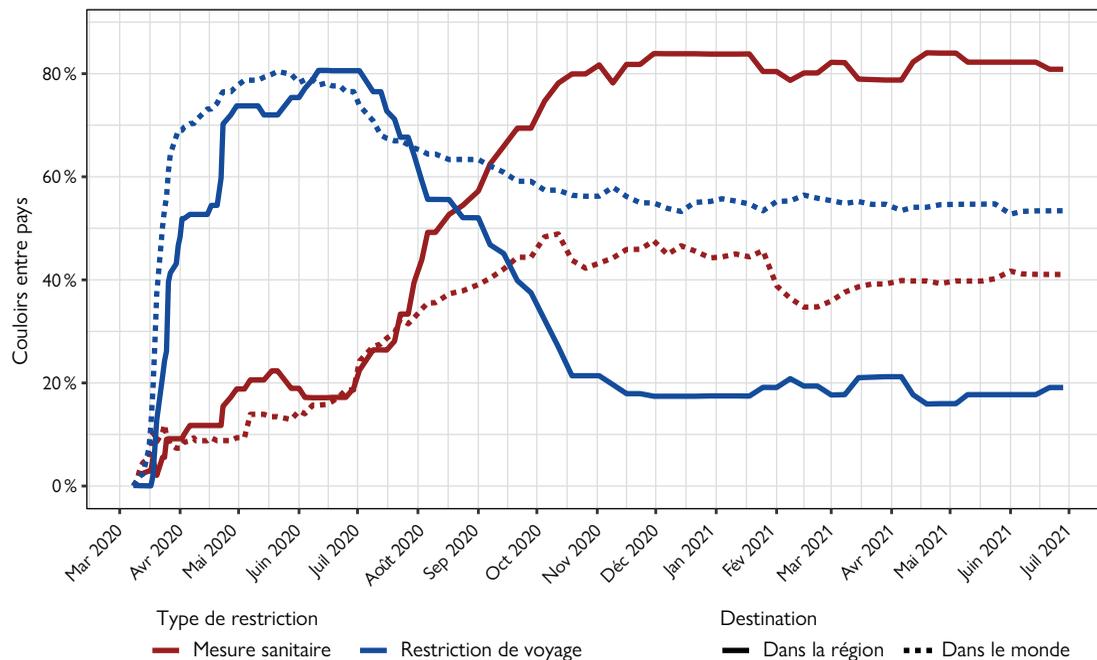
Source : Hale et al., 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les interdictions d'entrée fondées sur la citoyenneté, les restrictions imposées aux départs/sorties et les restrictions à la circulation sur le territoire national.

Au cours des premiers mois de la pandémie, on a constaté une forte augmentation des restrictions de voyage liées à la COVID-19 imposées tant aux pays d'Afrique (représentés par la ligne bleue pleine) qu'à ceux situés hors de la région (ligne bleue en pointillé) (figure 4). Au plus fort de ces restrictions, environ 80 % des couloirs (intra-régionaux et mondiaux) étaient concernés. Ces mesures se sont stabilisées vers le milieu de 2020 et, peu après, ont commencé à être levées, beaucoup plus fortement à l'échelle intra-africaine. À la fin de 2020, les mesures sanitaires, telles que les exigences de quarantaine et l'obligation d'obtenir un résultat négatif au test de dépistage de la COVID-19, étaient supérieures aux restrictions de voyage intra-africaines. Il est toutefois frappant de constater

que, contrairement aux restrictions de voyage – qui sont restées relativement fortes pour les pays non africains par rapport à ceux du continent – les mesures sanitaires intra-africaines étaient nettement plus nombreuses que les contrôles similaires imposés aux pays hors du continent. Comme le montre la figure cidessous, des mesures sanitaires étaient en place dans plus de 80 % des couloirs entre pays (à l'intérieur de la région) au 30 juin 2021.

Figure 4. Mesures liées à la COVID-19 concernant les voyages internationaux en Afrique : mars 2020 à juin 2021



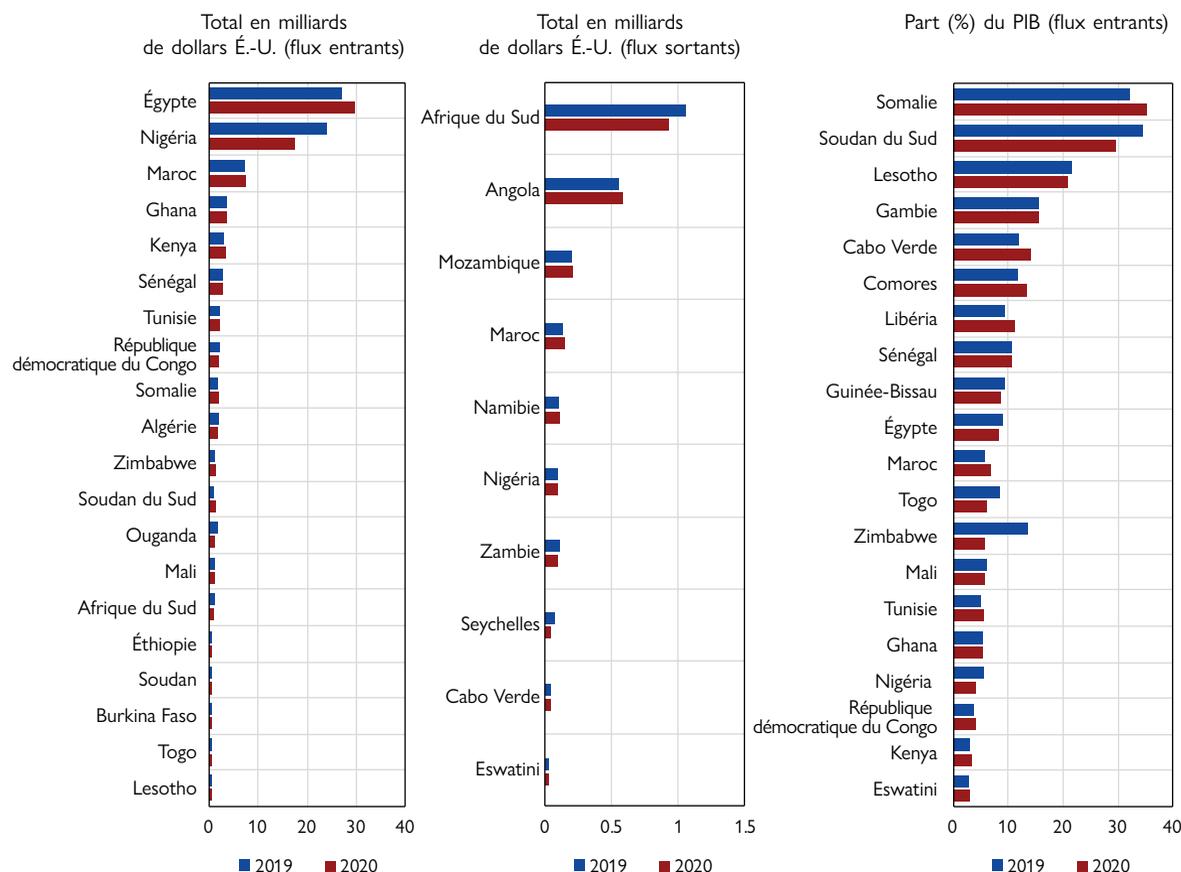
Source : OIM, 2021a.

Notes : Les mesures sanitaires englobent le dépistage et la surveillance médicale, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage comprennent les restrictions applicables aux passagers sur la base de la nationalité ou de la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité.

En 2020, l'Égypte, le Nigéria, le Maroc, le Ghana et le Kenya ont été les cinq premiers pays bénéficiaires des rapatriements de fonds internationaux en Afrique (voir la figure 5). Les flux entrants en Égypte et au Nigéria ont dépassé les 15 milliards de dollars É.-U. pour chacun de ces deux pays et ont représenté 56 % du total des fonds rapatriés dans la région. Cependant, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), les cinq premiers pays bénéficiaires en 2020 étaient la Somalie (35 %), le Soudan du Sud (30 %), le Lesotho (21 %), la Gambie (16 %) et Cabo Verde (14 %). Dans l'ensemble, les rapatriements de fonds vers l'Afrique ont diminué d'environ 3 % en 2020 par rapport à 2019, principalement en raison d'une baisse de 28 % des fonds rapatriés au Nigéria, deuxième pays bénéficiaire de la région. Toutefois, si l'on exclut ce pays, les rapatriements de fonds vers la région ont augmenté de près de 6 % en 2020, malgré la pandémie de COVID-19, grâce à des flux d'une ampleur inattendue vers l'Égypte et le Maroc.

Parallèlement, comme le montre la figure 5, l'Afrique du Sud et l'Angola ont été les principaux pays sources de rapatriements de fonds dans la région, les flux sortants de ces deux pays s'élevant respectivement à environ 921 millions et 576 millions de dollars É.-U. en 2020. Si les sorties de fonds de l'Afrique du Sud ont reculé en 2020 par rapport à 2019, celles de l'Angola, du Mozambique et de la Namibie, qui sont les deuxième, troisième et cinquième pays sources de rapatriements de fonds, ont augmenté.

Figure 5. Principaux pays africains bénéficiaires et sources des rapatriements de fonds internationaux, 2019 et 2020

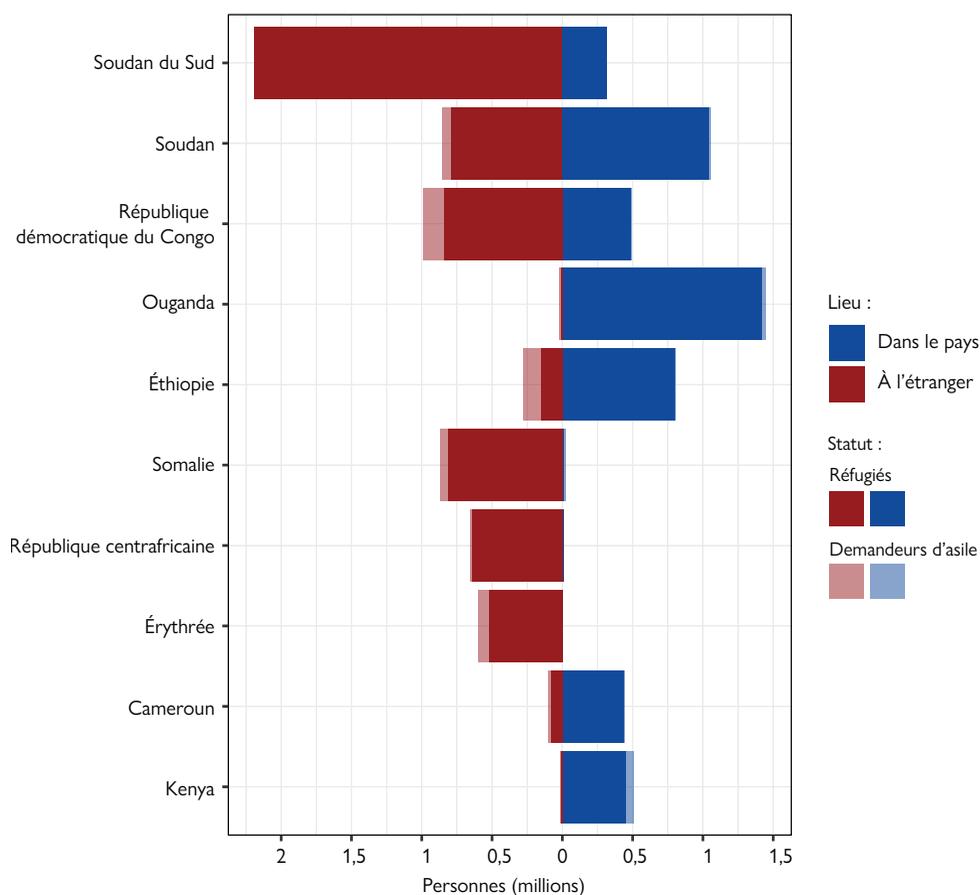


Source : Banque mondiale, 2021.

Les déplacements à l'intérieur et en provenance de l'Afrique sont un trait caractéristique majeur de la région, comme le fait apparaître la figure 6. La plupart des réfugiés et demandeurs d'asile sur le continent ont été accueillis dans des pays voisins à l'intérieur de la région. Les dix premiers pays d'Afrique classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, qu'ils y soient accueillis ou en soient originaires, sont indiqués à la figure 6. Le Soudan du Sud a généré le plus grand nombre de réfugiés en Afrique en 2020 (2 millions) et s'est classé en quatrième position dans le monde, après la République arabe syrienne, la République bolivarienne du Venezuela

et l'Afghanistan, la majorité des réfugiés sud-soudanais étant accueillis dans des pays voisins comme l'Ouganda. La République démocratique du Congo et la Somalie, qui connaissent des conflits prolongés, sont à l'origine du deuxième et du troisième plus grand nombre de réfugiés dans la région. La majorité d'entre eux sont également accueillis dans des pays voisins. D'autres importantes populations de réfugiés sont originaires du Soudan et de la République centrafricaine. L'Ouganda demeure le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés dans la région et s'est classé quatrième dans le monde après la Turquie, la Colombie et le Pakistan, avec quelque 1,4 million de réfugiés sur son sol, pour la plupart originaires du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. Parmi les autres grands pays d'accueil de réfugiés en 2020, on peut citer le Soudan et l'Éthiopie.

Figure 6. Dix premiers pays d'Afrique classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2020



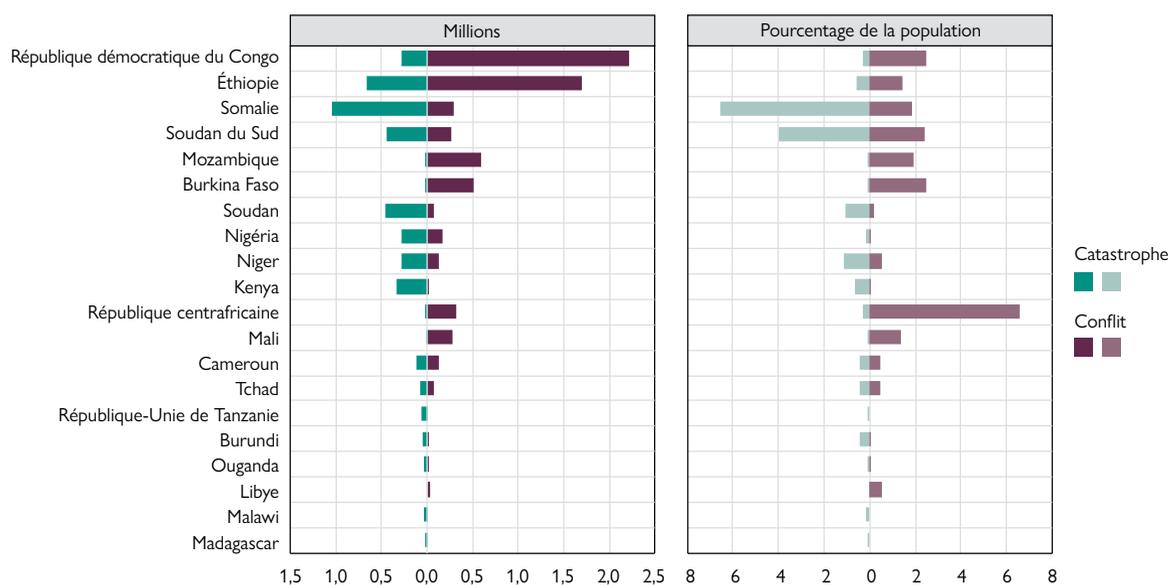
Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie « dans le pays » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure) ; la catégorie « à l'étranger » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2020, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

En 2020, c'est l'Afrique subsaharienne qui a enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Afrique, pour la majorité en raison d'un conflit (voir la figure 7). La République démocratique du Congo et l'Éthiopie ont été le théâtre des plus grands déplacements dus à un conflit dans la région. À la fin de 2020, la République démocratique du Congo comptait un peu plus de 2 millions de nouveaux déplacements dus à un conflit, et l'Éthiopie plus de 1,6 million. Si la République centrafricaine n'a pas affiché un niveau aussi alarmant en chiffres absolus, elle a enregistré le taux de déplacements le plus élevé en proportion de la population nationale (environ 7 %).

La Somalie et l'Éthiopie se sont situées au premier et au deuxième rang pour l'ampleur des déplacements dus à une catastrophe. En Somalie, les fortes pluies et les inondations ont été à l'origine d'une grande partie des déplacements. Dans toute l'Afrique subsaharienne, des phénomènes liés aux catastrophes ont encore exacerbé les crises, en particulier dans les pays déjà en conflit, déclenchant des mouvements nouveaux et secondaires.

Figure 7. Vingt premiers pays d'Afrique sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2020, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année. L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Afrique⁴

Afrique centrale et de l'Ouest

La pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement connexes ont eu de vastes répercussions sur la migration et la mobilité en Afrique centrale et de l'Ouest, perturbant les mouvements intrarégionaux et bloquant des migrants. La majorité des migrants internationaux originaires d'Afrique centrale et de l'Ouest se circulent à l'intérieur de la sous-région. Beaucoup migrent pour des raisons économiques, notamment pour travailler dans les secteurs tant formel qu'informel⁵. Cependant, durant les premiers mois de la pandémie, les restrictions de voyage et de circulation, telles que la fermeture des frontières, ont entraîné la suspension d'accords de libre circulation, par exemple ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui facilitaient depuis longtemps une mobilité accrue dans la sous-région⁶. Entre mars et avril 2020, jusqu'à 12 pays de la sous-région ont fermé leurs frontières⁷. En conséquence, les flux migratoires ont chuté de près de 50 % entre janvier et avril 2020 aux principaux points de transit⁸. La fermeture des frontières a également eu pour effet de bloquer des milliers de migrants, notamment des travailleurs saisonniers, des étudiants ainsi que des éleveurs, comme ceux qui se déplacent traditionnellement le long du couloir de transhumance entre la Mauritanie et le Tchad. À la mi-2020, on estimait à 50 000 le nombre de migrants bloqués dans des centres de quarantaine et de transit et aux frontières internationales en Afrique centrale et de l'Ouest. Les restrictions de voyage ont aussi eu des effets dévastateurs sur le commerce et sur les moyens de subsistance des communautés frontalières, y compris des migrants, dont beaucoup travaillent dans le secteur informel, qui emploie le plus de personnes en Afrique centrale et de l'Ouest¹⁰. Par ailleurs, face à la suspension des voies de recrutement officielles et des fermetures de frontière, certains migrants d'Afrique de l'Ouest se sont tournés vers des voies de migration irrégulières. Il a été fait état de passeurs qui ont demandé des commissions plus élevées pour faciliter les voyages d'un pays à l'autre. Toutefois, en raison du renforcement des contrôles aux frontières et de la diminution générale des mouvements de population, le trafic illicite de migrants dans la sous-région a reculé au cours des premiers mois de la crise, et les flux de migration irrégulière vers l'Europe, par exemple, ont temporairement baissé¹¹. Si de nombreux pays ont rouvert leurs frontières, diverses mesures sanitaires et restrictions de voyage subsistent et continuent d'avoir des répercussions sur la migration et la mobilité dans la sous-région. La pandémie a aussi embrouillé les priorités politiques, y compris celles relatives à la gouvernance des migrations; certaines analyses voient là une occasion de renforcer la gouvernance et la coopération en matière de migration dans la sous-région, et l'on constate un élan en ce sens dans certains pays¹².

La crise dans le Sahel central, caractérisée par la récente recrudescence des conflits et de la violence, a occasionné l'une des pires catastrophes humanitaires en Afrique. La violence dans la région du Sahel central, qui englobe le Burkina Faso, le Niger et le Mali, a augmenté ces dernières années sous l'effet d'une combinaison de facteurs, notamment la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, le sous-développement et la pauvreté. Des groupes armés non étatiques ont, en particulier, exploité la violence autour de l'accès aux ressources naturelles dans les zones rurales, tirant parti du repli croissant des autorités étatiques sur les villes. En outre, la violence intercommunautaire dans les zones rurales, notamment les conflits entre agriculteurs et éleveurs au sujet de la transhumance, a également exacerbé une situation humanitaire déjà difficile, tandis que les effets du changement climatique, tels qu'une situation météorologique imprévisible et des périodes de chaleur record, ont aggravé les tensions et la violence intercommunautaires. Dans les trois États, on estime que 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur pays à la fin de 2020, tandis que des milliers de personnes sont mortes à cause de la violence au cours de la même année¹³.

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes sont d'importants éléments déclencheurs de déplacements, tout en continuant à peser sur les moyens de subsistance de millions de personnes et à aiguïser la concurrence pour les ressources naturelles. En Afrique centrale et de l'Ouest, le changement climatique a contribué à des sécheresses prolongées et à des précipitations imprévisibles, ce qui a eu des répercussions sur les modes d'utilisation des terres par les agriculteurs et les éleveurs. Les graves sécheresses, qui sont devenues plus fréquentes, perturbent non seulement les moyens de subsistance, mais obligent aussi de nombreux pasteurs à se déplacer¹⁵. Les ondes de tempête et les inondations se répètent également et ont touché, rien qu'en 2020, plus de 2 millions de personnes dans 18 pays de la sous-région, entraînant la destruction de bétail, de terres et de biens et contribuant à l'insécurité alimentaire actuelle¹⁶. En République démocratique du Congo et au Cameroun, par exemple, les fortes pluies et les inondations ont provoqué, respectivement, quelque 279 000 et 116 000 nouveaux déplacements¹⁷. De plus, le changement climatique a aggravé les tensions existantes dans les communautés dues à l'accès réduit à l'eau et aux pâturages, ce qui s'est traduit par une augmentation de la violence pour le contrôle de ces ressources naturelles. C'est notamment le cas dans la région de la Middle Belt au Nigéria et à la frontière entre le Burkina Faso et le Mali, où cette situation a été exploitée par des groupes extrémistes qui profitent des tensions actuelles pour faire avancer leur cause¹⁸.

Les déplacements dus à l'extrémisme violent continuent d'être un trait caractéristique de l'Afrique centrale et de l'Ouest, où des millions de personnes sont déracinées de leur foyer. Dans le bassin du lac Tchad, qui comprend le Nigéria, le Tchad, le Niger et le Cameroun, des groupes extrémistes comme Boko Haram ont multiplié les attaques et les enlèvements de civils, tout en continuant à recruter des enfants pour les combats¹⁹. De nouveaux groupes extrémistes sont apparus ces dernières années, dont certains ont gagné du terrain en nouant des liens avec des groupes régionaux ou internationaux²⁰. Outre Boko Haram, il existe plusieurs groupes actifs qui ont provoqué non seulement des déplacements, mais aussi des décès, et ont fait reculer des années de progrès en matière de développement dans le bassin du lac Tchad et au Sahel²¹. Leur expansion en Afrique de l'Ouest a été favorisée, en partie, par des réseaux de passeurs et de trafiquants, ainsi que par la porosité des frontières dans la sous-région²². Les groupes extrémistes continuent de tirer parti des animosités interethniques sous-jacentes, de la pauvreté et de l'absence de contrôle de l'État dans certaines zones rurales pour attirer des recrues et faire avancer leurs projets²³. Dans le même temps, de nouvelles coalitions de groupes armés en Afrique centrale ont eu des effets dévastateurs sur la vie de nombreuses personnes. En République centrafricaine, par exemple, une personne sur quatre était soit réfugiée, soit déplacée à l'intérieur du pays, et presque autant de personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays au cours des six premiers mois de 2020 que sur l'ensemble de l'année 2019²⁴.

Les femmes et les filles représentent un nombre important de migrants en Afrique centrale et de l'Ouest, et beaucoup d'entre elles sont confrontées à toutes sortes de risques fondés sur leur sexe. Les femmes de la sous-région migrent pour diverses raisons, notamment à la recherche de possibilités économiques, pour retrouver leur famille ou pour poursuivre leur éducation²⁵. En Afrique de l'Ouest, près de la moitié des migrants à l'intérieur et en provenance de la sous-région sont des femmes²⁶. Le nombre croissant de migrantes dans la sous-région est également manifeste dans la migration de retour, qui compte de plus en plus de femmes²⁷. Les facteurs économiques demeurent le principal moteur de la migration et, si les migrantes se consacrent à des activités professionnelles formelles et informelles, la majorité d'entre elles continuent d'être employées dans l'économie informelle, notamment dans des secteurs tels que le commerce et le travail domestique²⁸. Les femmes migrantes en provenance et à l'intérieur de la sous-région sont confrontées à plusieurs défis et risques, pendant la migration mais aussi après l'arrivée dans les pays de destination. L'exploitation et la violence sexuelles pendant les voyages de migration, les conditions d'emploi précaires dans les pays de destination et les bas salaires sont quelques-uns des problèmes auxquels beaucoup doivent faire face²⁹.

Afrique australe et de l'Est

La pandémie de COVID-19 a eu un effet dévastateur sur des millions de migrants, y compris des réfugiés, tant en Afrique australe qu'en Afrique de l'Est. Pendant les premières semaines et les premiers mois de la pandémie, plusieurs pays de la sous-région ont complètement fermé leurs frontières et restreint les mouvements, ce qui a fait nettement baisser la migration et la mobilité à l'intérieur de la sous-région³⁰. Outre la fermeture des frontières, certains pays ont suspendu l'accueil de nouveaux demandeurs d'asile et réfugiés, laissant de nombreuses personnes sans protection – au moins temporairement³¹. Par exemple, l'Ouganda, qui accueille l'une des plus grandes populations de réfugiés au monde, a effectivement mis fin à sa politique de la « porte ouverte » à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile au début de 2020. En outre, les réfugiés vivant dans des camps surpeuplés et ceux qui se trouvent dans des zones reculées, loin des installations de santé publiques, ont été confrontés à toute une série de difficultés, notamment un accès limité, voire inexistant, aux tests et aux traitements, tout en ayant du mal à respecter la distance physique et sociale, ce qui les a rendus particulièrement vulnérables à la COVID-19³². Lorsque les pays ont instauré le confinement, laissant de nombreux migrants sans travail et sans moyens de rentrer chez eux, des milliers d'entre eux se sont trouvés bloqués dans la sous-région³³. La COVID-19 a également eu des répercussions sur la migration irrégulière en provenance de la région. Au cours des premiers mois de la pandémie, les arrivées de migrants irréguliers au départ de la région ont diminué en Europe mais, à la mi-2020, elles avaient à nouveau augmenté³⁴. La chute du nombre de migrants originaires de la Corne de l'Afrique à destination des pays du Golfe via le Yémen a toutefois été beaucoup plus soutenue, avec un recul de 73 % en 2020³⁵. La même année, des milliers de migrants de la Corne de l'Afrique sont également rentrés du Yémen, souvent aidés par des passeurs, car beaucoup avaient perdu leurs sources de revenu en raison des perturbations causées par la pandémie, tout en subissant une augmentation des violations des droits de l'homme³⁶. Avec la fermeture de la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite en 2020, de nombreux migrants se dirigeant vers l'Arabie saoudite n'ont plus été en mesure d'atteindre leur destination prévue³⁷. Par ailleurs, les incidences de la pandémie ont fini par perturber les processus et opérations de paix dans le monde, y compris en Afrique de l'Est, ce qui a contribué à prolonger des conflits qui continuent d'alimenter les déplacements dans la sous-région³⁸. Parallèlement, dans certaines parties de l'Afrique australe, la pandémie a été utilisée pour instrumentaliser la xénophobie et faire des migrants des boucs émissaires³⁹. Les migrants dépourvus de documents et les demandeurs d'asile, entre autres, ont été durement touchés par les mesures de confinement, qui ont aggravé leur situation socioéconomique déjà difficile car beaucoup d'entre eux ne pouvaient accéder aux services d'aide liés à la pandémie⁴⁰. Alors que certains pays de la sous-région ont inclus des migrants, comme les réfugiés et les demandeurs d'asile, dans leurs mesures sanitaires liées à la COVID-19, notamment la vaccination, d'autres ont continué à les exclure, les migrants en situation irrégulière étant en particulier laissés pour compte⁴¹.

La migration de main-d'œuvre est une caractéristique essentielle de l'Afrique australe et de l'Est, avec un nombre important de travailleurs migrants à l'intérieur et en provenance de la sous-région. La migration intrarégionale en Afrique australe et de l'Est a augmenté au fil des ans, notamment en raison de la hausse du nombre de travailleurs migrants dans la sous-région⁴². En Afrique de l'Est, des efforts d'intégration tels que le Protocole relatif au marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est ont, malgré d'importants problèmes de mise en œuvre, progressivement facilité le travail transfrontalier⁴³. De récents accords, comme le Protocole relatif à la libre circulation des personnes et à la transhumance approuvé en juin 2021, pourraient accélérer la migration intrarégionale lorsqu'ils auront été ratifiés et mis en œuvre par les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)⁴⁴. D'autres communautés économiques régionales, telles que le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), ont élaboré des programmes visant à faciliter davantage la migration régulière des travailleurs entre les États membres⁴⁵. La migration irrégulière intrarégionale, notamment pour des raisons économiques, est également répandue⁴⁶. Comme en Afrique de l'Est, le nombre de

travailleurs migrants internationaux au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a augmenté, et comprend des travailleurs migrants venant de l'intérieur et de l'extérieur de l'Afrique australe⁴⁷. Un nombre croissant de personnes migrent également hors de la sous-région. Habituellement, l'Amérique du Nord et l'Europe sont les principales destinations des émigrants de pays d'Afrique de l'Est comme le Kenya. En 2020, la plus grande diaspora kényane résidait aux États-Unis (près de 157 000 personnes) et au Royaume-Uni (environ 139 000)⁴⁸. Les États du Golfe sont aussi devenus une destination majeure pour un nombre croissant de travailleurs migrants ougandais, kényans et éthiopiens⁴⁹. Les grandes communautés de la diaspora de la sous-région sont à l'origine d'importants rapatriements de fonds internationaux ces dernières années. Par exemple, le Kenya, qui est le plus grand bénéficiaire de fonds rapatriés en Afrique subsaharienne après le Nigéria et le Ghana, a reçu plus de 3 milliards de dollars É.-U. en 2020, soit 9 % de plus qu'en 2019⁵⁰. Cette hausse des flux entrants au Kenya a été largement stimulée par l'accroissement des flux en provenance des États-Unis⁵¹. D'autres pays de la sous-région dont une part importante de la population vit à l'étranger, tels que la Somalie et l'Ouganda, figurent parmi les 10 premiers pays bénéficiaires de rapatriements de fonds en Afrique subsaharienne⁵². L'Afrique du Sud est aussi une destination majeure pour de nombreux migrants de la sous-région et constitue la plus grande source de rapatriements de fonds en Afrique.

L'augmentation massive des attaques terroristes, qui s'ajoute aux conflits persistants dans certaines parties de l'Afrique australe et de l'Est, demeure un important facteur de déplacements. Dans le nord du Mozambique, l'intensification des attaques violentes menées par Al-Sunna wa Jama'a a entraîné une forte hausse des déplacements. Ces attaques extrêmement violentes ont plongé dans la crise les provinces du nord du pays, comme Cabo Delgado, qui doivent encore faire face aux effets dévastateurs du cyclone Kenneth⁵³. À la fin de 2020, le conflit et la violence avaient provoqué plus d'un demi-million de déplacements au Mozambique, ce qui place ce pays au quatrième rang mondial en nombre de nouveaux déplacements dus à un conflit en 2020⁵⁴. En Afrique de l'Est, plusieurs pays restent confrontés à des violences sporadiques et à des conflits intermittents. Les attaques d'Al-Shabab en Somalie, ainsi que les opérations armées menées par l'État et la région contre le groupe activiste, continuent de chasser les gens de chez eux, tandis qu'au Soudan du Sud, le conflit entre les milices communautaires s'est poursuivi en 2020, malgré un accord de paix qui a rétabli un certain degré de stabilité⁵⁵. Le conflit en cours dans le Tigré, en Éthiopie, est l'un des principaux facteurs de déplacements dans la Corne de l'Afrique, qui a aussi des répercussions en Afrique de l'Est. Les affrontements ont coûté des milliers de vies et entraîné des déplacements internes et transfrontaliers dans le Tigré et dans les régions voisines d'Afar et d'Amhara⁵⁶. On estime à 1,7 million le nombre de personnes déplacées par le conflit et la violence en Éthiopie à la fin de 2020, ce qui place le pays au troisième rang pour les déplacements dus à un conflit, après la République démocratique du Congo et la République arabe syrienne⁵⁷. Des milliers de personnes ont également fui le pays en raison de la violence, dont beaucoup sont accueillies au Soudan voisin⁵⁸.

L'Afrique de l'Est continue d'accueillir et d'être à l'origine de certaines des plus grandes populations de réfugiés au monde. En 2020, le Soudan du Sud était à l'origine du quatrième plus grand nombre de réfugiés au monde (plus de 2 millions)⁵⁹. La Somalie, autre pays de la sous-région touché par des années de conflit et de violence, était à l'origine de plus de 800 000 réfugiés⁶⁰. L'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs continuent d'être à l'origine de la plupart des réfugiés africains, avec plus de 5 millions de personnes provenant des pays de la région en 2020⁶¹. La région accueillait aussi un nombre important de réfugiés (environ 4,5 millions) en 2020⁶². L'Ouganda, qui comptait plus de 1,4 million de réfugiés, en majorité du Soudan du Sud, était le quatrième pays d'accueil de réfugiés au monde⁶³. Plusieurs pays de la sous-région, comme l'Ouganda, ont maintenu leur politique d'ouverture, tout en adoptant de plus en plus des cadres nationaux progressistes pour les réfugiés, en partie inspirés du Pacte mondial sur les réfugiés⁶⁴.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les inondations, les sécheresses et les tempêtes, nuisent aux moyens de subsistance dans la sous-région, entraînant souvent d'importants déplacements de population. Plusieurs pays d'Afrique de l'Est, déjà en proie à des conflits et à la violence, ont connu des catastrophes dévastatrices ces deux dernières années. Le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan du Sud, par exemple, ont été touchés par certaines des pires inondations depuis des décennies, créant les conditions d'une grave invasion de criquets qui a détérioré les moyens de subsistance dans toute la région en 2020⁶⁵. Au Soudan du Sud, les catastrophes, en particulier les inondations, ont été responsables de plus de 440 000 nouveaux déplacements en 2020⁶⁶. La même année, environ 664 000 nouveaux déplacements dus à des catastrophes ont été enregistrés en Éthiopie⁶⁷. Plusieurs pays d'Afrique australe ont également été touchés par des catastrophes à déclenchement lent ou rapide. Au Mozambique, par exemple, un pays encore sous le choc des effets dévastateurs des cyclones Idai et Kenneth, le cyclone Éloïse, qui a touché terre en janvier 2021, a laissé des centaines de milliers de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire⁶⁸. Dans des pays comme la République-Unie de Tanzanie, les récentes inondations ont été liées au réchauffement des températures de surface de l'océan Indien, qui contribue à générer des conditions semblables à celles de La Niña, et, dans certaines parties du pays, de graves sécheresses ont fait baisser le niveau de ressources aquatiques comme le lac Tanganyika⁶⁹. Ces effets climatiques influent sur les facteurs de migration déjà existants, y compris les facteurs économiques, les communautés qui dépendent de l'agriculture pluviale étant les plus touchées.

Afrique du Nord

Les effets de la COVID-19 et des restrictions de mouvement sur les migrants et la migration en Afrique du Nord se sont traduits par des changements dans les schémas de migration irrégulière, une immobilité involontaire, des retours forcés et une discrimination. Si l'Afrique du Nord reste une région de transit majeure pour les migrants d'autres régions d'Afrique qui tentent de se rendre en Europe, la fermeture des frontières dans la sous-région a entraîné une baisse du nombre total de migrants partant vers l'Europe par la mer Méditerranée en 2020⁷⁰. Toutefois, on a constaté d'importantes variations entre les différentes routes depuis l'Afrique du Nord. Ainsi, le nombre de personnes empruntant la route de la Méditerranée centrale, par exemple, a augmenté en 2020 par rapport à 2019⁷¹. La pandémie et les mesures prises pour l'endiguer ont eu des répercussions négatives et inédites sur les migrants, notamment ceux détenus dans des pays où il existe d'importants problèmes en matière de protection, comme la Libye, où la surpopulation, les mauvaises conditions sanitaires et le manque d'eau potable les ont rendus vulnérables à la COVID-19⁷². D'autres migrants de la sous-région se sont trouvés bloqués en raison de la fermeture des frontières ou de la suspension des programmes de retour volontaire⁷³. Dans certains cas, des migrants ont été renvoyés de force par les autorités et se sont trouvés en détresse dans le désert⁷⁴. Le retour forcé de migrants depuis l'Afrique du Nord et d'autres parties du monde a poussé le Réseau des Nations Unies sur les migrations à publier une déclaration demandant la suspension de ces mesures pendant la pandémie⁷⁵. Toutefois, certains pays d'Afrique du Nord, comme l'Algérie – en accord avec les pays d'origine, dont le Mali –, ont levé temporairement les restrictions de voyage et permis à l'OIM, par exemple, de faciliter le retour en toute sécurité de migrants en détresse⁷⁶. La pandémie a également fait payer un lourd tribut financier à un grand nombre de migrants dans la sous-région, car beaucoup ont perdu leur source de revenu. Les migrants ont aussi été victimes de discrimination et de stigmatisation, en plus d'être exclus de services essentiels tels que les soins de santé, bien que certains pays, comme l'Égypte, aient inclus les migrants dans leurs plans de vaccination et de réponse sanitaire à la pandémie⁷⁷. En outre, les femmes migrantes ont été touchées de manière disproportionnée par la COVID-19, et, dans des pays comme la Tunisie, elles ont non seulement signalé des pertes de revenu plus fréquentes que les hommes, mais aussi une augmentation du risque d'exploitation sexuelle⁷⁸.

L'Afrique du Nord bénéficie de certains des rapatriements de fonds internationaux les plus importants au monde, grâce à la forte population d'émigrants de la sous-région. L'émigration, en particulier au départ de pays du Maghreb comme l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, est depuis longtemps une caractéristique de l'Afrique du Nord⁷⁹. D'autres pays de la sous-région, dont l'Égypte, ont également d'importantes populations d'émigrants. L'Europe et l'Asie sont les deux principales destinations des migrants d'Afrique du Nord. En 2020, l'Europe a accueilli plus de 5 millions de migrants originaires du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie⁸⁰. Si l'Europe est la principale destination des migrants de ces trois pays, les pays asiatiques, en particulier les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sont la principale destination des migrants originaires d'Égypte⁸¹. Près d'un million de migrants égyptiens, par exemple, vivaient en Arabie saoudite en 2020, environ 900 000 se trouvaient aux Émirats arabes unis, et plus de 400 000 au Koweït⁸². Étant donné son importante diaspora, la sous-région est devenue au fil des ans l'un des plus grands bénéficiaires de rapatriements de fonds internationaux au monde. En 2020, les flux entrants vers l'Égypte ont atteint le chiffre record de 30 milliards de dollars É.-U., ce qui en fait le cinquième bénéficiaire mondial⁸³. Malgré la pandémie de COVID-19, les rapatriements de fonds vers l'Égypte ont augmenté d'environ 11 %, et ceux vers le Maroc de 6,5 %⁸⁴. Les fonds rapatriés au Maroc et en Tunisie représentent plus de 5 % du PIB, tandis qu'en Égypte, ce chiffre est supérieur à 8 %⁸⁵. Les flux internationaux vers la sous-région pourraient encore augmenter car l'Union européenne cherche à renforcer les voies de migration légale vers la région par des instruments tels que le réservoir européen de talents et les partenariats destinés à attirer les talents, qui font partie du nouveau pacte de l'Union européenne sur la migration et l'asile. L'Afrique du Nord est l'une des sous-régions qui bénéficieraient de ces nouveaux dispositifs⁸⁶.

L'Afrique du Nord demeure le point d'origine et de destination d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les conflits et la violence contribuant de manière déterminante aux déplacements à l'intérieur et en provenance de la sous-région. Depuis dix ans, des pays comme la Libye sont en proie à des conflits et à l'instabilité politique, qui forcent des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer et limitent fortement l'accès aux services élémentaires⁸⁷. La fourniture de l'aide humanitaire a souvent été entravée, tandis que des services tels que les infrastructures d'approvisionnement en eau, de santé et d'éducation sont régulièrement prises pour cible⁸⁸. En 2020, la Libye comptait plus de 278 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, surtout à cause du conflit et la violence⁸⁹. Si le cessez-le-feu signé en octobre 2020 a permis de réduire les hostilités, plus d'un million de personnes ont toujours besoin d'une aide humanitaire⁹⁰. Le Soudan reste également confronté à une situation politique et humanitaire complexe. Les conflits violents dans des régions telles que le Kordofan et le Darfour ont déplacé de nombreuses personnes, tandis que le pays accueille toujours l'une des plus grandes populations de réfugiés au monde, originaires pour la plupart du Soudan du Sud⁹¹. D'autres réfugiés viennent de pays voisins tels que l'Éthiopie et l'Érythrée, ainsi que de pays en conflit plus éloignés, notamment le Yémen et la République arabe syrienne⁹². À la fin de 2020, le Soudan abritait environ 1 million de réfugiés et plus de 2,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays⁹³.

Dans la sous-région, de nombreux migrants restent confrontés à de multiples problèmes de protection, les femmes et les filles étant particulièrement vulnérables aux abus. Outre les agressions verbales et physiques, les migrants sont victimes d'exploitation et de mauvaises conditions de vie⁹⁴. Ces faits sont encore aggravés dans les pays où l'État de droit est défaillant et où les milices ou les passeurs et trafiquants agissent en toute impunité. En Libye, des migrants ont été régulièrement placés et retenus dans des centres de détention « officiels », où ils ont subi toutes sortes de mauvais traitements⁹⁵. D'autres migrants se sont retrouvés dans des entrepôts ou des centres de détention non officiels, et laissés à la merci des passeurs et des trafiquants⁹⁶. Les organisations internationales se voient souvent refuser l'accès à ces centres, laissant de nombreux migrants dans des conditions épouvantables⁹⁷. Toutefois, ces réalités ne se limitent pas aux seuls migrants détenus ; dans les zones urbaines, beaucoup se heurtent

à des obstacles pour répondre et accéder aux besoins et services essentiels et sont exposés à des conditions de vie difficiles et défavorisées⁹⁸. Les femmes et les filles ont été particulièrement victimes d'abus tels que le viol, y compris pendant leurs voyages vers et à travers la sous-région⁹⁹.

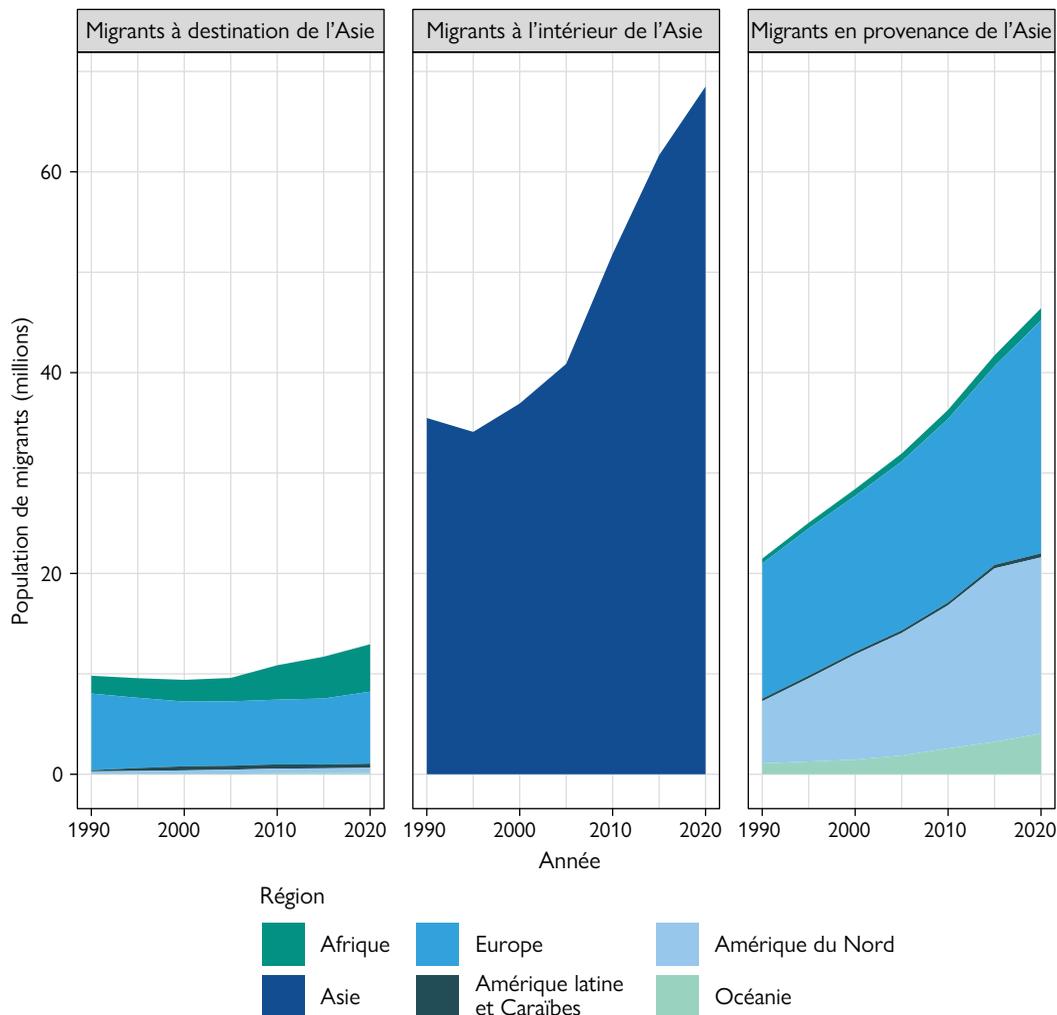
L'Afrique du Nord demeure un important pôle de transit et un point de départ majeur pour les migrants de la sous-région et ceux d'Afrique subsaharienne qui tentent de se rendre en Europe et ailleurs. Des dizaines de milliers de migrants tentent de gagner l'Europe à partir de l'Afrique du Nord en empruntant deux grandes routes, celle de la Méditerranée centrale (essentiellement au départ de la Libye et de la Tunisie vers l'Italie) et celle de la Méditerranée occidentale (principalement au départ du Maroc et de l'Algérie vers l'Espagne)¹⁰⁰. Malgré la pandémie de COVID-19, une hausse des arrivées a été constatée sur ces deux routes en 2020. Les arrivées en Europe via ces deux routes ont augmenté de 86 %, passant de plus de 41 000 à près de 77 000¹⁰¹. Sur la route de la Méditerranée centrale vers l'Italie, les Tunisiens représentaient le plus grand nombre d'arrivées¹⁰². Les voyages éprouvants le long des deux routes font de nombreux morts et, rien qu'en 2020, plus de 1 500 migrants d'Afrique de l'Ouest et du Nord à destination de l'Espagne, de Malte et de l'Italie ont été portés morts ou disparus en mer¹⁰³. De nombreux migrants ont recouru aux services de passeurs pour traverser l'Afrique du Nord et se rendre en Europe. Ceux qui tentent de se rendre en Libye depuis des pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, sont principalement acheminés clandestinement le long de deux itinéraires, y compris la route occidentale (empruntée par les Africains de l'Ouest via le Niger, le Mali et l'Algérie), et la route orientale (empruntée surtout par les migrants d'Afrique de l'Est via le Soudan et le Tchad). Au cours de ces voyages, les migrants sont souvent victimes de mauvais traitements, y compris, parfois, de la traite, notamment lorsqu'ils sont dans l'incapacité de payer les passeurs à leur arrivée à destination¹⁰⁴.

Asie¹⁰⁵

L'Asie – qui compte 4,6 milliards d'habitants – était la région d'origine de plus de 40 % des migrants internationaux dans le monde en 2020 (environ 115 millions). Cette même année, plus de la moitié d'entre eux (69 millions) résidaient dans d'autres pays d'Asie, ce qui représente une hausse sensible depuis 2015, où le nombre de ceux qui vivaient sur le continent était estimé à 61 millions. Comme l'indique la colonne centrale de la figure 8, la migration intrarégionale a nettement augmenté au fil du temps, puisqu'on dénombrait 35 millions de migrants sur le continent en 1990. Le nombre de migrants nés en Asie et vivant en Amérique du Nord et en Europe a aussi fortement progressé ces vingt dernières années. En 2020, l'Amérique du Nord comptait 17,5 millions de migrants originaires d'Asie, un chiffre en légère hausse par rapport à 2015 (17,3 millions), tandis que l'Europe en comptait 23 millions, contre près de 20 millions en 2015. La migration au départ de l'Asie vers ces deux régions explique dans une large mesure la hausse du nombre de migrants asiatiques installés hors de la région, qui s'élevait à plus de 46 millions en 2020.

Le nombre de migrants en Asie qui ne sont pas nés dans la région est resté relativement faible depuis 1990. Les Européens forment le principal groupe de migrants non originaires d'Asie, parmi lesquels se trouvent les migrants originaires de la partie européenne de l'ex-Union soviétique qui vivent aujourd'hui en Asie centrale. Au cours de la même période, le nombre d'Africains – l'autre groupe non négligeable de migrants en Asie – a augmenté.

Figure 8. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Asie, 1990-2020



Source : DESA, 2021.

Note : Les «migrants à destination de l'Asie» sont des migrants résidant en Asie qui sont nés dans une autre région (Europe ou Afrique, par exemple). Les «migrants à l'intérieur de l'Asie» sont des migrants nés en Asie qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région Asie. Les «migrants en provenance de l'Asie» sont des personnes nées en Asie qui résident hors de la région (en Europe ou en Amérique du Nord, par exemple).

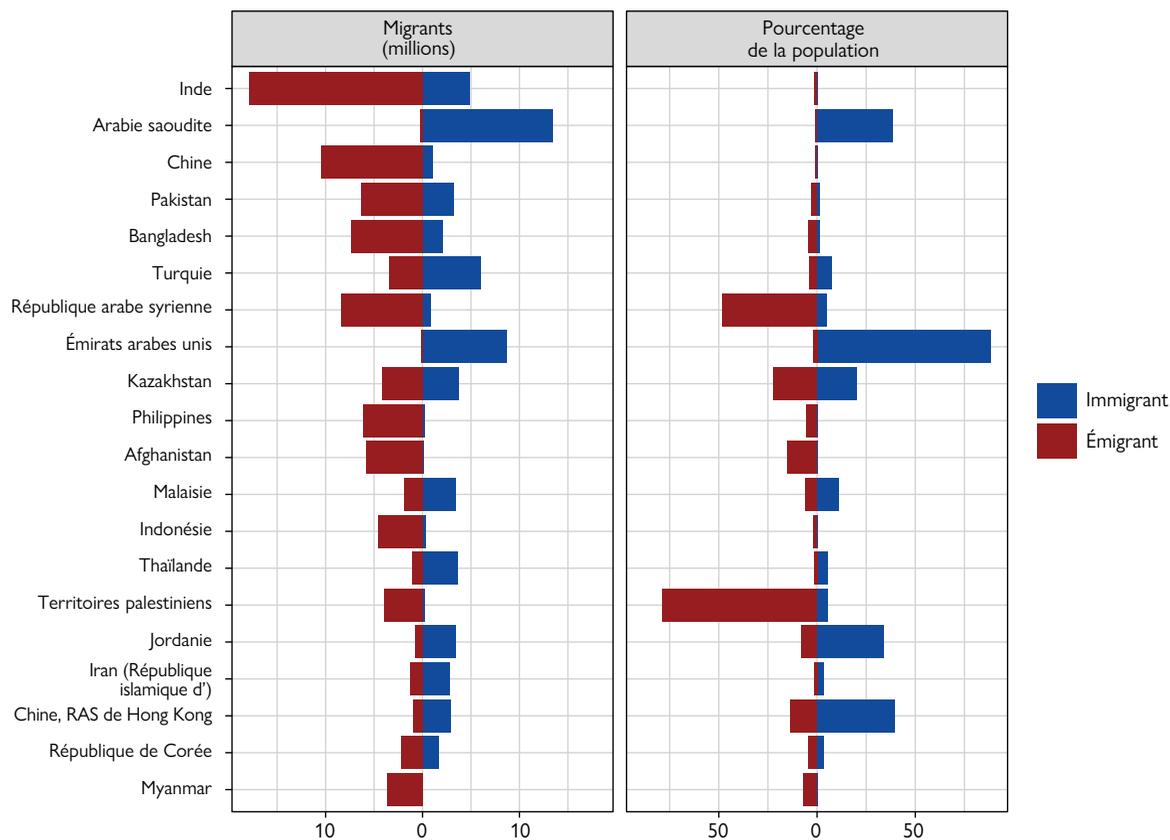
Les deux «géants démographiques» asiatiques, l'Inde et la Chine, comptent, en chiffres absolus, le plus grand nombre de migrants vivant à l'étranger (figure 9). Il importe de préciser que ces fortes populations d'émigrants en chiffres absolus représentent une faible proportion de la population totale de l'Inde et de la Chine. Les migrants originaires de Chine formaient la quatrième population de migrants nés à l'étranger dans le monde, après ceux originaires de l'Inde, du Mexique et de la Fédération de Russie. Un peu plus de 2 millions d'émigrants nés en Chine résidaient aux États-Unis, où vivaient également de grands groupes de migrants asiatiques originaires d'Inde, des Philippines et du Viet Nam. Parmi les autres pays comptant de nombreux migrants résidant à l'étranger, on trouve le Bangladesh et la République arabe syrienne.

Dans les pays du CCG, les migrants représentent une forte proportion de la population nationale totale (figure 9). Par exemple, ils représentaient 88 % de la population des Émirats arabes unis en 2020, près de 73 % de celle

du Koweït, 77 % de celle du Qatar, et 55 % de celle du Bahreïn. Beaucoup d'entre eux venaient d'Afrique, d'Asie du Sud (par exemple d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh et du Népal) et d'Asie du Sud-Est (par exemple d'Indonésie et des Philippines).

Il est important de noter que les données actuelles sur les migrants nés à l'étranger reflètent en partie d'importants événements historiques, tels que la partition de 1947 qui s'est traduite par des déplacements de population massifs entre l'Inde et le Pakistan. C'est ce que font apparaître les données pour 2020, qui montrent que près de 5 millions et plus de 3 millions de migrants nés à l'étranger, respectivement, résidaient dans ces deux pays.

Figure 9. Vingt premiers pays/territoires d'Asie sur le plan des migrations, 2020



Source : DESA, 2021.

Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

Note 2 : Le terme «immigrants» désigne les migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

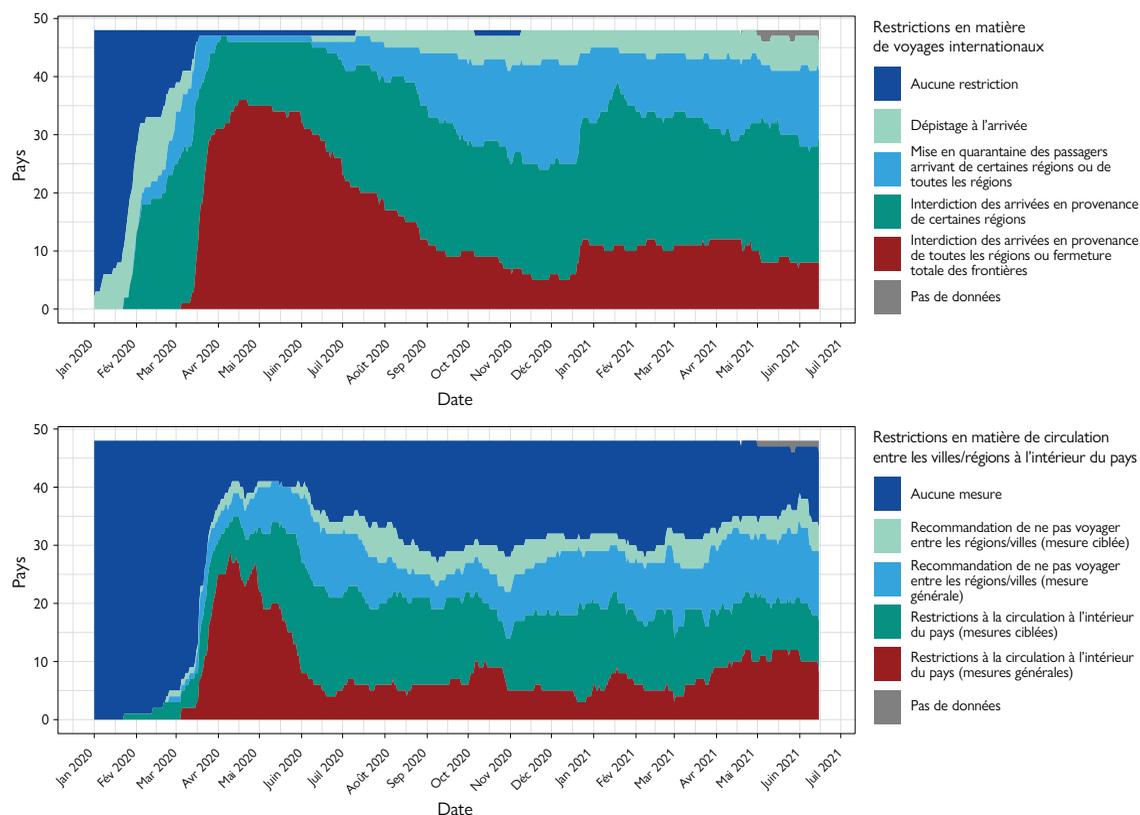
Les pays asiatiques ont mis en place certaines des toutes premières mesures de restriction de mouvement internationales et nationales en réponse à la COVID-19 afin de contenir la propagation du virus. Comme dans des régions telles que l'Afrique, les restrictions imposées aux voyages internationaux sont entrées en vigueur plus tôt que les restrictions internes, avec des mesures telles que le dépistage à l'arrivée instaurées dès janvier 2020 (figure 10). Celles-ci ont été rapidement suivies de mesures de quarantaine et d'interdiction des arrivées en provenance de certaines régions. La fermeture totale des frontières n'a été décidée qu'à partir de mars 2020,

date à laquelle pratiquement tous les pays de la région avaient imposé des mesures de restriction en matière de voyages internationaux.

Fait marquant, les restrictions en matière de voyages internationaux, comme le dépistage à l'arrivée, ont été maintenues en place tout au long de 2020 et, à la mi-juin 2021, cette mesure était toujours en vigueur dans la plupart des pays. Les mesures de quarantaine n'ont que légèrement diminué, tandis que les restrictions internationales, notamment l'interdiction des arrivées et la fermeture totale des frontières, ont été levées au fil du temps, cette dernière beaucoup plus fortement.

Les restrictions aux mouvements internes, généralement imposées quelque temps après les mesures restreignant les voyages internationaux, ont nettement augmenté vers la mi-mars 2020, avant de commencer à être levées à la mi-mai. Cette baisse n'a toutefois pas été uniforme pour toutes les mesures, les recommandations de ne pas voyager entre les régions ou les villes – tant spécifiques que générales – diminuant beaucoup plus progressivement que le reste des mesures. Cependant, toutes les mesures de restriction internes ont été légèrement revues à la hausse à différents moments, notamment au premier trimestre de 2021.

Figure 10. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Asie : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021

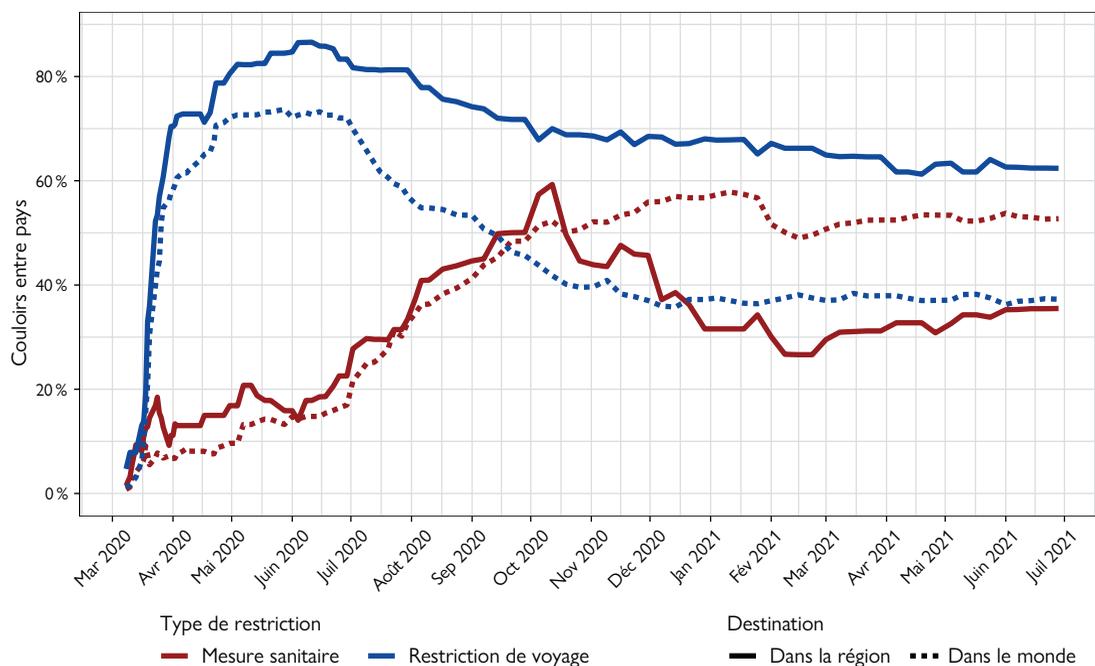


Source : Hale et al., 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les départs ou les sorties et la circulation sur le territoire national, ainsi que les mesures d'interdiction d'entrée visant les ressortissants de certains pays.

Le nombre de restrictions imposées aux voyages (intra-régionaux et mondiaux) en Asie a augmenté très rapidement au cours des premiers mois de 2020, avant de commencer à diminuer progressivement vers le milieu de l'année. Toutefois, contrairement à des régions comme l'Afrique, qui a connu une baisse plus marquée des restrictions de voyage au sein de la région par rapport aux autres régions du monde, cette dynamique est inversée en Asie, avec des restrictions en matière de voyages intra-régionaux plus importantes tout au long de 2020 et au premier semestre de 2021 (voir la figure 11). Les mesures sanitaires ont été renforcées au fil du temps et, à la fin de 2020, celles imposées aux pays hors d'Asie ont dépassé les restrictions en matière de voyages extrarégionaux. Cependant, elles ont commencé à diminuer à l'intérieur de la région vers octobre 2020, et concernaient moins de 40 % des couloirs entre pays au 30 juin 2021.

Figure 11. Mesures de restriction des voyages internationaux liées à la COVID-19 en Asie : mars 2020 à juin 2021



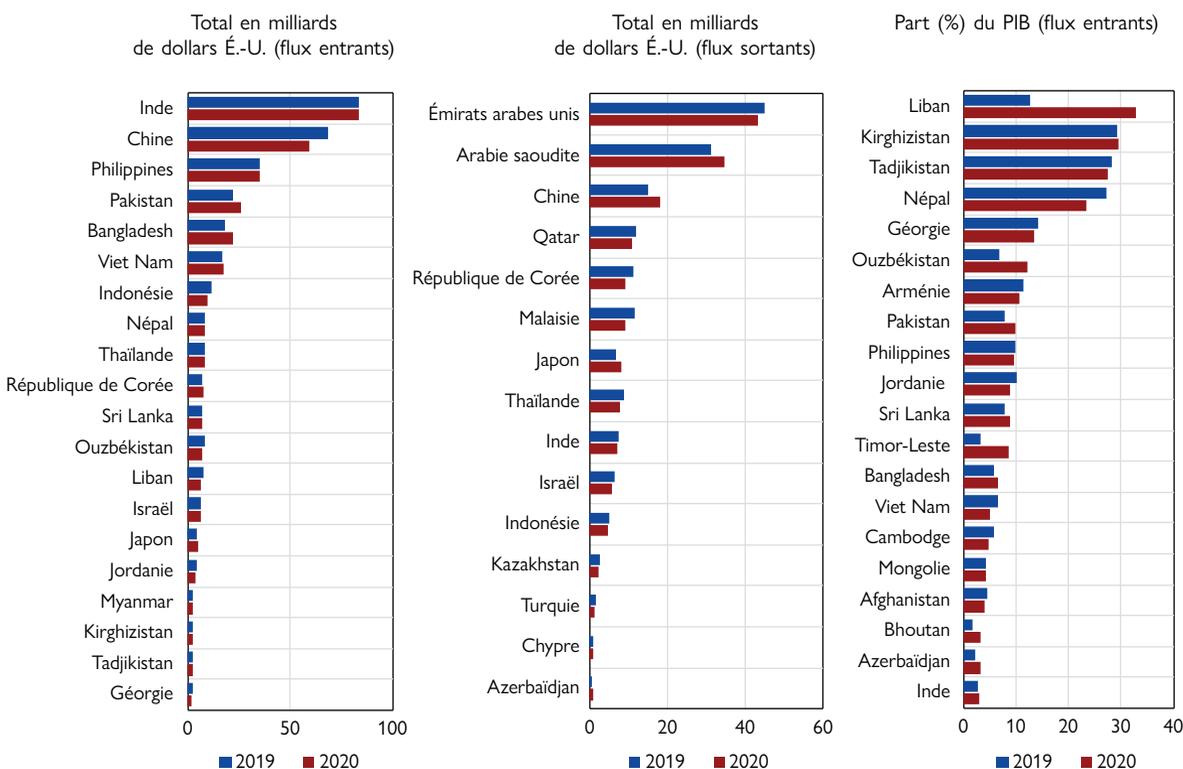
Source : OIM, 2021a.

Notes : Les mesures sanitaires comprennent le dépistage et la surveillance médicale, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage englobent les restrictions fondées sur la nationalité ou la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité.

En 2020, l'Inde et la Chine ont reçu les plus gros montants de rapatriements de fonds internationaux en Asie, représentant plus de 140 milliards de dollars É.-U.. Parmi les autres grands pays bénéficiaires se trouvent les Philippines, le Pakistan et le Bangladesh (voir la figure 12). En pourcentage du PIB, certains des plus importants bénéficiaires en 2020 étaient le Liban (33 %), le Kirghizistan (29 %), le Tadjikistan (27 %) et le Népal (24 %). Par rapport à 2019, les flux de fonds entrants en Asie ont légèrement baissé en 2020, d'environ 2 %. En Inde, qui est le plus grand pays bénéficiaire de la région, les fonds rapatriés n'ont diminué que de 0,2 %, pour passer à 83 milliards de dollars É.-U.. Au Pakistan, en revanche, ils ont augmenté de plus de 17 %, pour atteindre un niveau record de 26 milliards de dollars É.-U..

S'agissant des flux sortants, deux pays du CCG – les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite – ont été les plus grands pays sources de rapatriements de fonds en Asie. Les fonds envoyés depuis les Émirats arabes unis ont atteint 43 milliards de dollars É.-U. en 2020, bien que ce chiffre soit en recul par rapport aux près de 45 milliards de dollars É.-U. enregistrés en 2019. Les fonds envoyés d'Arabie saoudite ont, en revanche, augmenté au cours de la même période, passant de 31 milliards de dollars É.-U. en 2019 à 34 milliards de dollars É.-U. en 2020. D'autres pays, comme la Chine, le Qatar et la République de Corée, ont également été des pays sources d'importants rapatriements de fonds.

Figure 12. Principaux pays asiatiques bénéficiaires et sources de rapatriements de fonds internationaux, 2019 et 2020

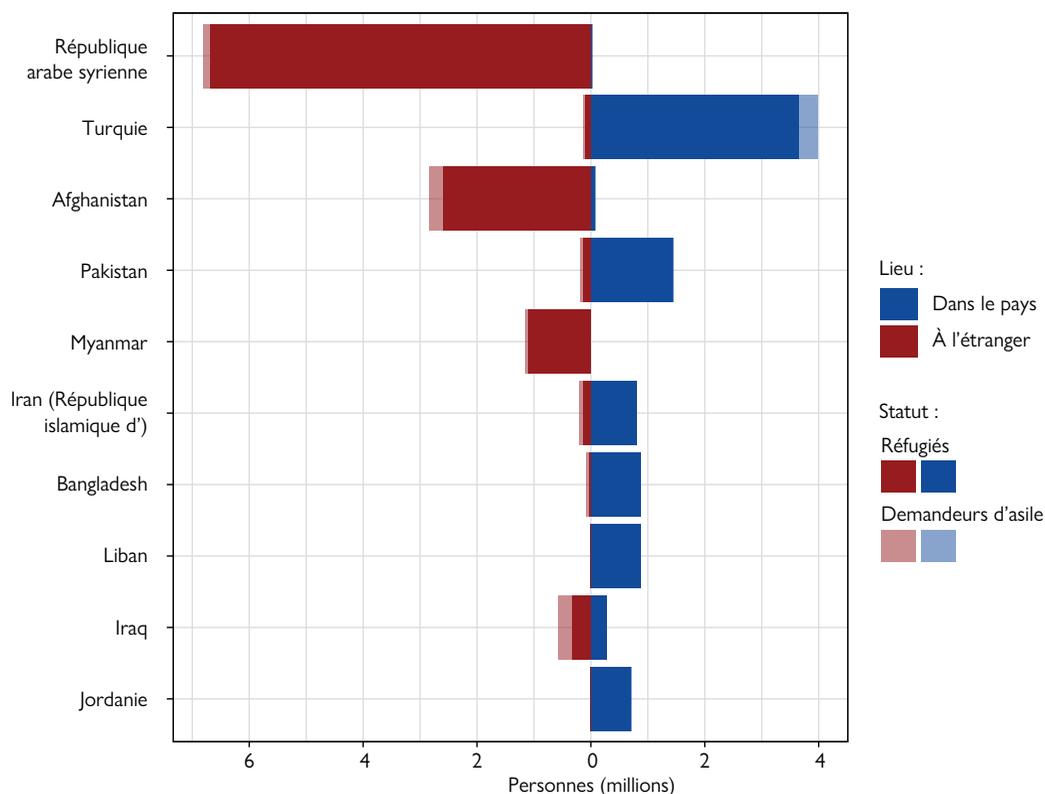


Source : Banque mondiale, 2021.

Les déplacements internationaux à l'intérieur et au départ de l'Asie sont un trait caractéristique majeur de la région, comme l'illustre la figure 13. La République arabe syrienne et l'Afghanistan étaient, en 2020, les deux principaux pays d'origine de réfugiés dans le monde. Les incidences du conflit syrien sur les déplacements ressortent clairement de la figure 13, qui montre que le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires de la République arabe syrienne est nettement supérieur au nombre de ceux originaires du reste de la sous-région. En 2020, la grande majorité des réfugiés originaires de pays asiatiques vivaient dans des pays voisins. Les réfugiés de la République arabe syrienne, par exemple, étaient principalement accueillis en Turquie (plus de 3,6 millions), au Liban (environ 0,9 million) et en Jordanie (près de 0,7 million), tandis que les réfugiés afghans, dont le nombre a légèrement diminué pour passer de 2,7 millions en 2019 à 2,6 millions en 2020, étaient concentrés au Pakistan et en République islamique d'Iran. Toutefois, les événements survenus en Afghanistan à la mi-2021, avec le retrait des troupes alliées

et le retour en force rapide des Taliban, feront sans doute augmenter le nombre de réfugiés afghans pour 2021. En raison de la violence et de la persécution que subissent les Rohingya, le Myanmar était le pays d'origine de la troisième population de réfugiés dans la région et du cinquième groupe de personnes déplacées par-delà les frontières à l'échelle mondiale en 2020, la plupart d'entre eux se trouvant au Bangladesh. Comme le montre la figure 13, il importe également de noter que des pays d'origine comme l'Iraq, le Pakistan et la République islamique d'Iran, accueillent eux aussi des réfugiés.

Figure 13. Dix premiers pays d'Asie classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2020



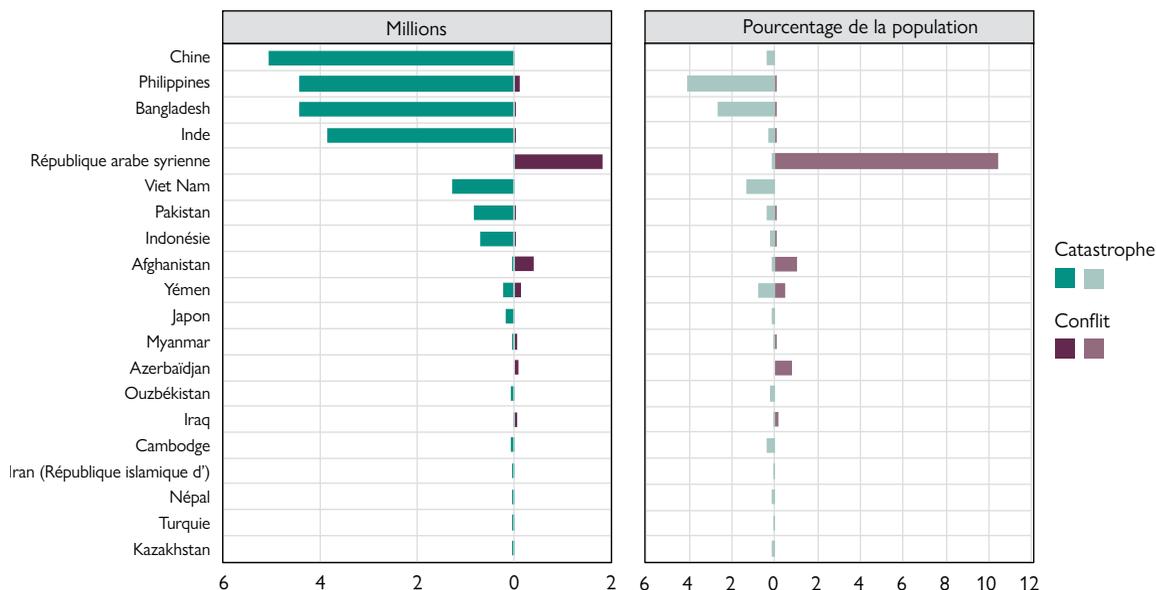
Source : HCR, s.d.b.

Note : La catégorie « dans le pays » désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie « à l'étranger » désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2020, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

Les plus importants des nouveaux déplacements internes en Asie ont été provoqués par des catastrophes (figure 14). La Chine comptait quelque 5 millions de nouveaux déplacements dus à une catastrophe à la fin de 2020. Pour leur part, les Philippines en ont enregistré presque autant : plus de 4 millions. En outre, des catastrophes telles que les inondations causées par la mousson, les glissements de terrain et les cyclones intenses ont provoqué des déplacements à grande échelle en 2020 au Bangladesh (plus de 4 millions), en Inde (près de 4 millions) et au Viet Nam (environ 1 million). Les conflits ont également contribué à de nouveaux déplacements internes en Asie, dont le plus grand nombre (près de 2 millions) avaient lieu en République arabe syrienne. Parmi les autres pays dans lesquels des conflits ont entraîné d'importants déplacements, on peut citer l'Afghanistan (404 000) et le Yémen

(143 000). La crise humanitaire au Yémen est l'une des plus graves au monde, et elle a encore été exacerbée par deux saisons des pluies intenses entre février et septembre qui ont déplacé plus de 200 000 personnes en 2020.

Figure 14. Vingt premiers pays d'Asie sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2020, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Asie¹⁰⁶

Moyen-Orient

Dans la sous-région, les migrants ont été confrontés à d'importants défis posés par la COVID-19 et les restrictions de voyage et de mouvement connexes, ce qui a exacerbé des vulnérabilités sanitaires existantes, aggravé leur situation économique, bloqué nombre d'entre eux et forcé des milliers à retourner dans leur pays d'origine. Dans plusieurs pays du CCG, par exemple, les migrants ont été exposés à un risque accru de contracter la COVID-19 en raison de lieux de vie surpeuplés, de la nature de leur travail et d'un accès insuffisant aux soins de santé¹⁰⁷. En outre, lorsque les pays ont imposé un confinement et que les entreprises ont été contraintes de suspendre leur activité, de nombreux migrants ont perdu leur emploi ou ont été payés en retard,

ce qui les a empêchés de pourvoir à leurs besoins fondamentaux ou de rembourser leurs dettes¹⁰⁸. Beaucoup ont été contraints de retourner dans leur pays d'origine¹⁰⁹. En raison du système Kafala, qui lie les travailleurs migrants à leur employeur, les mauvaises conditions de travail et de vie de nombreux travailleurs migrants dans le Golfe se sont encore détériorées. Ces conditions ont été particulièrement difficiles pour les travailleurs domestiques qui, du fait des confinements, étaient parfois bloqués chez des employeurs abusifs¹¹⁰. La situation des migrants irréguliers dans les centres de détention de pays comme l'Arabie saoudite et le Yémen a suscité des inquiétudes, car on craignait que les locaux surpeuplés et insalubres ne les rendent extrêmement vulnérables à la COVID-19¹¹¹. De nombreux migrants se sont trouvés en détresse dans les pays du Golfe et ailleurs dans la sous-région. Au Yémen, des milliers de migrants qui tentaient de passer en Arabie saoudite sont restés bloqués, souvent sans nourriture, sans abri et sans eau¹¹². Les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les réfugiés au Moyen-Orient ont aussi été touchés par la pandémie. En raison de la promiscuité dans certains pays comme le Liban, de nombreux réfugiés ont été exposés à un risque accru d'infection par la COVID-19¹¹³. Cependant, plusieurs pays de la région, y compris le Liban, ont, avec temps, intégré les migrants dans leur riposte sanitaire, y compris les campagnes de vaccination¹¹⁴. D'autres, comme le Maroc et la Jordanie, incluent également les migrants dans leurs programmes nationaux de vaccination contre la COVID-19¹¹⁵.

Si des progrès ont été réalisés en matière de résolution des conflits et de consolidation de la paix dans plusieurs pays, les conflits et la violence demeurent les principaux facteurs de déplacement dans la sous-région. Des accords de cessez-le-feu conclus dans des pays comme l'Iraq se sont traduits par une baisse des déplacements, mais les nouvelles offensives gouvernementales en République arabe syrienne et au Yémen ont chassé un grand nombre de personnes de chez elles¹¹⁶. L'offensive des forces syriennes dans le gouvernorat d'Idlib en 2020 a provoqué le plus grand déplacement depuis le début de la guerre¹¹⁷. Par ailleurs, les combats dans le Haut-Karabakh en septembre 2020, après des mois de tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ont fait de nombreux morts et déplacé plusieurs milliers de personnes pendant les deux mois de conflit¹¹⁸. Il s'agissait de la plus grande escalade du conflit entre les deux pays depuis la trêve de 1994¹¹⁹. Si le cessez-le-feu signé en novembre 2020 entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Fédération de Russie a conduit à une désescalade des hostilités¹²⁰, de nombreuses personnes restent déplacées et, à la fin de 2020, des dizaines de milliers d'entre elles avaient encore besoin d'une aide humanitaire¹²¹.

Certains pays de la région ont connu d'importantes catastrophes ces dernières années, et il est à craindre que les déplacements dus au changement climatique n'augmentent fortement. Plusieurs pays du Moyen-Orient sont vulnérables aux effets du changement climatique et aux catastrophes liées aux conditions météorologiques, et ces dernières ont aggravé les crises humanitaires dans les pays en conflit. En 2020, les inondations ont ainsi déplacé plus de personnes au Yémen que le conflit et la violence, avec près d'un quart de million de nouveaux déplacements¹²². Ce double défi posé au Yémen – les déplacements à grande échelle dus aux catastrophes et au conflit – souligne la complexité de la crise humanitaire dans le pays. D'autres pays, comme la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne, ont également connu des inondations récurrentes ces dernières années, ce qui a aggravé les conditions de vie des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays vivant dans les camps¹²³. En outre, s'il est difficile d'identifier les déplacements provoqués par des phénomènes à évolution lente tels que la désertification, certains éléments indiquent que, dans des pays comme la République arabe syrienne, la sécheresse prolongée qui a dévasté les moyens de subsistance avant le début du conflit a pu jouer un rôle dans l'ensemble complexe de facteurs qui ont déclenché la guerre civile dans le pays¹²⁴.

La région continue d'accueillir et de générer un nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile parmi les plus importants au monde. La République arabe syrienne reste le principal pays d'origine des réfugiés dans le monde, avec près de sept millions en 2020¹²⁵. D'autres pays de la sous-région, tels que l'Iraq, ont également vu une grande partie de leur population déplacée par-delà les frontières. En outre, le Moyen-Orient demeure l'une des principales destinations des réfugiés, la plupart provenant de pays de la sous-région¹²⁶. Le Liban et la Jordanie, par exemple, figurent parmi les cinq premiers pays d'accueil de réfugiés au monde (en pourcentage de la population

nationale)¹²⁷. Une personne sur huit au Liban et une sur 15 en Jordanie est un réfugié, dont beaucoup sont originaires de la République arabe syrienne ou des Territoires palestiniens¹²⁸. Environ 5,7 millions de réfugiés des Territoires palestiniens relevant du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont accueillis dans la sous-région, ce qui fait du Moyen-Orient l'une des plus grandes sous-régions d'accueil de réfugiés au monde¹²⁹.

Asie centrale

Fortement tributaire des rapatriements de fonds internationaux, l'Asie centrale a enregistré une baisse importante de ces flux en 2020 du fait de la pandémie. En raison des confinements et des restrictions de mouvement dans les principaux pays de destination, tels que la Fédération de Russie, de nombreux travailleurs migrants de la sous-région ont perdu leur emploi, subi d'importantes réductions de salaire ou ont été contraints de prendre des congés sans solde¹³⁰. Cette perte de revenu a eu d'importantes incidences économiques, notamment dans des pays comme le Kirghizistan et le Tadjikistan qui dépendent fortement des rapatriements de fonds internationaux. En 2020, par exemple, les fonds rapatriés représentaient 29 % du PIB du Kirghizistan et 27 % de celui du Tadjikistan. Les rapatriements de fonds à destination de l'Europe et de l'Asie centrale ont chuté de près de 10 % en 2020, tandis que les fonds envoyés de la Fédération de Russie vers des pays comme le Tadjikistan et le Kirghizistan ont reculé de 37 % et 17 %, respectivement, en raison des conséquences de la COVID-19 dans la Fédération de Russie¹³¹. Les fonds rapatriés dans les pays d'Asie centrale reflètent largement les schémas de migration à l'intérieur et en provenance de la sous-région, qui sont étroitement corrélés au travail et aux activités génératrices de revenu. La Fédération de Russie, principale destination des migrants de la sous-région, demeure le plus grand pays d'origine des rapatriements de fonds vers les pays d'Asie centrale¹³². L'émigration, qui est depuis longtemps une caractéristique de l'Asie centrale, s'est pratiquement arrêtée lorsque les pays de destination ont fermé leurs frontières, laissant de nombreux travailleurs migrants potentiels bloqués et incapables de quitter leur pays¹³³. Dans le même temps, la fermeture des frontières a aussi bloqué des milliers de migrants qui tentaient de retourner dans leur pays d'origine, notamment pendant qu'ils transitaient par le Kazakhstan, un pays qui accorde une autorisation de transit à ceux qui retournent au Tadjikistan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan par voie terrestre¹³⁴.

L'Asie centrale a connu d'importantes catastrophes ces dernières années qui ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes. La sous-région enregistrant des températures de plus en plus chaudes, certaines catastrophes soudaines survenues récemment ont été liées aux effets croissants du changement climatique. Rien qu'en 2020, de fortes pluies et de graves inondations en Ouzbékistan et au Kazakhstan ont causé respectivement 70 000 et 32 000 nouveaux déplacements¹³⁵. Il est prévu que les changements environnementaux augmentent l'occurrence et l'intensité de ce type de catastrophes, qui pourraient se traduire par de nouveaux déplacements dans la sous-région. Les personnes vivant dans les pâturages sont confrontées à des risques encore plus élevés que celles vivant dans les zones arides, et elles sont plus exposées aux dommages causés par les pluies torrentielles et les inondations¹³⁶. Ces catastrophes menacent les moyens de subsistance des populations; à mesure que les tempêtes violentes, les sécheresses, les feux incontrôlés, les inondations et les coulées de boue s'intensifient, les risques pour la production agricole augmentent, entraînant une insécurité alimentaire à grande échelle dans la région¹³⁷.

La plupart des migrants internationaux d'Asie centrale se sont rendus dans d'autres régions, principalement dans la Fédération de Russie, qui est de loin la destination la plus importante des migrants de la sous-région. Près de 5 millions de migrants d'Asie centrale vivaient dans la Fédération de Russie à la fin de 2020¹³⁸. La majorité d'entre eux (plus de 2,5 millions) sont nés au Kazakhstan¹³⁹. Les migrants nés en Ouzbékistan constituaient le deuxième groupe le plus important (plus de 1 million)¹⁴⁰. En 2020, environ 40 % des migrants internationaux présents dans la Fédération de Russie étaient originaires d'Asie centrale¹⁴¹. Nombre d'entre eux sont des travailleurs migrants qui quittent leur pays en raison des taux de chômage élevés et pour trouver une meilleure rémunération

et de meilleures conditions de travail. Le Kazakhstan, dont la croissance économique est tirée par des ressources naturelles comme le pétrole, est également devenu un pays de destination pour les migrants de la sous-région¹⁴².

Si la migration au départ de l'Asie centrale est largement masculine, les femmes de la sous-région se rendent de plus en plus dans des pays comme la Fédération de Russie pour y travailler. Alors que la plupart des travailleurs migrants de la sous-région sont traditionnellement des hommes, de plus en plus de femmes travaillent dans la Fédération de Russie depuis quelques années¹⁴³. Beaucoup d'entre elles sont originaires du Kirghizistan; par exemple, environ 51 % des migrants kirghizes dans la Fédération de Russie sont des femmes¹⁴⁴. La plupart travaillent dans le secteur des services, notamment dans la restauration et comme travailleuses domestiques¹⁴⁵. Les femmes migrantes originaires d'autres pays de la sous-région, comme le Tadjikistan, sont également de plus en plus nombreuses, bien que dans une moindre mesure. Les femmes représentent environ 41 % des migrants tadjiks dans la Fédération de Russie (42 % des migrants tadjiks dans le monde)¹⁴⁶. L'absence de perspectives économiques ou la quête de salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail expliquent pour une grande part l'émigration au départ de l'Asie centrale. Cependant, d'autres facteurs, tels que le mariage forcé, précoce et servile, jouent également un rôle. Au Kirghizistan, il a été démontré que la pratique de l'enlèvement à des fins de mariage contribue à l'émigration, certaines femmes ayant recours à la migration pour échapper à un mariage forcé et précoce¹⁴⁷. Si la migration de travail a permis à certains de ces pays de réduire le chômage en exportant la main-d'œuvre excédentaire et en bénéficiant ainsi des rapatriements de fonds, elle a également mis à rude épreuve de nombreux ménages et contribué à l'éclatement des familles¹⁴⁸.

Asie de l'Est

La pandémie a entraîné une multiplication des incidents xénophobes et discriminatoires à l'encontre des migrants à l'intérieur et en provenance de la sous-région, tandis que les restrictions aux frontières ont eu des effets généralisés sur la migration et la mobilité. Des cas de discrimination et de xénophobie à l'encontre des migrants chinois et de leurs descendants dans d'autres parties du monde ont été abondamment signalés¹⁴⁹. Parfois, des personnes perçues comme étant d'origine chinoise ont été physiquement agressées, car elles étaient souvent et à tort associées à la transmission de la COVID-19¹⁵⁰. Par ailleurs, des pratiques discriminatoires à l'égard des migrants ont été signalées dans le cadre des premières mesures de riposte à la pandémie dans la sous-région, telles que les obligations de quarantaine, le rationnement des masques et l'accès aux prestations sociales et aux subventions des autorités locales, qui étaient fondées sur la seule nationalité¹⁵¹. En outre, les mesures de confinement et les restrictions de voyage ont empêché de nombreux migrants de retourner dans leur pays d'emploi. Au début de 2020, par exemple, le Japon a interdit l'entrée des ressortissants ou des résidents permanents non japonais, ainsi que des personnes titulaires d'un permis de travail ayant temporairement quitté le pays pour des vacances ou un travail¹⁵². Ces restrictions ont également perturbé de récents efforts déployés par des pays, y compris le Japon, pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre en augmentant le nombre de travailleurs migrants sur leur territoire. De même, la République de Corée a vu reculer l'arrivée de travailleurs migrants¹⁵³.

Avec des millions de ressortissants vivant à l'étranger, la Chine a l'une des plus grandes communautés transnationales au monde et reste parmi les principaux bénéficiaires de rapatriements de fonds internationaux. Le nombre de migrants internationaux chinois est estimé à 10 millions en 2020, dont beaucoup vivent au Canada, en Italie, en Australie, en République de Corée, au Japon, aux États-Unis et à Singapour¹⁵⁴. L'importante diaspora chinoise signifie que le pays reçoit une part importante (près de 9 %) des rapatriements de fonds dans le monde (702 milliards de dollars É.-U.). Totalisant presque 60 milliards de dollars en 2020, les flux entrants vers la Chine sont arrivés en deuxième position après l'Inde¹⁵⁵. Non seulement la Chine se classe parmi les plus grands bénéficiaires de rapatriements de fonds, mais elle en était aussi le troisième pays d'origine en Asie en

2020 (plus de 18 milliards de dollars), après les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, signe du nombre croissant de migrants internationaux dans le pays¹⁵⁶.

L'Asie de l'Est est non seulement la région d'origine de certains des plus grands contingents d'étudiants internationaux au monde, mais elle est aussi, de plus en plus, une destination clé pour les étudiants d'autres sous-régions. La Chine est le principal pays d'origine des étudiants internationaux dans le monde, la majorité résidant en Amérique du Nord¹⁵⁷. Le nombre d'étudiants chinois aux États-Unis était estimé à 372 000 au cours de l'année universitaire 2019-2020, les diplômés étant le moteur de la croissance récente¹⁵⁸. Les autres pays de la sous-région qui comptent un nombre important d'étudiants à l'étranger sont la République de Corée et le Japon¹⁵⁹. L'Asie de l'Est est également devenue une destination de choix pour les étudiants internationaux. Certains pays, comme la Chine, ont depuis longtemps mis en œuvre des politiques et des dispositifs pour les attirer et, au cours des dernières années, le pays est devenu la principale destination en Asie, avec près d'un demi-million d'étudiants internationaux¹⁶⁰. La plupart d'entre eux venaient d'autres pays d'Asie ainsi que d'Afrique¹⁶¹. Avant la pandémie de COVID-19, la République de Corée et le Japon ont également vu leur nombre d'étudiants internationaux augmenter. En avril 2020, la République de Corée en comptait plus de 153 000 inscrits dans ses établissements supérieurs et universités, bien que ce chiffre soit en baisse par rapport à l'année précédente (environ 160 000) en raison de la pandémie de COVID-19¹⁶². Comme en Chine, la plupart des étudiants étrangers en République de Corée étaient originaires d'autres pays d'Asie.

La sous-région a connu d'importants déplacements dus à des catastrophes ces dernières années, dont la plupart se sont produites en Chine. En 2020, la Chine a enregistré plus de 5 millions de nouveaux déplacements dus à des catastrophes, les pires en près de cinq ans¹⁶³. Il s'agissait également des plus grands déplacements de ce type dans le monde¹⁶⁴. Ils se sont produits en majorité pendant la saison des inondations et, en plus de chasser les gens de chez eux, ces catastrophes ont causé des centaines de décès et des milliards de dollars É.-U. de pertes économiques¹⁶⁵. Si des facteurs tels que l'utilisation des terres et la construction dans des plaines inondables ont contribué aux récents déplacements, le changement et la variabilité climatiques jouent également un rôle¹⁶⁶. Les catastrophes naturelles sont devenues imprévisibles et très destructrices ces dernières années, les vagues de chaleur et les pluies violentes s'étant intensifiées en Chine¹⁶⁷. Les récentes inondations dans ce pays ont en effet été causées par des précipitations extrêmes, l'intensité moyenne, ainsi que la quantité et la durée des précipitations dans le sud du pays, par exemple, étant parmi les plus élevées depuis des décennies¹⁶⁸. D'autres pays de la sous-région ont également déploré d'importants déplacements de population ces dernières années, comme le Japon, qui a enregistré quelque 186 000 nouveaux déplacements dus à une catastrophe en 2020¹⁶⁹.

Asie du Sud

La pandémie a provoqué le retour massif de millions de travailleurs migrants dans la sous-région, ainsi que d'importants mouvements de population des centres urbains vers les zones rurales. Lorsque les mesures de confinement et les restrictions de voyage ont commencé à être mises en place en 2020, des millions de migrants originaires de la sous-région ont perdu leur emploi ou ont subi des réductions de salaire, et certains se sont retrouvés sans abri¹⁷⁰. Beaucoup d'entre eux n'ont pas pu rentrer dans leur pays d'origine pendant les premières semaines et les premiers mois de la pandémie, en raison de l'annulation des vols ou du manque de préparation de leur gouvernement pour accueillir un grand nombre de migrants de retour¹⁷¹. Cependant, plusieurs pays ont finalement commencé à rapatrier leurs ressortissants. L'Inde, par exemple, s'est engagée dans une entreprise d'évacuation massive et de rapatriement de ses ressortissants à partir de mai 2020¹⁷². La mission *Vande Bharat*, comme elle a été officiellement dénommée, a aidé dans un premier temps plus d'un demi-million de migrants en

détresse à rentrer chez eux au départ de plus de 137 pays¹⁷³. À la fin de 2020, plus de 3 millions de migrants indiens avaient été rapatriés¹⁷⁴. D'autres pays de la sous-région, tels que le Népal, ont également vu revenir nombre de leurs citoyens bloqués à l'étranger. Par ailleurs, la pandémie a inversé les schémas migratoires à l'intérieur des pays. Cela était particulièrement manifeste en Inde, où des millions de travailleurs migrants dans les villes sont retournés dans les zones rurales, contribuant à une nouvelle vague de cas de COVID-19 dans les campagnes indiennes¹⁷⁵. Les restrictions de voyage ont également fortement entravé le déploiement des travailleurs migrants originaires de la sous-région, notamment au cours des premiers mois de la pandémie. De grands pays d'origine de travailleurs migrants, dont l'Inde et le Bangladesh, ont enregistré une forte baisse des départs¹⁷⁶.

L'Asie du Sud est marquée par des catastrophes soudaines ou à évolution lente qui entraînent souvent des millions de déplacements. Elle figurait parmi les sous-régions les plus touchées par des catastrophes en 2020. Avec 9,3 millions de nouveaux déplacements dus à une catastrophe, elle comptait pour près d'un tiers de tous les nouveaux déplacements dans le monde dus à une catastrophe¹⁷⁷. Les températures moyennes en Asie du Sud ont augmenté au cours des dernières décennies, et la sous-région figure désormais parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique, y compris la hausse des températures. Elle qui est touchée par des phénomènes météorologiques extrêmes et fréquents, des pluies torrentielles et l'élévation du niveau de la mer¹⁷⁸. Les fortes pluies, qui touchent chaque année les pays d'Asie du Sud, ainsi que les tempêtes et les cyclones puissants ont encore été aggravés par le changement climatique. Le cyclone Amphan, qui était la plus grande catastrophe au monde en 2020, a entraîné l'évacuation de millions de personnes dans des pays comme le Bangladesh et l'Inde¹⁷⁹. Selon certaines analyses, la sous-région présente le risque le plus élevé de déplacements dus aux inondations¹⁸⁰, et beaucoup de ses habitants sont vulnérables à des températures de plus en plus élevées¹⁸¹.

La migration de main-d'œuvre en provenance d'Asie du Sud est une caractéristique essentielle, qui se traduit par des rapatriements de fonds internationaux parmi les plus élevés au monde. Le chômage et les bas salaires expliquent qu'un grand nombre de Sud-Asiatiques quittent la sous-région pour travailler dans des pays tels que ceux du CCG. De nombreux migrants internationaux dans les pays du Golfe, dont beaucoup sont des travailleurs migrants temporaires, viennent d'Inde et du Bangladesh. On estime que 3,5 millions d'Indiens et plus de 1 million de Bangladais vivaient aux Émirats arabes unis en 2020. L'Arabie saoudite était également la destination de plus de 2,5 millions de migrants en provenance d'Inde et de plus de 1 million en provenance du Bangladesh¹⁸². Avec le plus grand nombre d'émigrants internationaux, l'Inde reste le principal bénéficiaire de rapatriements de fonds au niveau mondial¹⁸³. En 2020, le pays en a enregistré 83 milliards de dollars É.-U., et ce chiffre n'a que légèrement baissé (0,2 %) par rapport à l'année précédente, malgré la pandémie de COVID-19¹⁸⁴. Le Pakistan et le Bangladesh se classent également parmi les 10 premiers bénéficiaires, et ont reçu respectivement 26 milliards et 22 milliards de dollars É.-U. en 2020¹⁸⁵. Ces deux pays ont déjoué les projections et enregistré une augmentation non négligeable des fonds rapatriés en 2020. L'ensemble des rapatriements de fonds vers la sous-région a augmenté de 5 % en 2020¹⁸⁶.

Les conflits et la violence s'éternisant dans certains pays de la sous-région, l'Asie du Sud reste la terre d'origine et de destination d'un grand nombre de réfugiés. Des pays comme l'Afghanistan ont connu plus de vingt ans de conflit et on dénombrait 2,6 millions de réfugiés afghans à la fin de 2020, ce qui en fait le troisième pays d'origine des populations déplacées à l'étranger à l'échelle mondiale¹⁸⁷. Ils sont accueillis en majorité (plus de 85 %) au Pakistan et en République islamique d'Iran¹⁸⁸. Le conflit et la violence ont également provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes à l'intérieur du pays. Fin 2020, quelque 3,5 millions d'Afghans se trouvaient dans cette situation, et l'Afghanistan se classait parmi les dix pays comptant le plus grand nombre de nouveaux déplacements dus à un conflit, malgré les négociations et les cessez-le-feu en cours¹⁸⁹. Alors que le conflit s'était calmé dans les mois précédant l'accord de paix entre les États-Unis et les Taliban afghans en février 2020, la violence a en effet repris de plus belle par la suite¹⁹⁰. Il y a eu une recrudescence des attentats terroristes, dont beaucoup visaient délibérément des civils¹⁹¹. Certains ont même touché cruellement des enfants, comme l'attentat à la bombe perpétré en mai 2021 devant une école afghane Hazara, qui a fait 85 morts, pour la plupart

des écolières¹⁹². Plusieurs pays de la sous-région, dont le Pakistan, la République islamique d'Iran et le Bangladesh, accueillent toujours un grand nombre de réfugiés à la fin de 2020, ces trois pays se classant parmi les 10 premiers pays d'accueil au monde¹⁹³. Ensemble, ils ont accueilli 13 % du total des personnes déplacées par-delà des frontières dans le monde¹⁹⁴.

Asie du Sud-Est

La migration et la mobilité en Asie du Sud-Est ont été fortement perturbées par la pandémie, et les mesures imposées pour endiguer la propagation de la COVID-19 ont touché les migrants de manière disproportionnée. Au début de juin 2021, la sous-région avait enregistré près de 35 millions de cas confirmés de COVID-19¹⁹⁵. Les Philippines, avec plus de 1,4 million de cas, ont été les plus touchées¹⁹⁶. Tous les pays de la sous-région ont mis en place une série de restrictions de voyage, notamment des mesures de quarantaine, des tests et la fermeture des frontières. Plusieurs pays ont également imposé des mesures restreignant les voyages et les mouvements internes, telles que la suspension des transports publics et la limitation des vols intérieurs. En outre, beaucoup de travailleurs migrants, en particulier ceux des secteurs peu qualifiés, ont été contraints de rester en quarantaine dans des dortoirs surpeuplés, ce qui les rendait plus vulnérables à la COVID-19¹⁹⁷. Les travailleuses migrantes ont été touchées de manière disproportionnée par les confinements et les restrictions de voyage¹⁹⁸. En 2020, alors que des pays comme la Thaïlande commençaient à fermer leurs frontières, des milliers de travailleurs migrants sans emploi originaires du Cambodge, du Myanmar et de la République démocratique populaire lao se sont empressés de rentrer chez eux pendant qu'il était encore temps¹⁹⁹. Les restrictions de voyage se sont également traduites par une immobilité sans précédent. Aux Philippines, des centaines d'infirmières attendues dans des pays comme l'Allemagne, Singapour, l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni n'ont pas pu quitter le territoire en raison des restrictions de voyage²⁰⁰. En parallèle, plusieurs pays, tels que le Viet Nam et les Philippines, ont mis en place des dispositifs de soutien à leurs travailleurs migrants touchés par la pandémie, aidant ceux qui étaient bloqués à rentrer chez eux²⁰¹.

Certains des déplacements internes et transfrontaliers les plus importants de ces dernières années dans la sous-région ont été provoqués par des tensions religieuses et ethniques, qui ont alimenté les conflits et la violence. Les Rohingyas constituent la plus grande population apatride déplacée au monde²⁰². La plupart sont accueillis au Bangladesh, où ils ont fui après une forte augmentation des violences à leur encontre au Myanmar, notamment dans l'État de Rakhine en 2017. De nouveaux déplacements ont été enregistrés dans les mois qui ont suivi les élections au Myanmar en novembre 2020²⁰³. La prise de pouvoir par l'armée en février 2021 a donné lieu à de vastes manifestations et à une violente répression militaire, ravivant le conflit avec les groupes armés non étatiques dans plusieurs États et mettant en péril l'accord de cessez-le-feu national signé en 2015²⁰⁴. Fin 2020, le Bangladesh accueillait plus de 860 000 réfugiés, dont la majorité étaient des Rohingyas²⁰⁵. En 2020, plus de la moitié des réfugiés rohingyas au Bangladesh étaient des enfants²⁰⁶. D'autres pays de la sous-région, comme la Malaisie, accueillent également un nombre important de réfugiés, dont beaucoup de Rohingyas. En 2021, toutefois, la décision des autorités malaisiennes d'expulser vers le Myanmar plus de 1 000 migrants, parmi lesquels des enfants non accompagnés et d'autres personnes vulnérables, a suscité une vive inquiétude, y compris de la part des experts des Nations Unies²⁰⁷.

De nombreuses personnes en Asie du Sud-Est sont particulièrement vulnérables aux catastrophes environnementales, qui provoquent chaque année d'importants déplacements. La sous-région a enregistré d'importants déplacements dus à une catastrophe en 2020; les pays les plus touchés étaient les Philippines, le Viet Nam et l'Indonésie²⁰⁸. À elles seules, les Philippines ont enregistré 4,4 millions de déplacements dus à une catastrophe en 2020, tandis que le Viet Nam et l'Indonésie en ont compté respectivement 1,3 million et plus de 700 000²⁰⁹. Plusieurs catastrophes, dont la saison des typhons, l'éruption du volcan Taal, des cyclones, des

tempêtes et des inondations, ont poussé les gens hors de leur foyer dans plusieurs pays de la sous-région. Beaucoup de déplacements aux Philippines étaient également dus à des évacuations préventives²¹⁰. Ensemble, les Philippines, le Viet Nam et l'Indonésie ont compté plus de 6 millions de déplacements en 2020, et ces trois pays se sont classés parmi les 10 pays comptant le plus grand nombre de déplacements dus à une catastrophe dans le monde²¹¹.

La migration de main-d'œuvre à l'intérieur et en provenance de la sous-région demeure une caractéristique essentielle du phénomène migratoire. Avec un grand nombre de travailleurs migrants dans diverses parties du monde, les Philippines continuent de figurer parmi les principaux bénéficiaires de rapatriements de fonds internationaux dans le monde. En 2020, les fonds rapatriés dans le pays se sont élevés à 35 milliards de dollars É.U. (près de 10 % du PIB), ce qui en fait le quatrième pays bénéficiaire au monde après l'Inde, la Chine et le Mexique²¹². Les rapatriements de fonds vers les Philippines se sont maintenus en 2020 malgré la pandémie de COVID-19, diminuant de moins de 1 %, en grande partie grâce à la hausse des flux en provenance des États-Unis, de loin la plus grande source d'envois de fonds vers le pays (près de 40 %)²¹³. Les autres grandes sources de rapatriements de fonds vers le pays sont le Japon, Singapour et l'Arabie saoudite, qui comptent parmi les principales destinations des travailleurs migrants philippins. Le Viet Nam s'est également classé parmi les 10 premiers bénéficiaires dans le monde en 2020, enregistrant 17 milliards de dollars É.-U. de fonds rapatriés²¹⁴. Si les rapatriements de fonds sont importants pour plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, de nombreux travailleurs migrants de la sous-région sont exposés à une multitude d'abus, en particulier dans les secteurs informels, qui sont plus vulnérables à l'exploitation, y compris le travail forcé²¹⁵.

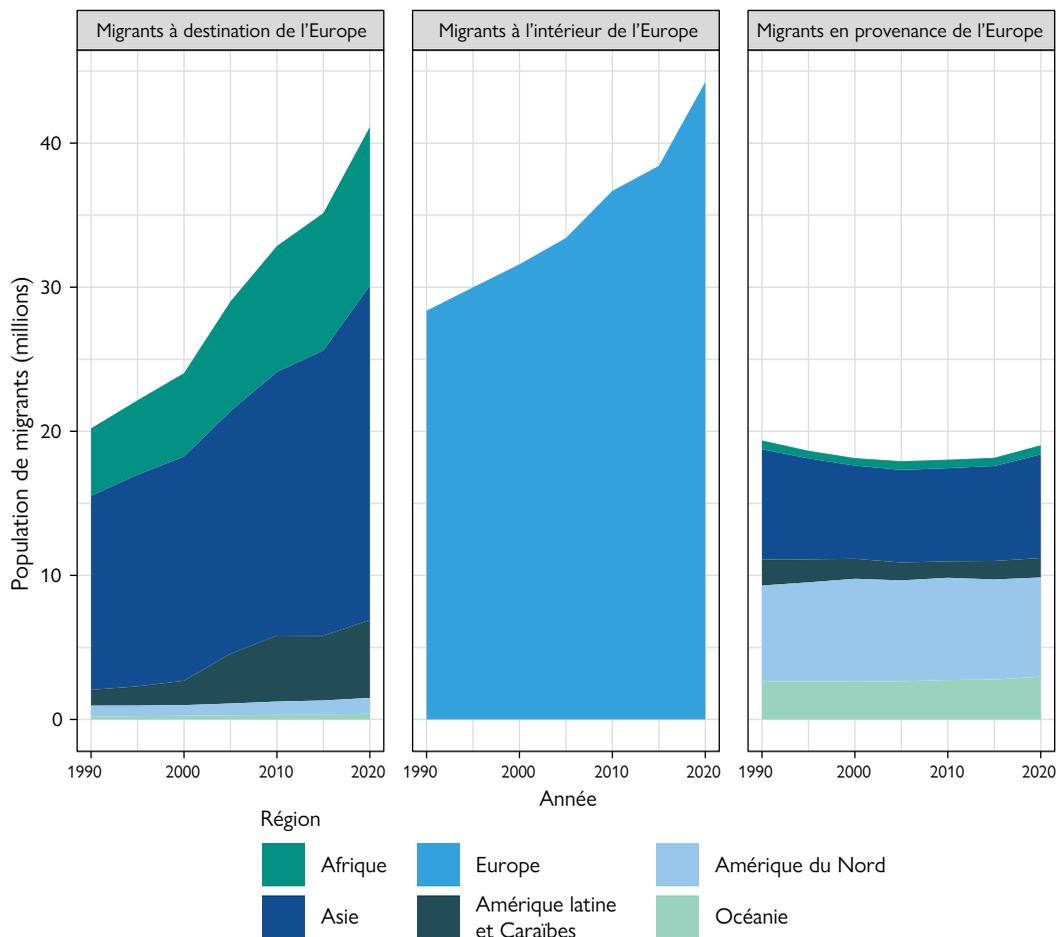
La migration irrégulière à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Asie du Sud-Est est très répandue et souvent facilitée par les réseaux de passeurs. Les pays de la région sont des pays d'origine, de transit et de destination pour les migrants irréguliers. La migration irrégulière se produit parallèlement à la migration régulière, et les motivations qui les sous-tendent sont similaires, comme le montrent les principales routes empruntées par les migrants²¹⁶. À l'intérieur de la sous-région, le trafic illicite de migrants suit deux routes principales : la Malaisie est la principale destination des migrants des Philippines, du Bangladesh et de l'Indonésie, tandis que les migrants du Myanmar, du Cambodge et de la République démocratique populaire lao se rendent principalement en Thaïlande²¹⁷. La traite de migrants n'est pas rare non plus et se fait souvent à destination des pays les plus riches, y compris la Thaïlande et la Malaisie²¹⁸. D'autres pays hors de la sous-région sont également des destinations clés des migrants victimes de la traite en provenance d'Asie du Sud-Est. En Asie, 75 % des victimes de la traite sont originaires d'Asie du Sud-Est²¹⁹, souvent à des fins de travail et d'exploitation sexuelle²²⁰.

Europe²²¹

Près de 87 millions de migrants internationaux vivaient en Europe en 2020, soit une hausse de près de 16 % depuis 2015, lorsqu'ils étaient environ 75 millions. Un peu plus de la moitié d'entre eux (44 millions) étaient nés sur le continent mais habitaient ailleurs dans la région, ce qui représente une augmentation par rapport à 2015 (38 millions). La population de migrants non européens a dépassé les 40 millions en 2020.

En 1990, on comptait environ autant d'Européens vivant hors du continent que de non-Européens vivant dans la région. Toutefois, contrairement à l'augmentation de la migration à destination de l'Europe, le nombre d'Européens habitant hors du continent a plutôt reculé ces trente dernières années, et n'a retrouvé que récemment le niveau de 1990. En 2020, quelque 19 millions d'Européens résidant hors du continent étaient installés principalement en Asie et en Amérique du Nord (voir la figure 15). Comme le montre la figure cidessous, le nombre de migrants européens vivant en Asie et en Océanie a augmenté de manière progressive entre 2010 et 2020.

Figure 15. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Europe, 1990-2020



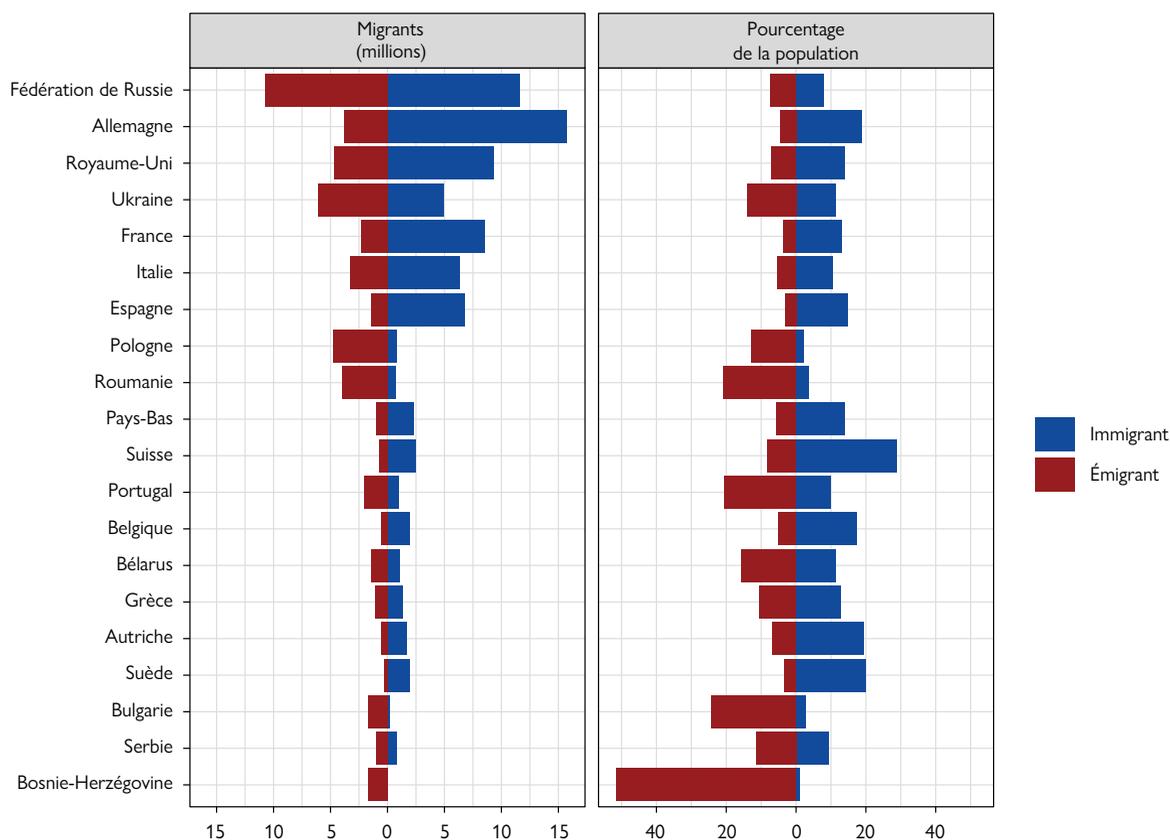
Source : DESA, 2021.

Note : Les « migrants à destination de l'Europe » sont des migrants qui résident dans la région (l'Europe) mais sont nés dans l'une des autres régions (par exemple l'Afrique ou l'Asie). Les « migrants à l'intérieur de l'Europe » sont des migrants nés dans la région qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les « migrants en provenance de l'Europe » sont des personnes nées en Europe qui résident hors de la région (par exemple, en Amérique latine et aux Caraïbes ou en Amérique du Nord).

Plusieurs pays de l'est de l'Europe, comme la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Pologne et la Roumanie, ont une population d'émigrants vivant à l'intérieur de la région qui compte parmi les plus importantes (figure 16). Avec près de 11 millions d'émigrants en 2020, la Fédération de Russie était le pays d'Europe enregistrant le plus grand nombre de ressortissants à l'étranger. Après la Fédération de Russie et l'Ukraine (environ 6 millions), ce sont la Pologne et le Royaume-Uni qui comptaient les plus fortes populations d'émigrants européens (4,8 millions et 4,7 millions, respectivement). La Bosnie-Herzégovine avait la plus grande proportion d'émigrants par rapport à sa population en 2020, nombre d'entre eux ayant quitté le pays lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Le Portugal, la Bulgarie et la Roumanie, qui ont un long passé d'émigration, comptaient également une part élevée de ressortissants à l'étranger.

Avec près de 16 millions de migrants en 2020, l'Allemagne était le pays d'Europe accueillant la plus grande population née à l'étranger. Le nombre d'immigrants y avait augmenté de plus de 5 millions entre 2015 et 2020. Les groupes les plus importants étaient originaires de la Pologne, de la Turquie, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et de la République arabe syrienne. En 2020, le Royaume-Uni et la France accueillaient respectivement 9,4 millions et 8,5 millions de personnes nées à l'étranger. Les migrants nés dans les pays d'Afrique du Nord formaient certaines des populations nées à l'étranger les plus importantes en France. Au Royaume-Uni, les Indiens, les Polonais et les Pakistanais comptaient parmi les populations de migrants les plus nombreuses. Avec environ 6,8 millions et 6,4 millions de personnes nées à l'étranger, l'Espagne et l'Italie se classaient respectivement à la cinquième et à la sixième place des destinations les plus prisées des migrants en Europe en 2020. Le nombre de migrants nés à l'étranger vivant dans ces deux pays avait en effet augmenté depuis 2015. Beaucoup d'entre eux venaient d'ailleurs en Europe, notamment de la Roumanie et de l'Albanie, ou de pays d'Afrique du Nord et d'Amérique latine tels que le Maroc, la Colombie et l'Équateur. La migration au départ de pays de l'ex-Union soviétique, tels que l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, représentait certains des couloirs de migration européens les plus importants. Comme l'illustre la figure 16, parmi les vingt premiers pays de la région sur le plan des migrations, la Suisse affichait la plus forte proportion de migrants par rapport à sa population (29 %), devant la Suède (20 %), l'Autriche (19 %) et l'Allemagne (19 %).

Figure 16. Vingt premiers pays d'Europe sur le plan des migrations, 2020



Source : DESA, 2021.

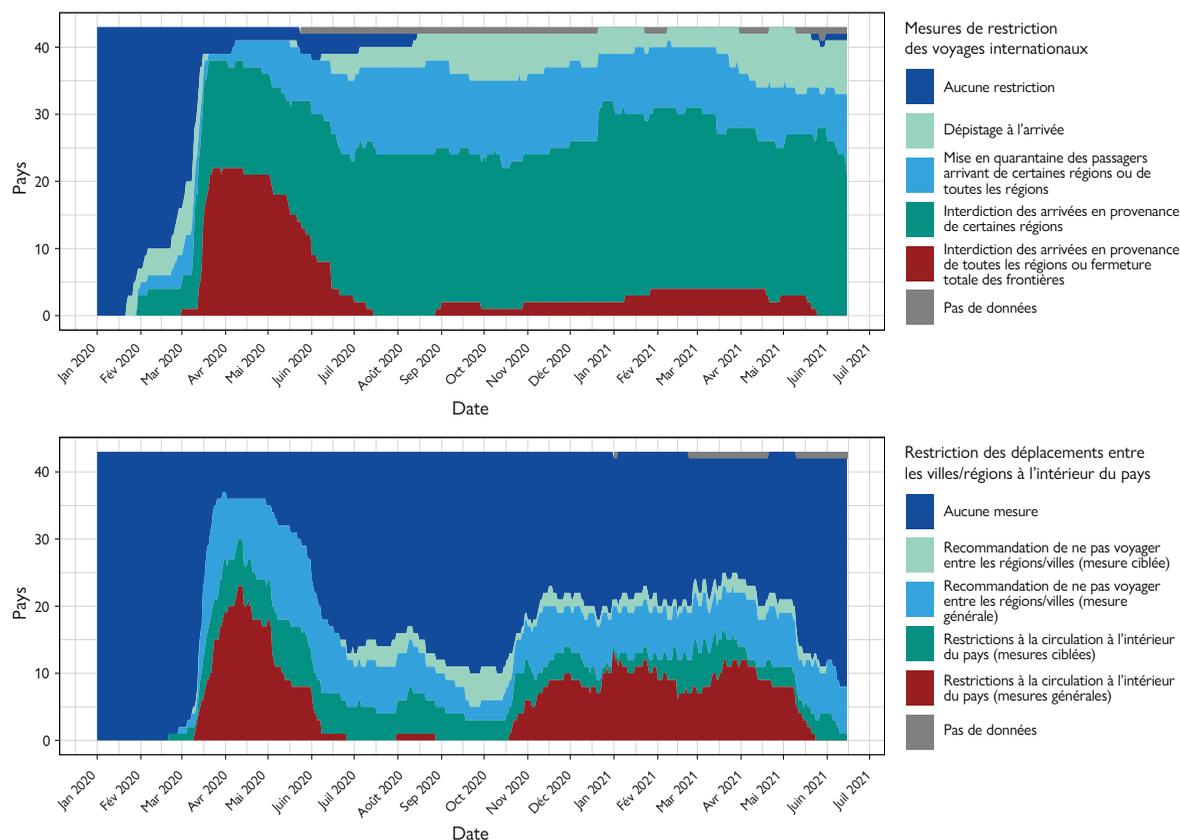
Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

Note 2 : Le terme «immigrants» fait référence aux migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

Les mesures de restriction imposées en Europe aux voyages internationaux et nationaux en réponse à la pandémie de COVID-19 sont entrées en vigueur au début de 2020, atteignant un pic entre mars et mai 2020. Si les mesures concernant les voyages internationaux, comme le dépistage et l'obligation de quarantaine à l'arrivée, sont restées relativement importantes, d'autres, comme l'interdiction des arrivées en provenance de toutes les régions ou la fermeture totale des frontières, ont fortement diminué et, en juin 2021, presque tous les pays les avaient levées.

Comme l'illustre la figure 17 ci-après, les restrictions imposées aux mouvements internes, qui étaient à leur maximum autour de mars et avril 2020, ont commencé à être assouplies vers le mois de mai. Elles ont été imposées une nouvelle fois en novembre en raison de l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 dans le monde, sans toutefois retrouver le même niveau qu'au début de 2020. On observe un recul notable de toutes les mesures restreignant les mouvements internes à partir de mai 2021. À la mi-2020, par exemple, les mesures ciblées et les restrictions de circulation à l'échelle nationale avaient été levées dans presque tous les pays de la région.

Figure 17. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Europe : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021

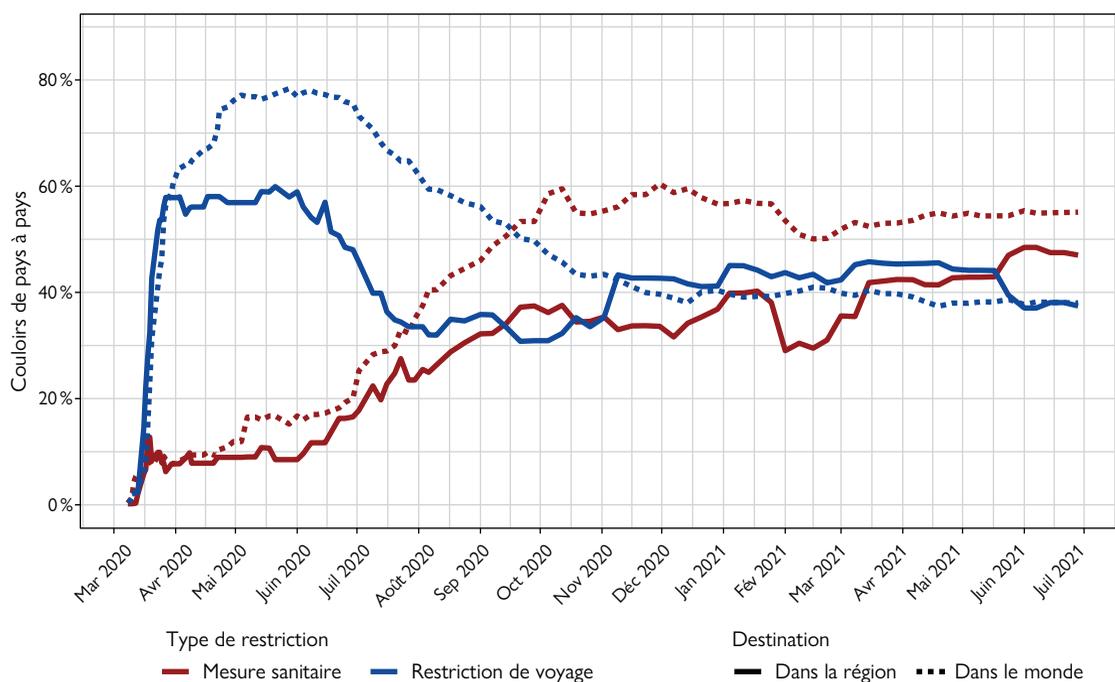


Source : Hale et al., 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les départs ou les sorties et la circulation sur le territoire national, ainsi que les mesures d'interdiction d'entrée visant les ressortissants de certains pays.

Les restrictions de voyage en Europe se sont rapidement multipliées au cours des premiers mois de 2020, et les mesures ciblant des pays extérieurs à la région ont dépassé celles restreignant les voyages intrarégionaux pendant la majeure partie de cette année-là (figure 18). Ces restrictions ont toutefois diminué au fil du temps et, au 30 juin 2021, seulement 40 % environ des couloirs entre pays européens et pays à l'extérieur de l'Europe restaient soumis à des mesures de restriction. Pour leur part, les mesures sanitaires, qui ont été imposées beaucoup plus progressivement au cours des premiers mois de la pandémie, ont dépassé les restrictions de voyage vers la fin de 2020. Celles qui ont le plus augmenté ciblaient les pays à l'extérieur de la région. En juin 2021, plus de 50 % des couloirs (tant au niveau mondial qu'à l'intérieur de la région) étaient visés par des mesures sanitaires.

Figure 18. Mesures de restriction des voyages internationaux liées à la COVID-19 en Europe : mars 2020 à juin 2021



Source : OIM, 2021a.

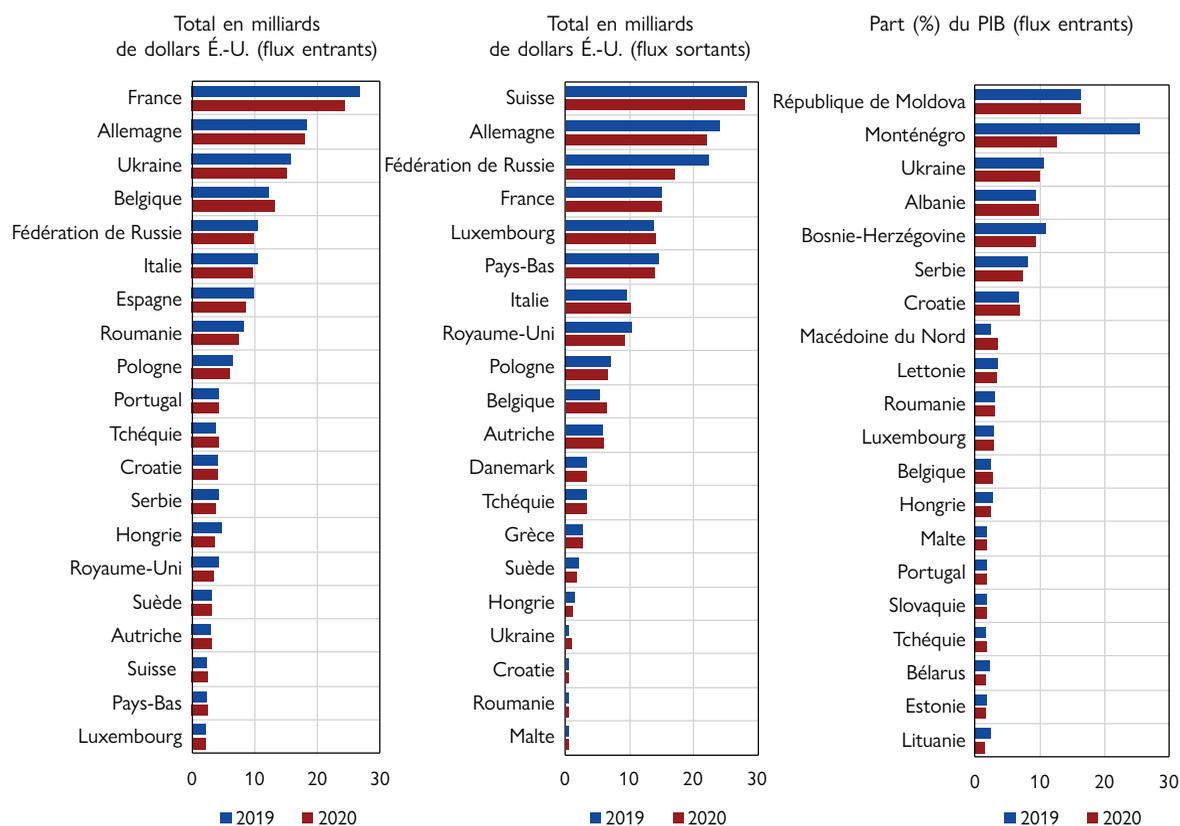
Notes : Les mesures sanitaires comprennent le dépistage et la surveillance des cas, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage comprennent les restrictions applicables aux passagers sur la base de la nationalité ou de la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité.

En 2020, certaines des plus grandes économies du monde étaient les principales bénéficiaires des rapatriements de fonds internationaux dans la région (figure 19). La France, par exemple, a reçu la plus grande part des rapatriements de fonds internationaux en Europe, suivie par l'Allemagne. Il convient toutefois de noter que la majeure partie des flux entrants dans ces deux pays ne sont pas des transferts aux ménages, mais les salaires des travailleurs frontaliers employés en Suisse et résidant en France ou en Allemagne. En pourcentage du PIB, certains des principaux bénéficiaires en 2020 étaient la République de Moldova (16 %), le Monténégro (13 %) et l'Ukraine (10 %). Les flux entrants en Europe ont chuté de 6 % en 2020 par rapport à l'année précédente, car huit des dix premiers pays

bénéficiaires de rapatriements de fonds dans la région avaient enregistré des baisses. La France, premier bénéficiaire des fonds rapatriés dans la région, a reçu environ 25 milliards de dollars É.-U. en 2020, soit 9 % de moins qu'en 2019.

La Suisse a été la source de près de 28 milliards de dollars É.-U. de rapatriements de fonds en 2020, ce qui en fait le principal expéditeur en Europe. Elle était suivie par l'Allemagne, la Fédération de Russie, la France et le Luxembourg. À l'exception du Luxembourg, les cinq principaux pays sources de rapatriements de fonds ont enregistré une baisse des flux sortants en 2020 par rapport à 2019.

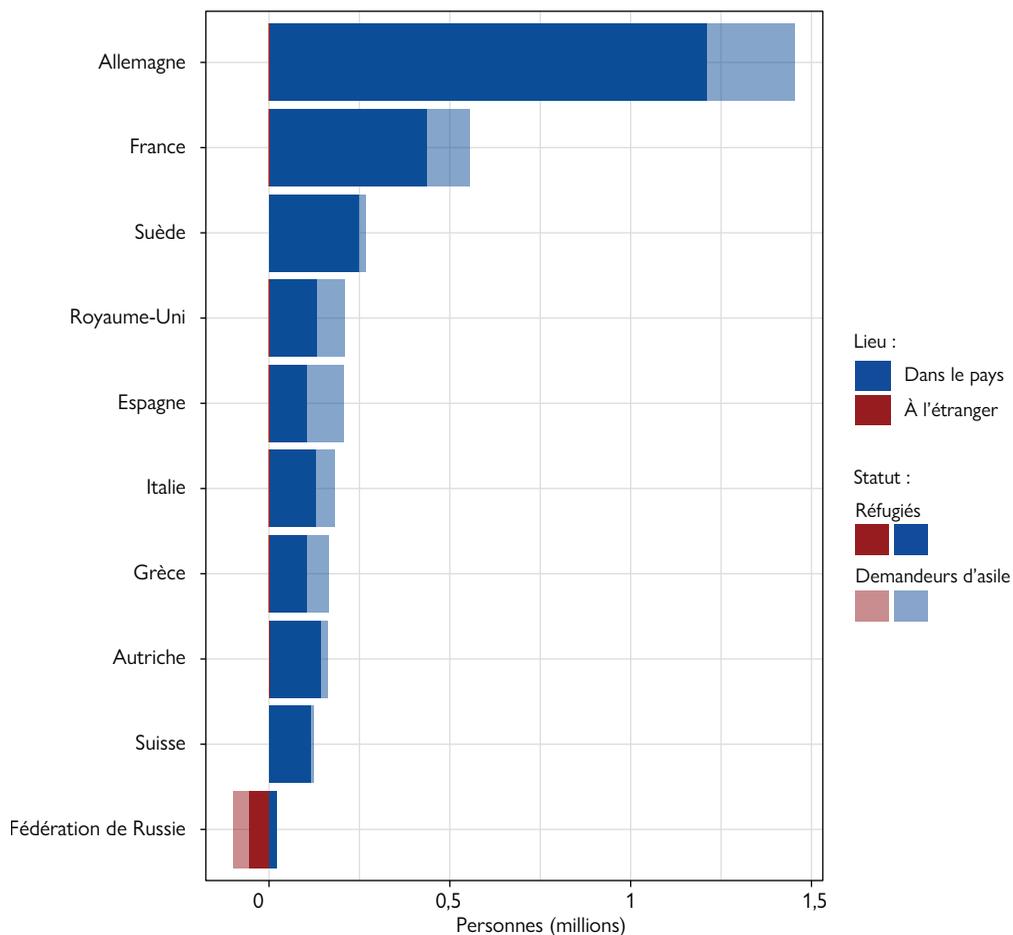
Figure 19. Vingt premiers pays européens bénéficiaires et sources de rapatriements de fonds internationaux, 2019 et 2020



Source : Banque mondiale, 2021.

En 2020, l'Allemagne accueillait toujours la plus grande population de réfugiés et de demandeurs d'asile en Europe (figure 20). En outre, elle se classait au cinquième rang dans le monde pour le nombre de réfugiés accueillis. Environ 50 % d'entre eux étaient originaires de la République arabe syrienne. La France et la Suède étaient les deuxième et troisième pays d'accueil de réfugiés en Europe – avec, respectivement, plus de 436 000 et plus de 248 000 réfugiés. La Fédération de Russie était le plus grand pays d'origine des réfugiés en Europe à la fin de 2020, avec environ 53 000 personnes. D'autres pays d'origine importants en Europe, mais non mentionnés dans la figure ci-dessous, sont l'Ukraine (environ 35 000) et la Croatie (environ 23 000).

Figure 20. Dix premiers pays d'Europe classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2020



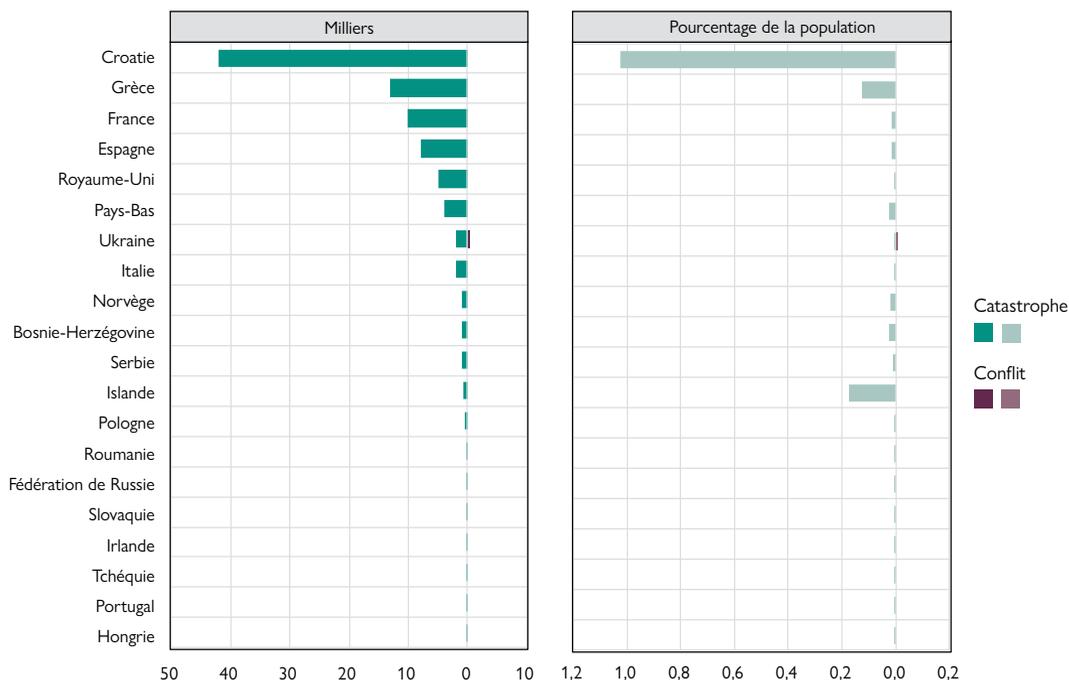
Source : HCR, s.d.b.

Note : La catégorie «dans le pays» désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2020, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

En 2020, la plupart des nouveaux déplacements internes en Europe étaient la conséquence de catastrophes, et non de conflits (figure 21). La Croatie a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés à une catastrophe (42 000). Au début de la pandémie, en mars 2020, un tremblement de terre de magnitude 5,4 a touché Zagreb, provoquant 1 600 nouveaux déplacements. Neuf mois plus tard, le pays a connu le plus puissant séisme jamais enregistré sur

son territoire, d'une magnitude de 6,4. Il a frappé à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Zagreb, laissant plus de 10 000 logements inhabitables et entraînant le déplacement à long terme de 40 000 personnes²²². Parmi les autres pays touchés par des déplacements dus à une catastrophe en 2020 figurent la Grèce (13 000), la France (10 000) et l'Espagne (près de 8 000), en grande partie à cause de tempêtes et de fortes inondations.

Figure 21. Vingt premiers pays d'Europe sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2020, et non la population cumulée totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année. L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Europe²²³

Europe du Sud-Est et de l'Est

Parmi les incidences de la COVID-19 sur la migration dans la sous-région il convient de citer un nouveau durcissement des politiques d'immigration dans plusieurs pays, ainsi que le retour au pays d'un grand nombre de travailleurs migrants. En réponse à la pandémie, certains pays, comme la Hongrie, ont adopté des mesures restrictives qui ont été largement considérées comme porteuses d'un risque de refoulement pour les demandeurs d'asile²²⁴. La nouvelle loi adoptée par la Hongrie en 2020 oblige de renvoyer les demandeurs d'asile qui se présentent à la frontière, avec pour instruction de déclarer leur intention de demande d'asile à une ambassade hongroise²²⁵. Alors que les pays et territoires ont commencé à vacciner leur population au cours du premier semestre 2021, certains migrants de la sous-région, en particulier ceux dépourvus de documents, ont été exclus des programmes de vaccination, ce qui a accru leur vulnérabilité à la COVID-19²²⁶. Cependant, certains pays, comme la Serbie, ont inclus tous les migrants dans leur stratégie nationale de vaccination²²⁷. L'impact de la pandémie sur les travailleurs migrants dans diverses parties de l'Europe s'est également traduit par une forte migration de retour vers la sous-région. La dynamique migratoire en Europe du Sud-Est et de l'Est est traditionnellement caractérisée par l'émigration, plutôt que par l'immigration, mais les effets de la pandémie en 2020 ont largement stoppé et même inversé ces tendances. De nombreux migrants originaires de la sous-région, notamment de la Bulgarie et de la Serbie, ont choisi de rentrer chez eux, poussés par le chômage, l'absence de protection sociale ou le désir de retrouver leur famille²²⁸. Entre mars et mai 2020, par exemple, on estime que plus d'un demi-million de Bulgares sont rentrés chez eux²²⁹. Ces mêmes tendances ont été constatées en Roumanie, où environ un million de ressortissants sont rentrés en 2020²³⁰.

En plus d'être l'un des principaux pays d'origine des migrants internationaux, la Fédération de Russie continue d'être également un important pays de destination des migrants internationaux dans le monde. En 2020, elle s'est classée parmi les 10 premiers pays d'origine et de destination des migrants internationaux dans le monde²³¹. Avec une diaspora de près de 11 millions de personnes, le pays comptait le plus grand nombre de ressortissants à l'étranger après l'Inde et le Mexique²³². La majorité d'entre eux résidaient dans les États membres de la zone de libre-échange de la Communauté d'États indépendants, notamment le Kazakhstan, le Bélarus, l'Ukraine et l'Ouzbékistan, ainsi que dans des pays de destination comme les États-Unis et l'Allemagne. Environ 12 millions de migrants internationaux vivaient dans la Fédération de Russie, ce qui en faisait la quatrième destination mondiale après les États-Unis, l'Allemagne et l'Arabie saoudite²³³. Ces migrants sont principalement originaires de l'Ukraine (plus de 3 millions), du Kazakhstan (plus de 2,5 millions) et de l'Ouzbékistan (environ 1 million)²³⁴. En raison du grand nombre de migrants internationaux sur son territoire, la Fédération de Russie demeure l'un des principaux pays sources de rapatriements de fonds dans le monde, se classant parmi les 10 premiers pays au niveau mondial²³⁵. Dans le même temps, elle figurait également parmi les principaux bénéficiaires des fonds rapatriés en Europe en 2020²³⁶.

Motivés à la fois par des conflits et des catastrophes, les déplacements transfrontaliers et internes sont des traits caractéristiques de la sous-région. Dans la Fédération de Russie, par exemple, des milliers de personnes ont été chassées de chez elles par des inondations et des feux incontrôlés en 2019²³⁷. Des villes comme Irkoutsk ont été les plus touchées par les inondations, qui ont rendu des milliers de maisons inhabitables²³⁸. La situation humanitaire la plus préoccupante dans la sous-région reste celle de l'est de l'Ukraine, où l'on estime que 3,4 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en 2021²³⁹. Dans tout le pays, plus de 1,4 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de leur pays, et beaucoup vivent dans ces conditions depuis

l'escalade des hostilités en 2014²⁴⁰. Un cessez-le-feu a été conclu en 2020 et a limité les combats, mais cet accord continue d'être violé, créant une insécurité permanente et des dommages aux biens et aux moyens de subsistance des populations des deux côtés de la ligne de front qui traverse les oblasts de Donetsk et de Louhansk. Le conflit a également forcé des milliers d'Ukrainiens à quitter le pays, et l'on comptait environ 35 000 réfugiés originaires de l'Ukraine en 2020²⁴¹.

Plusieurs pays des Balkans occidentaux sont des zones de transit essentielles, caractérisées par des flux migratoires mixtes de migrants venant d'Asie et d'Afrique. Ces dernières années, des dizaines de milliers de migrants tentant de gagner l'Europe du Nord ou de l'Ouest sont arrivés dans des pays comme la Bosnie-Herzégovine par la route des Balkans occidentaux²⁴². Si certains d'entre eux essaient d'échapper à une situation économique difficile, beaucoup fuient les conflits, l'insécurité ou les persécutions et sont originaires de pays comme l'Afghanistan, l'Iraq, le Pakistan, la République islamique d'Iran et la République arabe syrienne²⁴³. La plupart des migrants arrivant en Bosnie-Herzégovine sont des hommes seuls, bien qu'il y ait aussi des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, ainsi que des familles avec enfants²⁴⁴. D'autres pays de la sous-région, tels que l'Albanie et la Macédoine du Nord, deviennent d'importantes zones de transit pour les migrants, qui entreprennent souvent un voyage périlleux à travers ces pays avec l'aide de passeurs²⁴⁵. Au début de 2021, par exemple, des dizaines de Syriens tentant de rejoindre l'Italie ont été bloqués pendant des heures dans la mer Adriatique avant d'être secourus et ramenés à terre par les autorités albanaises²⁴⁶. L'augmentation du nombre de migrants irréguliers dans les Balkans occidentaux a suscité des tensions dans certaines communautés, tout en étant politiquement instrumentalisée²⁴⁷.

Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud

La COVID-19 a eu des répercussions importantes sur la migration et la mobilité dans la sous-région, faisant évoluer l'attitude du public à l'égard de la migration dans certains pays et limitant la mobilité de la main-d'œuvre, tout en portant atteinte aux droits de l'homme des migrants. La contribution des migrants aux secteurs essentiels de nombreuses économies pendant la pandémie semble avoir fait évoluer le point de vue de la population, notamment dans les pays où les sentiments hostiles aux immigrants étaient en hausse²⁴⁸. Par exemple, un sondage réalisé en 2020 au Royaume-Uni a révélé qu'une nette majorité du public (62 %) était favorable à l'octroi automatique de la nationalité aux soignants qui ont aidé à riposter à la COVID-19, tandis que 50 % étaient favorables à l'octroi de la citoyenneté à d'autres travailleurs essentiels, dont ceux des supermarchés et de l'agriculture²⁴⁹. Il s'agit d'une évolution significative, car, moins de cinq ans auparavant, près de la moitié de la population britannique préférerait que le nombre d'immigrants peu qualifiés soit plus faible²⁵⁰. Dans d'autres pays, comme la Suisse, les personnes interrogées se sont montrées positives envers les étrangers, et un sondage a indiqué que les immigrants se sont sentis soutenus pendant la pandémie²⁵¹. Comme dans d'autres régions, les confinements et les restrictions de voyage ont impacté la mobilité de la main-d'œuvre, avec de vastes conséquences économiques pour la sous-région. Toutefois, pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans des secteurs essentiels tels que l'agriculture, la santé, les services sociaux et les transports, plusieurs pays ont mis en place des mesures qui ont facilité l'accès des ressortissants de pays tiers déjà présents dans la sous-région à leur marché du travail²⁵². Parallèlement, les mesures visant à endiguer le virus, notamment les restrictions à la circulation, ont aussi porté atteinte aux droits des migrants²⁵³. Parfois, les regroupements familiaux de migrants ont été interrompus, et certains pays ont temporairement suspendu l'enregistrement et le dépôt des demandes d'asile²⁵⁴. De plus, des pays ont temporairement fermé leurs ports et exigé que les migrants en situation irrégulière, notamment ceux qui traversent la Méditerranée, soient placés en quarantaine en mer²⁵⁵. Cependant, plusieurs pays de la région ont également mis en œuvre des mesures visant à aider les migrants pendant la pandémie, notamment en régularisant temporairement les migrants dépourvus de documents et en les incluant dans les réponses sanitaires, notamment dans les programmes de vaccination²⁵⁶.

La migration irrégulière demeure une caractéristique importante dans la sous-région et, dans certains pays, continue de dominer les débats d'orientation et les discours politiques. En juin 2021, l'Union européenne était encore en train de négocier un nouveau pacte sur la migration et l'asile qui, entre autres, vise à relever le défi de la migration irrégulière par un renforcement des partenariats avec les pays d'origine et de transit, une meilleure gestion des frontières extérieures de l'Union, et une répartition mieux équilibrée des responsabilités²⁵⁷. Les pays de première entrée, tels que l'Espagne, l'Italie, Malte et la Grèce, continuent de réclamer plus de « solidarité » dans le nouveau pacte, afin d'alléger les pressions en matière de migration irrégulière auxquelles ils sont confrontés²⁵⁸. Alors que les routes migratoires, notamment celle de la Méditerranée orientale, ont enregistré une baisse des arrivées en 2020, les routes traversant la Méditerranée occidentale et l'Atlantique depuis l'Afrique de l'ouest vers l'Espagne ont enregistré de fortes augmentations²⁵⁹. Ces défis, et la souffrance humaine connexe, sont revenus au premier plan au début de 2021 lorsque des milliers de personnes, venant principalement du Maroc, ont atteint l'enclave espagnole de Ceuta²⁶⁰. En réponse, les autorités espagnoles ont déployé l'armée dans la ville, et des milliers de migrants ont été renvoyés au Maroc²⁶¹.

Les récentes propositions et modifications apportées aux politiques d'asile dans plusieurs pays ont été controversées, suscitant des inquiétudes quant aux incidences qu'elles pourraient avoir sur les personnes en quête de protection. Des amendements à la loi du Danemark sur les étrangers, par exemple, qui pourraient entraîner le transfert forcé des demandeurs d'asile vers différents pays pour traitement de leur demande, ont été considérés comme un manquement du pays à ses responsabilités au titre du droit international et comme un refus de protéger les plus vulnérables²⁶². La nouvelle loi externaliserait l'asile et la protection internationale vers des « pays partenaires » hors d'Europe. Cette mesure menace de compliquer davantage les négociations relatives au pacte européen sur la migration et l'asile, qui vise, entre autres dispositions, à renforcer la solidarité entre États membres de l'Union européenne en matière de réponse aux réfugiés et demandeurs d'asile²⁶³. Cette loi est aussi considérée comme contraire à l'esprit de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi qu'à celui du Pacte mondial sur les réfugiés²⁶⁴. D'autres pays de la sous-région, comme le Royaume-Uni, ont également présenté en 2021 de nouveaux projets relatifs à l'immigration qui pourraient fortement restreindre l'asile, notamment en externalisant le traitement des demandes dans des « pays sûrs »²⁶⁵. Certains organismes des Nations Unies ont averti que de telles mesures, si elles étaient mises en œuvre, seraient préjudiciables au système de protection internationale²⁶⁶. Des mesures similaires ont été observées en Grèce, qui a cherché à renvoyer des centaines de migrants en Turquie au début de 2021²⁶⁷. Ce pays a également pris des mesures extraordinaires pour dissuader les migrants venant de Turquie d'entrer dans l'Union européenne, notamment en utilisant des « canons à sons » de haute technologie²⁶⁸.

Si les plus vulnérables aux effets du changement climatique sont les pays à faible revenu, plusieurs catastrophes à déclenchement rapide, dont certaines liées à l'évolution du climat, ont également déplacé des milliers de personnes dans la sous-région. En 2020, des incendies de forêt ont entraîné 23 000 nouveaux déplacements en Grèce, en Espagne et en France²⁶⁹. Cette année avait été la plus chaude jamais enregistrée en Europe, avec des températures en hausse à chaque saison. Toujours en 2020, la tempête Gloria a causé des milliers de déplacements en France et en Espagne, lorsque d'énormes vagues ont transpercé les maisons et que les rivières sont sorties de leur lit²⁷⁰. En Espagne, plusieurs personnes ont perdu la vie²⁷¹. D'autres phénomènes météorologiques, tels que la tempête Dennis, ont été à l'origine de plus de 1 000 déplacements au Royaume-Uni et, à la fin de l'année, les inondations dans certaines régions de France ont provoqué près de 5 000 déplacements²⁷². Ces deux pays ont déploré d'autres déplacements²⁷³ à la fin de l'année, lorsque la tempête Bella a frappé, entraînant plus de 3 000 déplacements. Au début de 2021, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie pour l'adaptation au changement climatique, qui définit la manière dont l'Union européenne peut devenir, en 2050, « une société résiliente, parfaitement adaptée aux effets inévitables du changement climatique »²⁷⁴. À la mi-2021, il était certain que des schémas de déplacement similaires allaient se répéter dans toute l'Europe au cours de l'été, principalement en raison d'incendies de forêt, de tempêtes et d'inondations extrêmes.

Les femmes et les filles représentent une part importante des arrivées de migrants irréguliers en Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud, tandis que les travailleuses migrantes se heurtent à des défis persistants sur le marché du travail de la sous-région. Entre 2018 et 2020, les femmes représentaient 20 % des près de 77 000 personnes arrivées en Europe par voie maritime et terrestre via les routes de la Méditerranée orientale, centrale et occidentale, ainsi que par la route de l'Atlantique depuis l'Afrique de l'Ouest²⁷⁵. La majorité de ces femmes et filles ont atteint l'Europe (la Grèce pour la plupart) par la route de la Méditerranée orientale (70 %), tandis que 21 % sont arrivées en Espagne par les routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique depuis les côtes ouest-africaines, et environ 9 % sont arrivées en Italie et à Malte par la route de la Méditerranée centrale²⁷⁶. En 2020, cependant, le nombre de migrantes irrégulières entrant en Europe a sensiblement diminué par rapport aux années précédentes, ce qui correspond à la baisse générale des arrivées, due en grande partie à la pandémie de COVID-19. Moins d'une personne sur dix personnes repérées le long des frontières extérieures de l'Union européenne était une femme en 2020, contre une sur quatre un an auparavant²⁷⁷. Les travailleuses migrantes dans la sous-région, quant à elles, sont toujours confrontées à ce que l'on appelle le «double handicap», dû au fait d'être une migrante et d'être une femme²⁷⁸. Dans plusieurs pays, les femmes migrantes connaissent des taux de chômage supérieurs à ceux des migrants de sexe masculin, et ces écarts sont particulièrement importants dans les pays d'Europe du Sud comme l'Italie, la Grèce et le Portugal²⁷⁹. Par rapport aux femmes nées dans le pays, les migrantes non seulement ont des taux de chômage plus élevés, mais elles sont aussi souvent reléguées dans des emplois peu qualifiés, tels que les services domestiques²⁸⁰. Dans la sous-région et dans de nombreuses parties du monde, la pandémie de COVID-19 a amplifié cette dynamique, laissant de nombreuses femmes migrantes, souvent employées à des tâches culturellement dévalorisées, plus vulnérables au virus²⁸¹.

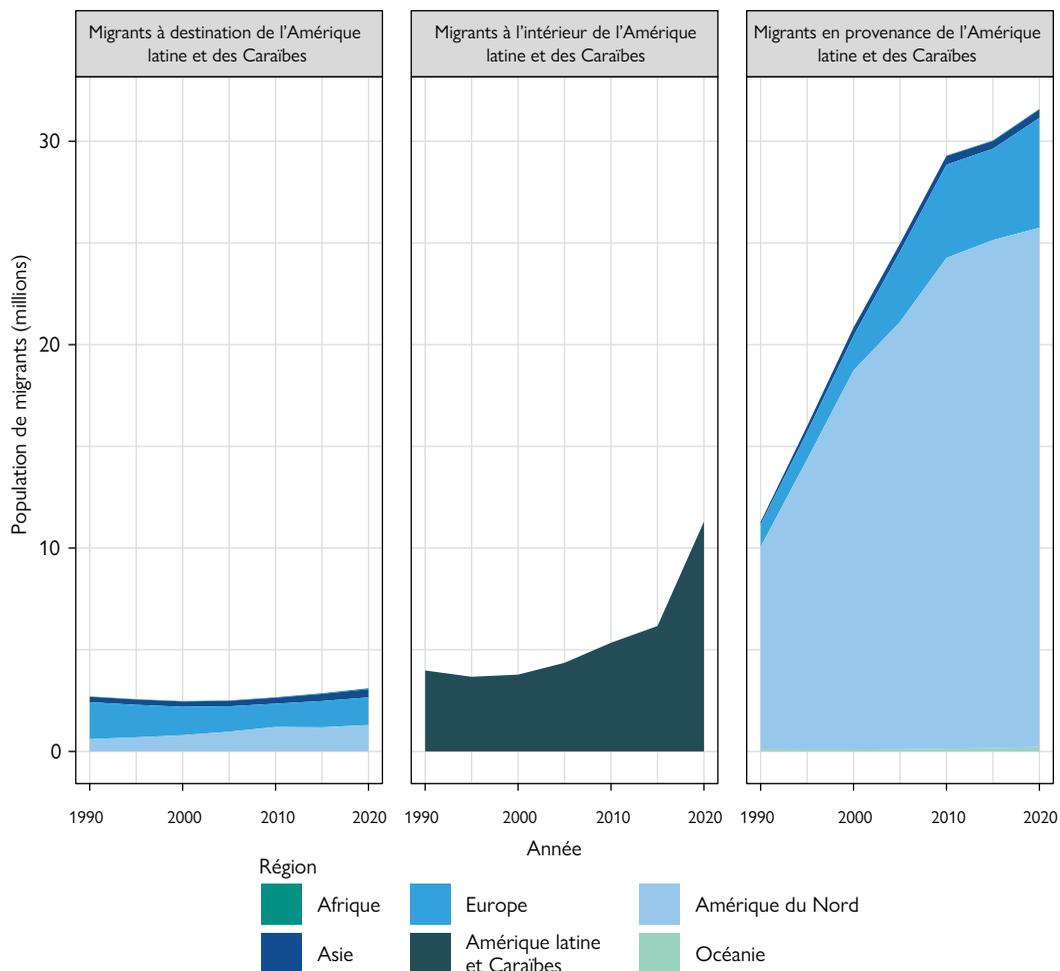
Amérique latine et Caraïbes²⁸²

La migration à destination de l'Amérique du Nord est l'une des principales caractéristiques de la région Amérique latine et Caraïbes. En 2020, plus de 25 millions de migrants avaient fait le voyage vers le nord et résidaient en Amérique du Nord (figure 22). Comme l'indique la figure, la population latino-américaine et caraïbe vivant en Amérique du Nord a considérablement augmenté au fil du temps, puisqu'elle était estimée à 10 millions en 1990. À ce chiffre s'ajoutent 5 millions de migrants originaires de la région vivant en Europe en 2020. Si leur nombre n'a que légèrement augmenté depuis 2015, il a plus que quadruplé depuis 1990. D'autres régions, comme l'Asie et l'Océanie, accueillent un très petit nombre de migrants originaires d'Amérique latine et des Caraïbes en 2020 (plus de 400 000 et 200 000 migrants, respectivement).

Le nombre total de migrants originaires d'autres régions vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes est resté relativement stable, à environ 3 millions depuis trente ans. Il s'agit pour la plupart d'Européens (dont le nombre a légèrement diminué pendant la période considérée) et de Nord-Américains, dont le nombre a augmenté. En 2020, l'Amérique latine et les Caraïbes accueillent environ 1,4 million d'Européens et 1,5 million de Nord-Américains. De plus, environ 11 millions de migrants étaient originaires d'autres pays de la région.

La situation actuelle dans la République bolivarienne du Venezuela a eu d'importantes répercussions sur les flux migratoires dans la région, et représente l'une des plus graves crises de déplacement et de migration dans le monde²⁸³. Quelque 5,6 millions de Vénézuéliens avaient quitté le pays en juin 2021²⁸⁴, et près de 85 % d'entre eux (environ 4,6 millions) se sont rendus dans un autre pays d'Amérique latine et des Caraïbes²⁸⁵. La grande majorité est partie au cours des cinq dernières années²⁸⁶. La Colombie, le Pérou, le Chili, l'Équateur et le Brésil font partie des principaux pays de destination des réfugiés et migrants vénézuéliens à l'intérieur de la région²⁸⁷.

Figure 22. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1990-2020



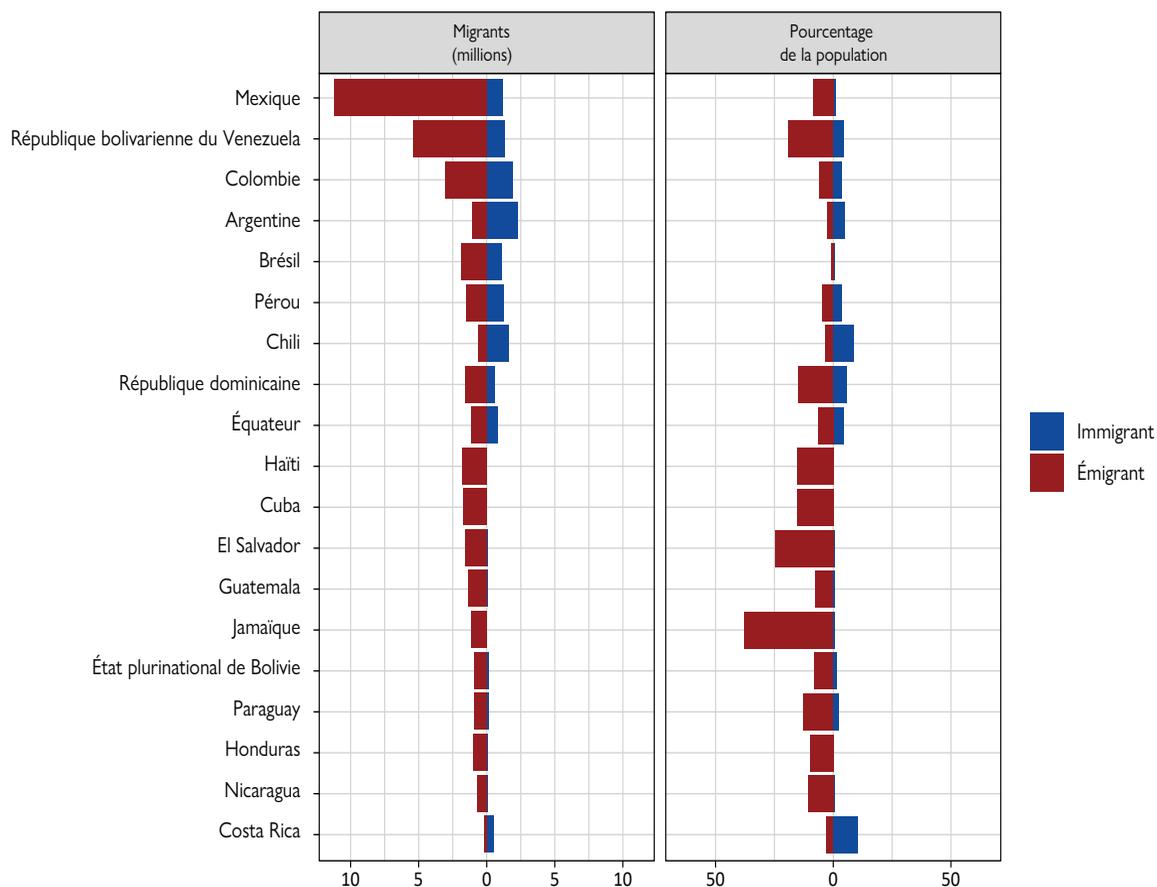
Source : DESA, 2021.

Note : Les «migrants à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes» sont des migrants qui résident dans la région (l'Amérique latine et les Caraïbes) mais sont nés dans l'une des autres régions (par exemple en Europe ou en Asie). Les «migrants à l'intérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes» sont des migrants nés dans la région (Amérique latine et Caraïbes) qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les «migrants en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes» sont des personnes nées en Amérique latine et dans les Caraïbes qui résident hors de la région (par exemple, en Europe ou en Amérique du Nord).

L'émigration demeure une caractéristique importante en Amérique latine et dans les Caraïbes. Avec environ 11 millions de ressortissants vivant à l'étranger en 2020, le Mexique reste le pays de la région qui compte le plus d'émigrants (figure 23), la plupart vivant aux États-Unis. Il se classe également en deuxième position, derrière l'Inde, parmi les pays comptant la plus grande diaspora au monde. Le Mexique est suivi par la République bolivarienne du Venezuela et la Colombie, qui comptent respectivement plus de 5 millions et plus de 3 millions d'émigrants. En pourcentage de la population, la Jamaïque a la plus grande population d'émigrants, suivie par El Salvador et la République bolivarienne du Venezuela. En 2020, c'est l'Argentine qui accueillait dans la région le plus grand nombre

de personnes nées à l'étranger (plus de 2 millions de migrants), originaires le plus souvent de pays voisins, comme le Paraguay et l'État plurinational de Bolivie. La Colombie comptait la deuxième population de migrants, suivie du Chili. Parmi les vingt premiers pays de la région sur le plan des migrations, c'est le Costa Rica qui avait la plus forte proportion d'immigrants par rapport à sa population totale (10 %), suivi de près par le Chili.

Figure 23. Principaux pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le plan des migrations, 2020



Source : DESA, 2021.

Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

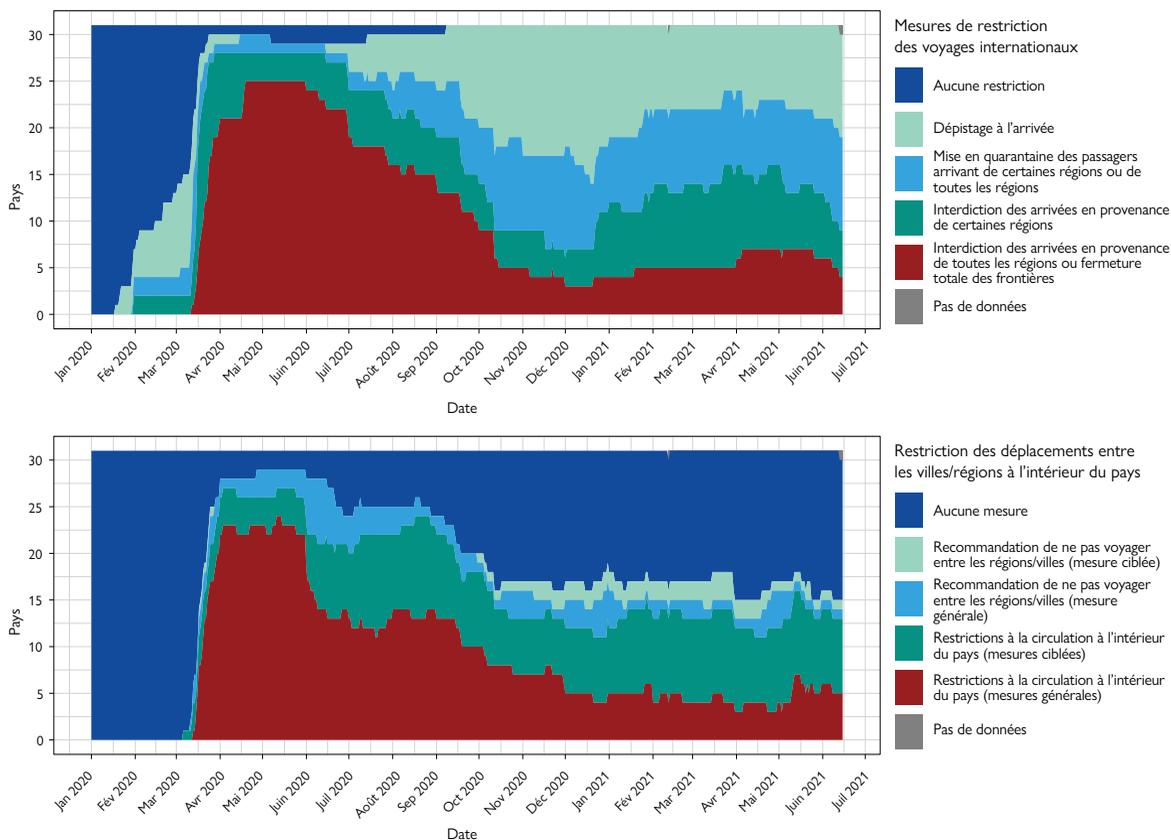
Note 2 : Le terme «immigrants» fait référence aux migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

Comme dans d'autres régions, presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont édicté des mesures restreignant les voyages et les mouvements intérieurs et internationaux au cours des premiers mois de 2020. La plupart des restrictions imposées aux voyages internationaux, mises en place plusieurs semaines avant l'entrée en vigueur des restrictions nationales, ont atteint un pic entre mars et juin 2020. Contrairement aux autres restrictions imposées aux voyages internationaux, qui ont commencé à être levées à la mi-2020, les obligations de quarantaine

ont été maintenues par pratiquement tous les pays de la région. Lorsque la région a connu de nouvelles vagues d'infections à la fin de 2020 et au début de 2021, plusieurs pays ont rétabli certaines restrictions aux voyages internationaux après les avoir levées. Parmi les différentes mesures restreignant les voyages internationaux, c'est la fermeture totale des frontières qui a le plus diminué au fil du temps, seule une poignée de pays la maintenant à la mi-juin 2021 (voir figure 24).

Quant aux restrictions de circulation sur le territoire national, elles ont également reculé progressivement par rapport au pic atteint au début de la pandémie (avec près de 30 pays imposant une forme de restriction). À la mi-2021, un grand nombre de pays avaient abandonné ces mesures, et ce sont les restrictions (générales) de circulation à l'intérieur du pays qui ont le plus diminué.

Figure 24. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021

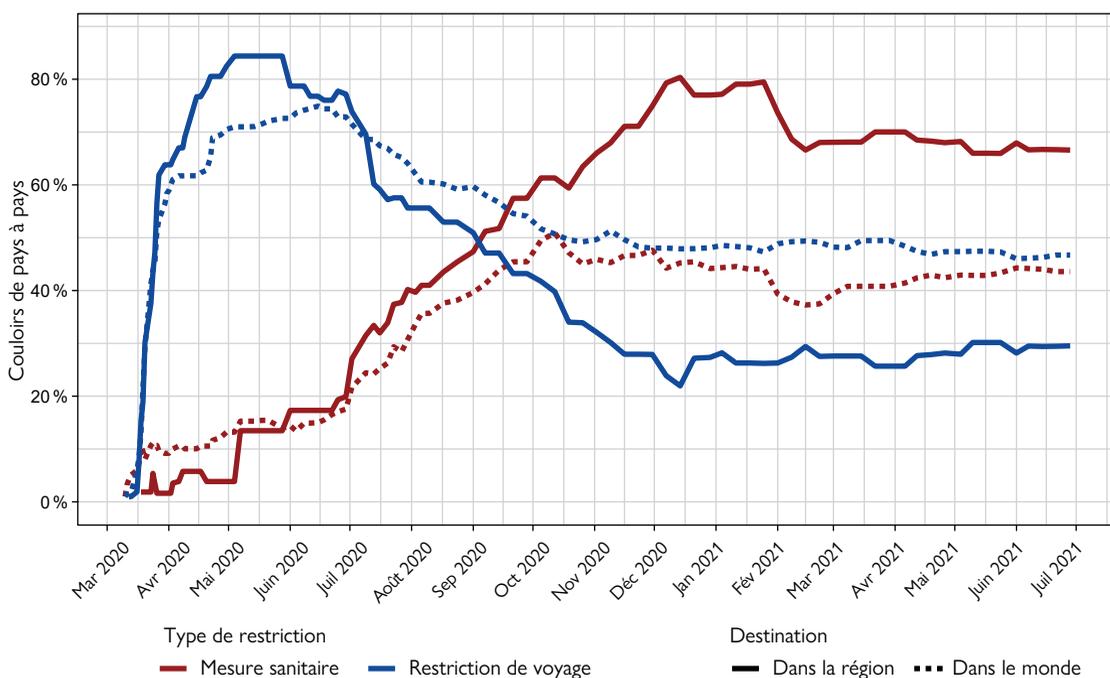


Source : Hale et al., 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les départs ou les sorties et la circulation sur le territoire national, ainsi que les mesures d'interdiction d'entrée visant les ressortissants de certains pays.

Au premier semestre 2020, plus de 80 % des couloirs de pays à pays en Amérique latine et dans les Caraïbes faisaient l'objet d'au moins une mesure de restriction de voyage liée à la COVID-19. Au cours de la même période, plus de 70 % des couloirs concernant des pays extérieurs à la région (au niveau mondial) étaient également soumis à des restrictions de voyage. Comme dans d'autres régions telles que l'Europe, ces restrictions ont été levées au fil du temps. Ce sont les mesures intrarégionales qui ont diminué le plus. Seulement 30 % environ des couloirs (intrarégionaux) avaient maintenu ces restrictions au 30 juin 2021. Les mesures sanitaires, qui ont augmenté progressivement au cours des premiers mois de la pandémie, ont dépassé les restrictions de voyage intrarégionales en septembre 2020. Comme le montre la figure 25, en Amérique latine et dans les Caraïbes, elles sont demeurées en place pour environ 70 % des couloirs intrarégionaux.

Figure 25. Mesures de restriction des voyages internationaux liées à la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes : mars 2020 à juin 2021



Source : OIM, 2021a.

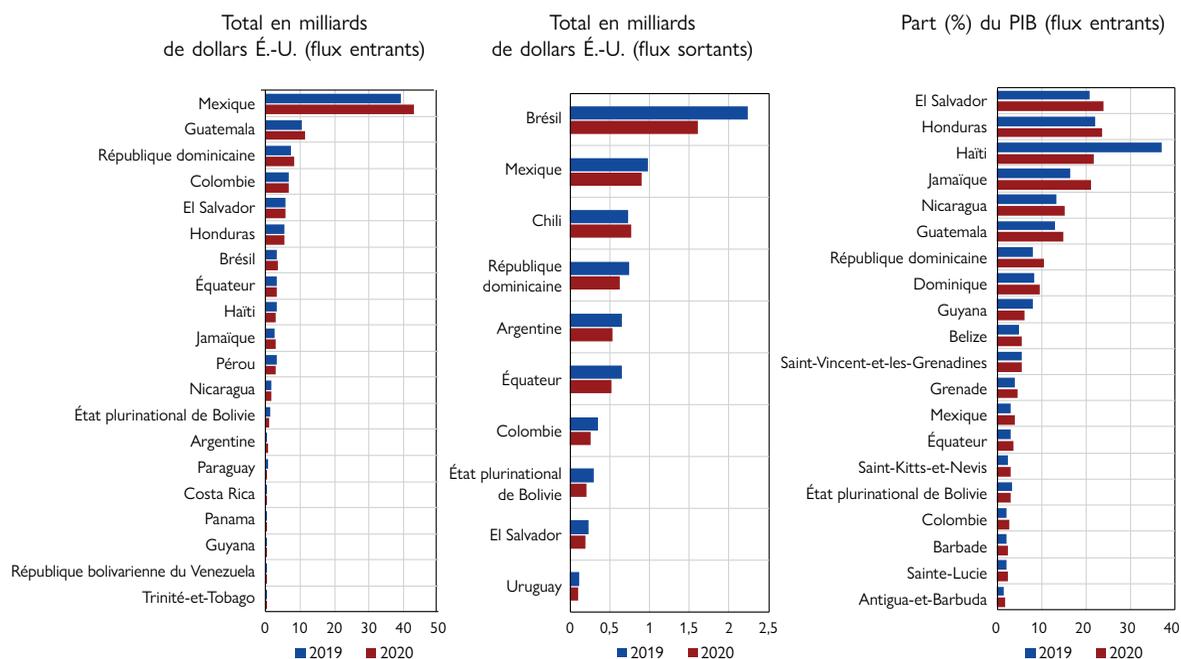
Notes : Les mesures sanitaires comprennent le dépistage et la surveillance des cas, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage comprennent les restrictions applicables aux passagers sur la base de la nationalité ou de la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité.

En 2020, le Mexique était le troisième pays bénéficiaire de rapatriements de fonds au monde, après l'Inde et la Chine, et de loin le premier de la région (43 milliards de dollars É.-U.) (voir la figure 26). Le Guatemala, la République dominicaine, la Colombie et El Salvador figuraient parmi les cinq premiers pays bénéficiaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, même si les flux entrants étaient beaucoup plus faibles que ceux vers le Mexique. Toutefois, en pourcentage du PIB, les cinq premiers pays de destination des rapatriements de fonds dans la région en 2020 étaient El Salvador (à 24 %), suivi du Honduras (24 %), d'Haïti (22 %), de la Jamaïque (21 %) et du Nicaragua (15 %). Les

fonds rapatriés en Amérique latine et dans les Caraïbes ont affiché davantage de résistance que dans toute autre région du monde et ont atteint près de 104 milliards de dollars É.-U. en 2020, le chiffre le plus élevé enregistré à ce jour, en hausse de 6,5 % par rapport à 2019. Les 10 principaux bénéficiaires de la région, à l'exception d'Haïti, ont enregistré une augmentation de près de 8 % en moyenne par rapport à 2019. Plusieurs facteurs ont contribué à cette hausse, notamment l'abandon des voies de rapatriements de fonds informelles au profit des voies formelles, les plans de relance économique aux États-Unis en réponse à la pandémie, et le maintien de l'emploi des migrants dans les secteurs essentiels dans les pays de destination²⁸⁸.

Le Brésil était la principale source de rapatriements de fonds en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2020, suivi du Mexique et du Chili. Environ 1,6 milliard de dollars É.-U. de fonds ont été envoyés rien que depuis le Brésil, bien qu'ils soient en nette baisse par rapport aux plus de 2 milliards envoyés en 2019. À l'exception du Chili, les flux sortants des autres principaux pays expéditeurs ont diminué en 2020 par rapport à 2019.

Figure 26. Principaux pays bénéficiaires et sources des rapatriements de fonds internationaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2019 et 2020

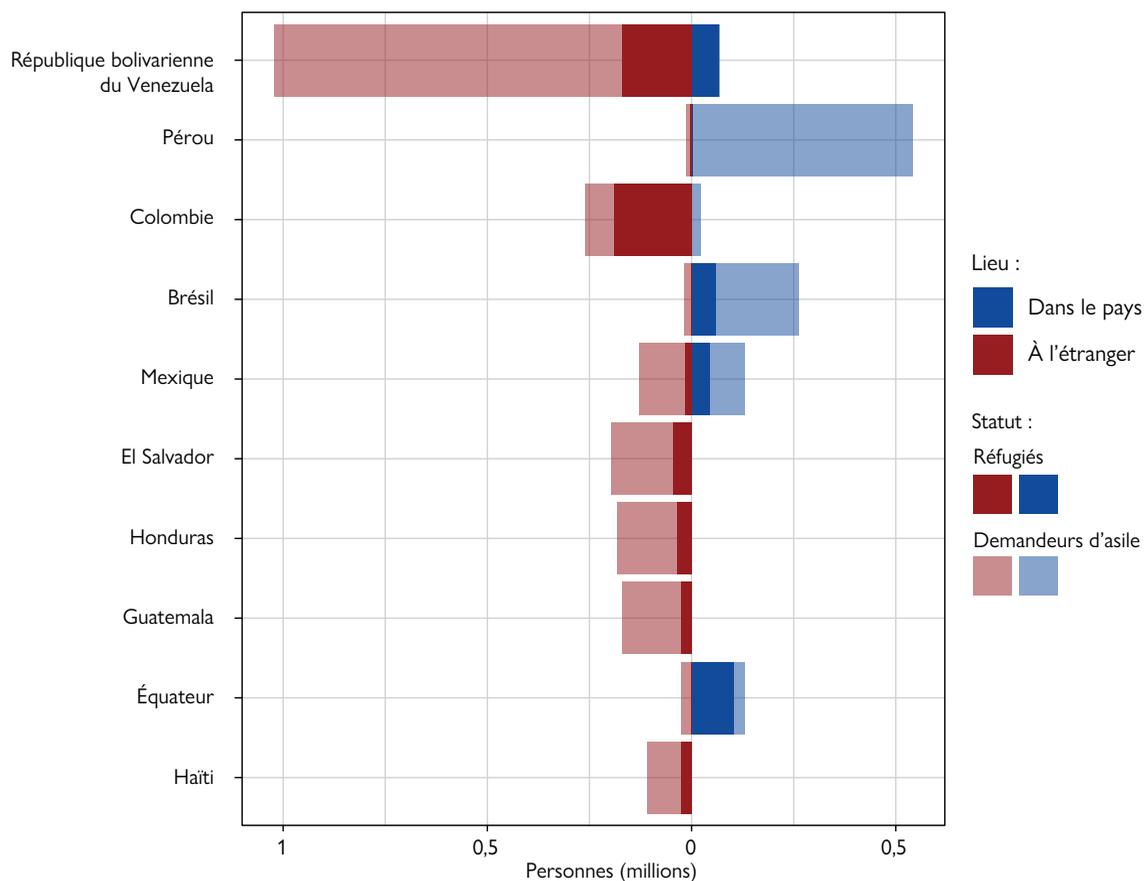


Source : Banque mondiale, 2021.

En 2020, les Vénézuéliens constituaient la deuxième population au monde de personnes déplacées par-delà des frontières, après les Syriens. L'organisme des Nations Unies chargé des réfugiés considère les « Vénézuéliens déplacés à l'étranger » comme une catégorie à part, afin de mettre en évidence la crise des déplacements en cours; cette catégorie ne comprend pas les demandeurs d'asile et les réfugiés vénézuéliens. À la fin de 2020, on comptait environ 171 000 réfugiés enregistrés originaires de la République bolivarienne du Venezuela, et près de 4 millions de Vénézuéliens déplacés sans statut officiel de réfugié. Quelque 73 % de réfugiés et de migrants cherchent refuge dans les pays voisins. La Colombie accueille toujours la majorité d'entre eux (plus de 1,7 million).

À la fin de 2020, environ 450 000 personnes originaires d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras avaient sollicité l'asile dans d'autres pays (figure 27). Plus d'informations sur les réfugiés et les demandeurs d'asile sont données dans la section «Principales caractéristiques et tendances en Amérique latine et dans les Caraïbes» ciaprès.

Figure 27. Dix premiers pays d'Amérique latine et des Caraïbes classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2020

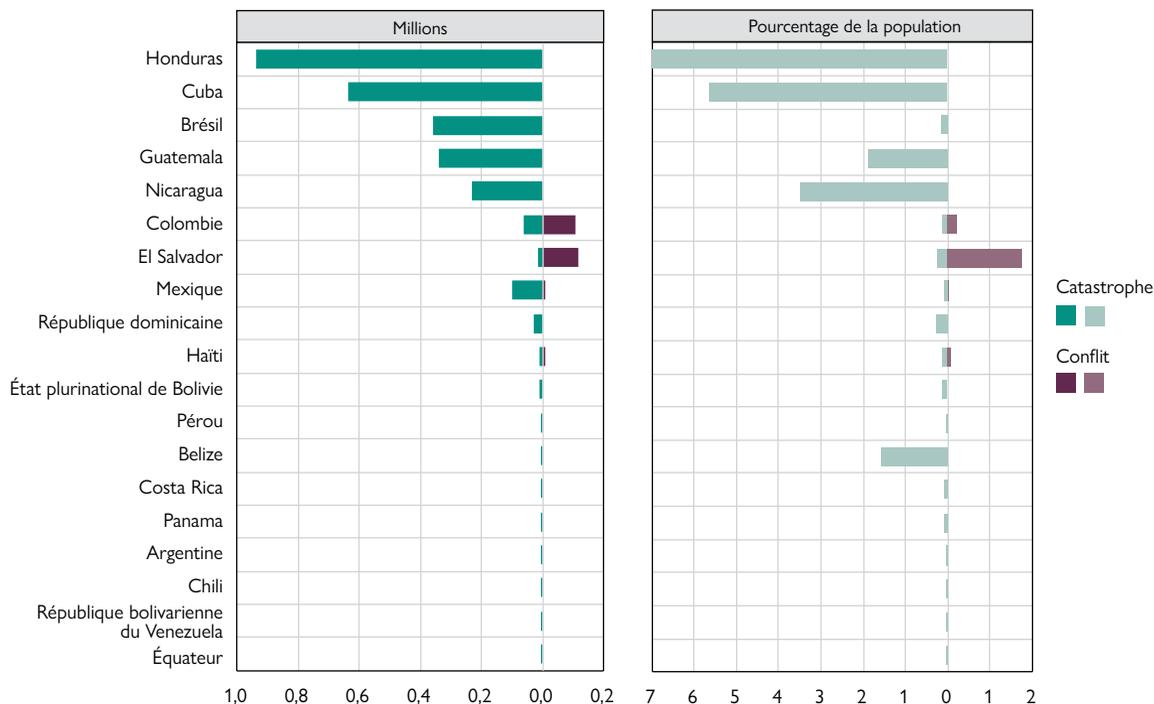


Source : HCR, s.d.b.

Note : La catégorie «dans le pays» désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2020, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

La plupart des nouveaux déplacements internes en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2020 étaient dus à des catastrophes, et non à la violence et à des conflits (figure 28). Le Honduras a enregistré le plus grand nombre de déplacements internes causés par une catastrophe (937 000), suivi de Cuba (639 000), du Brésil (358 000) et du Guatemala (339 000). Des phénomènes météorologiques, notamment l'ouragan Laura (en août 2020) et les ouragans Eta et Iota (en novembre 2020), sont la cause de ces déplacements massifs. La Colombie et El Salvador ont enregistré le plus grand nombre de nouveaux déplacements internes liés à la violence et/ou à un conflit en 2020 – 106 000 en Colombie et 114 000 à El Salvador.

Figure 28. Principaux pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2020, et non la population cumulée totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Amérique latine et dans les Caraïbes²⁸⁹

Amérique centrale et Caraïbes

La pandémie de COVID-19 a eu de profondes répercussions sur la migration et la mobilité en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et elle a également exacerbé les vulnérabilités existantes des migrants, notamment ceux en transit. En raison des fermetures de frontière et des autres restrictions de mouvement dues à la COVID-19, le nombre de migrants de la sous-région se dirigeant vers le nord a baissé dans les premières semaines et les premiers mois de la pandémie²⁹⁰. Nombre d'entre eux ont en effet reporté leur voyage ou sont restés bloqués en transit²⁹¹. La pandémie et les restrictions qui en ont découlé ont également contraint certains migrants à entreprendre des voyages encore plus dangereux, notamment à travers le «bouchon du Darién»,

considéré comme l'une des routes migratoires les plus périlleuses au monde²⁹². De plus, malgré les restrictions à la mobilité dues à la pandémie, des informations récentes ont montré que le recours aux passeurs s'est poursuivi dans la sous-région²⁹³. Outre qu'elles ont perturbé les procédures d'asile et d'autres programmes de réinstallation dans plusieurs pays de la sous-région, les restrictions à la mobilité ont forcé de nombreux migrants à rester dans des camps de fortune où les conditions d'hygiène étaient mauvaises et où l'approvisionnement en nourriture et en eau était limité²⁹⁴. Au Panama, par exemple, dans la province de Darién, beaucoup de migrants irréguliers, originaires de la sous-région ou d'ailleurs, comme des Africains, des Cubains et des Haïtiens, se sont trouvés bloqués lorsque plusieurs pays ont fermé leurs frontières²⁹⁵. Plusieurs pays de la sous-région ont toutefois fourni de l'aide aux migrants, notamment en facilitant le retour et le rapatriement de ceux qui avaient été bloqués à l'étranger et en les intégrant dans les campagnes de vaccination²⁹⁶. La pandémie a également eu de vastes répercussions sur des secteurs clés comme le tourisme, dont plusieurs pays de la sous-région sont fortement tributaires, notamment dans les Caraïbes.

La migration vers le nord demeure une tendance forte, la migration mixte au départ du nord de l'Amérique centrale s'avérant particulièrement difficile et fluctuante en raison de l'augmentation des contrôles de l'immigration. La migration au départ et à travers l'Amérique centrale est motivée par un ensemble complexe de facteurs, dont l'insécurité économique, la violence, la criminalité et les effets du changement climatique, de nombreuses personnes se déplaçant vers le nord en quête de sécurité financière et humaine²⁹⁷. À la fin de 2020, près de 900 000 personnes originaires du Honduras, du Guatemala et d'El Salvador avaient été déplacées de force (à l'intérieur et par-delà des frontières)²⁹⁸. Parmi elles, plus d'un demi-million avaient été déplacées par-delà des frontières, dont la grande majorité (79 %) avait été accueillie aux États-Unis²⁹⁹. Les caravanes de migrants, selon le terme employé pour désigner les déplacements transfrontaliers de grands groupes de personnes par voie terrestre, ont augmenté en nombre et en fréquence depuis 2018 et comprenaient souvent des familles avec des enfants³⁰⁰. Une hausse du nombre d'enfants voyageant à travers le bouchon du Darién a aussi été constatée³⁰¹. Sur les 226 000 migrants du Honduras, du Guatemala et d'El Salvador qui sont arrivés à la frontière des États-Unis au premier semestre de 2021, environ 34 000 étaient des mineurs non accompagnés³⁰². En réaction, les Gouvernements du Mexique et des États-Unis ont renforcé l'application des lois sur l'immigration, notamment en mettant en œuvre des mesures visant à empêcher le transit des migrants, en déployant des renforts de militaires en service actif à la frontière entre les deux pays, en arrêtant et en expulsant davantage de migrants, voire par l'usage d'une force excessive de la part des agents de sécurité à l'égard des migrants, comme cela a été signalé³⁰³. En janvier 2020, une caravane de migrants quittant le Honduras s'est vu refuser l'autorisation de transiter par le Mexique pour aller aux États-Unis à la frontière entre le Guatemala et le Mexique³⁰⁴. En conséquence, environ 2 000 migrants ont été renvoyés au Honduras par les autorités guatémaltèques et mexicaines³⁰⁵. En outre, le nombre de détentions de migrants au Mexique a augmenté, passant d'environ 8 500 en janvier 2019 à 13 500 en janvier 2020³⁰⁶.

La dynamique migratoire dans les Caraïbes demeure largement caractérisée par l'émigration, bien que l'arrivée récente de réfugiés et de migrants vénézuéliens ait accentué les complexités dans la sous-région. La plupart des migrants internationaux provenant des Caraïbes sont des migrants extrarégionaux, l'Amérique du Nord (principalement les États-Unis) et l'Europe étant les deux principales régions de destination. Certains des couloirs les plus importants se situent entre Cuba et les États-Unis, ainsi qu'entre la République dominicaine et les États-Unis³⁰⁷. Si la migration intrarégionale demeure relativement faible, elle n'a cessé d'augmenter au fil du temps et, à la mi-2020, on comptait près de 860 000 migrants internationaux en provenance et à l'intérieur de la sous-région, soit près du double par rapport à 1990³⁰⁸. Des organisations et initiatives intergouvernementales régionales, telles que l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et le Marché et l'économie uniques de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui sont attachées au renforcement de la libre circulation, ont contribué à la hausse de la migration à l'intérieur de la sous-région. Ces dernières années, l'immigration vers certains pays des

Caraïbes a nettement augmenté, en grande partie en raison de l'arrivée de migrants et de réfugiés vénézuéliens. Quelque 100 000 Vénézuéliens vivaient dans les Caraïbes en septembre 2019, mais leur nombre devait dépasser les 220 000 à la fin de 2021³⁰⁹. Parmi les principales destinations des Vénézuéliens figurent la République dominicaine, Trinité-et-Tobago, le Guyana et Curaçao³¹⁰. En août 2020, plus de 100 000 Vénézuéliens résidaient en République dominicaine, soit plus de 1 % de la population totale³¹¹. À Curaçao ou Aruba, les migrants vénézuéliens représentent une part importante de la population (plus de 10 %)³¹². En réponse à la présence croissante de Vénézuéliens dans les Caraïbes, des programmes de régularisation sont adoptés, par exemple par Trinité-et-Tobago, la République dominicaine et Curaçao, en vue de fournir un statut légal aux Vénézuéliens admissibles³¹³.

Le changement environnemental et les catastrophes influent sur les mouvements et les déplacements humains dans la sous-région³¹⁴. Les phénomènes météorologiques intenses – notamment les tempêtes tropicales et les ouragans – ont un impact direct et indirect sur la migration dans la sous-région. L'ouragan Laura, par exemple, a provoqué plus d'un million de déplacements en République dominicaine, à Haïti, à Cuba et aux États-Unis en 2020, tandis que les ouragans Eta et Iota ont causé environ 1,7 million de déplacements dans plusieurs pays de la sous-région³¹⁵. En Amérique centrale, les chocs environnementaux dans les zones de piémont revêtent la forme d'inondations, de tempêtes, de glissements de terrain et de coulées de boue, tandis que les zones arides sont surtout touchées par les sécheresses³¹⁶. Au Guatemala, par exemple, il est courant que les gens migrent en raison des sécheresses et des inondations qui endommagent les cultures et génèrent ainsi insécurité alimentaire et pauvreté³¹⁷. Pour relever le défi du changement climatique et de la migration, plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes intègrent la migration et la mobilité dans leurs stratégies climatiques. Par exemple, la stratégie climatique du Guatemala met l'accent sur la mobilité humaine³¹⁸, tandis que la nouvelle contribution déterminée au niveau national du Mexique prévoit d'accorder davantage d'attention à la migration climatique³¹⁹.

Amérique du Sud

La pandémie a perturbé les mouvements migratoires en Amérique du Sud et a eu des répercussions sur la migration de retour et les déplacements. Le premier cas confirmé de COVID-19 en Amérique du Sud a été enregistré au Brésil en février 2020 et, à la fin de juillet, la sous-région comptait le plus grand nombre de cas confirmés à l'échelle mondiale³²⁰. En avril 2020, 92 % des pays des Amériques avaient fermé leurs frontières pour enrayer la propagation du virus³²¹. Plusieurs pays ont également instauré des périodes de confinement et des mesures de quarantaine. Les mesures de confinement mises en place par l'État plurinational de Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou comptent parmi les plus longues et les plus strictes au monde³²². Ces mesures de santé publique ont entravé la migration et la mobilité, et de nombreux migrants se sont retrouvés dans la précarité. Certains migrants résidant dans des pays où la situation socioéconomique s'est détériorée, et qui ont perdu leur travail à cause de la pandémie, ont pris la décision difficile de retourner dans leur pays d'origine³²³. Parmi ceux qui sont rentrés chez eux, on compte des migrants boliviens et péruviens rentrant du Chili et des migrants paraguayens rentrant du Brésil³²⁴. Les retours massifs, souvent effectués à pied, associés aux restrictions de mobilité ont laissé de nombreux migrants en détresse dans des villes frontalières, dans de mauvaises conditions sanitaires³²⁵. Les migrants de retour se sont également heurtés à des difficultés socioéconomiques et juridiques, telles que la recherche d'un emploi, l'obtention d'un statut légal et des réactions xénophobes³²⁶. Comme de nombreuses personnes continuent de migrer, des pays comme le Guyana, l'Équateur et le Pérou donnent la priorité aux personnes déplacées dans leurs stratégies de vaccination contre la COVID-19³²⁷.

La régularisation des Vénézuéliens déplacés reste un défi pour les pays d'Amérique du Sud, la région étant confrontée à l'une des plus grandes crises humanitaires de son histoire récente³²⁸. Depuis 2015, plus de cinq millions de personnes ont quitté la République bolivarienne du Venezuela en raison de l'instabilité économique et politique persistante dans le pays³²⁹. Plus de quatre millions de Vénézuéliens se sont rendus dans d'autres pays d'Amérique du Sud³³⁰. La Colombie en accueille le plus grand nombre, enregistrant en juillet 2021 plus de 1,7 million d'entrées sur son territoire³³¹. À cette date, les autres principaux pays d'Amérique du Sud accueillant des Vénézuéliens étaient le Pérou (plus de 1 million), le Chili (près de 460 000) et l'Équateur (plus de 360 000)³³². Des campagnes de régularisation de masse ont été lancées pour les aider, car plus de la moitié d'entre eux n'ont pas de statut régulier³³³. En février 2021, la Colombie a mis en œuvre une politique offrant aux Vénézuéliens déplacés un statut de protection temporaire pour dix ans³³⁴. Cette régularisation aura des effets positifs durables sous l'angle de l'inclusion sociale et des contributions économiques en permettant l'intégration au marché du travail et l'accès aux soins de santé, au logement, à l'éducation et aux autres protections nécessaires³³⁵. Étant donné que beaucoup de pays n'ont jamais connu d'afflux de migrants de cette ampleur, la délivrance de visas et l'octroi de l'asile n'ont pas été simples. Une étude réalisée en août 2020 a révélé que des pays comme le Brésil et le Pérou ont accordé des visas humanitaires à une proportion importante de Vénézuéliens³³⁶. Si plusieurs pays ont délivré des permis de résidence à un grand nombre de Vénézuéliens, beaucoup demeurent toutefois en situation irrégulière³³⁷.

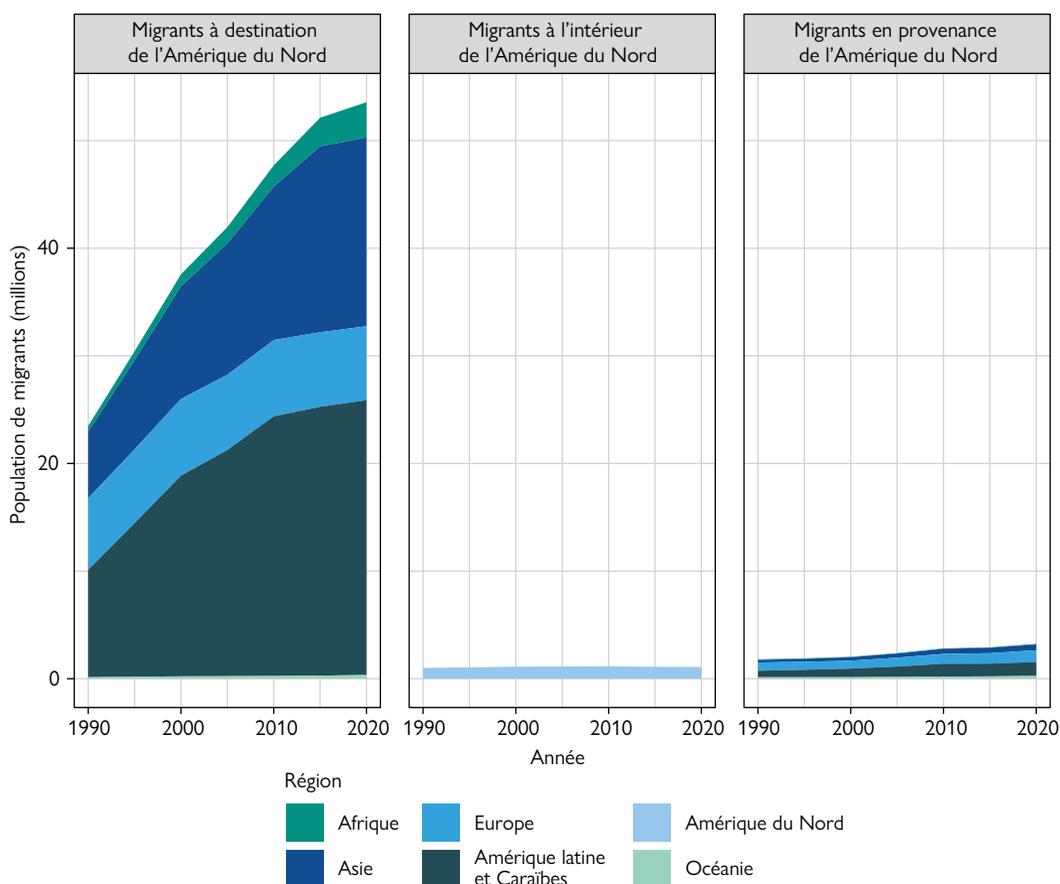
La migration intrarégionale a enregistré une hausse rapide en Amérique du Sud, en partie due aux femmes migrantes³³⁸. Environ 80 % des migrants en Amérique du Sud sont des migrants intrarégionaux³³⁹. Depuis 2010, leur nombre a augmenté pour arriver presque à égalité avec celui des Sud-Américains vivant hors de la sous-région³⁴⁰. Cette croissance est le résultat de plusieurs facteurs, notamment la baisse de l'immigration en Europe³⁴¹, le durcissement des politiques d'immigration à l'étranger³⁴², l'évolution positive des politiques migratoires aux niveaux régional et national, les plus grandes possibilités d'emploi en Amérique du Sud³⁴³, l'augmentation des moyens de communication et la baisse du coût des transports³⁴⁴, ainsi que les déplacements transfrontaliers depuis la République bolivarienne du Venezuela³⁴⁵. Il est important de noter que, dans les principaux pays de destination que sont l'Argentine et le Chili, les femmes représentent la majeure partie des migrants sud-américains. Elles assument principalement des tâches domestiques et de soins en raison du vieillissement de la population et de la participation croissante au marché du travail des femmes de la classe moyenne³⁴⁶.

La violence, les conflits et les catastrophes sont d'importants facteurs de déplacements internes dans la sous-région. La violence engendrée par les crises politiques et sécuritaires contribue toujours aux déplacements internes à grande échelle. La violence en Colombie, due en partie au contrôle territorial exercé par des groupes paramilitaires, a entraîné plus de 100 000 nouveaux déplacements en 2020³⁴⁷. Les déplacements dus au conflit et à la violence dans ce pays se sont encore intensifiés en 2021, avec plus de 27 000 personnes déplacées au premier trimestre, soit une augmentation de 177 % par rapport à la même période en 2020³⁴⁸. La sous-région est également gravement touchée par des catastrophes naturelles, qui provoquent des migrations et des déplacements. Les catastrophes, à déclenchement rapide ou lent, telles que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, ont eu de nombreuses incidences dans la sous-région³⁴⁹. Par exemple, la saison des pluies extrêmes au Brésil, entre janvier et mars, est à l'origine des trois quarts environ des 358 000 déplacements dus à une catastrophe dans le pays en 2020³⁵⁰.

Amérique du Nord³⁵¹

La migration en Amérique du Nord est principalement caractérisée par les flux d'immigration, en premier lieu aux États-Unis. Comme l'illustre la figure 29, près de 59 millions de migrants originaires de diverses régions résidaient en Amérique du Nord en 2020, soit environ 3 millions de plus qu'en 2015 (56 millions de migrants). En 2020, la plupart de ces migrants venaient d'Amérique latine et des Caraïbes (environ 26 millions), devant l'Asie (18 millions) et l'Europe (environ 7 millions). Au cours des trente dernières années, le nombre de migrants en Amérique du Nord a plus que doublé, sous l'effet de l'émigration au départ de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Asie, de la croissance économique et de la stabilité politique en Amérique du Nord. Le nombre de migrants nord-américains vivant dans la région ou ailleurs était très faible par rapport à la population née à l'étranger résidant dans la région. Contrairement à des régions telles que l'Asie et l'Afrique, où la migration intrarégionale est importante, les migrants nés en Amérique du Nord vivant hors de la région (environ 3 millions) étaient plus nombreux que ceux vivant à l'intérieur de la région (un peu plus de 1 million) en 2020.

Figure 29. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Amérique du Nord, 1990-2020

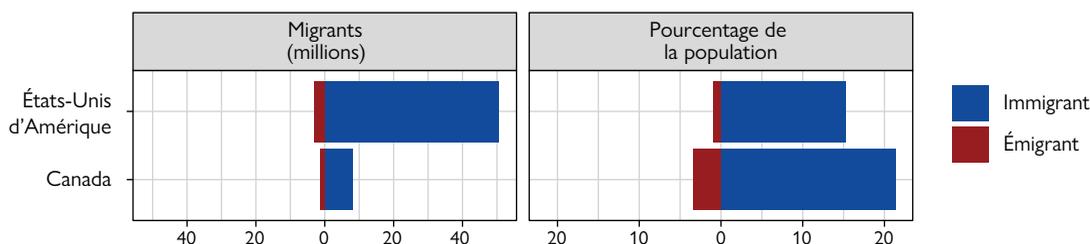


Source : DESA, 2021.

Note : Les « migrants à destination de l'Amérique du Nord » s'entendent des migrants résidant dans la région (l'Amérique du Nord) qui sont nés dans une autre région (Europe ou Asie par exemple). Les « migrants à l'intérieur de l'Amérique du Nord » sont des migrants nés en Amérique du Nord qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les « migrants en provenance de l'Amérique du Nord » sont des personnes nées en Amérique du Nord qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Afrique).

En 2020, les États-Unis comptaient la plus grande population née à l'étranger au monde (figure 30). Plus de 86 % des personnes nées à l'étranger vivant en Amérique du Nord habitaient aux États-Unis. Toutefois, comme l'illustre la figure 30, la part de la population totale du Canada née à l'étranger (plus de 21 %) était nettement plus élevée qu'aux États-Unis en 2020 (15 %). Le Canada présentait en outre une proportion de ressortissants à l'étranger supérieure à celle des États-Unis.

Figure 30. Principaux pays d'Amérique du Nord sur le plan des migrations, 2020



Source : DESA, 2021.

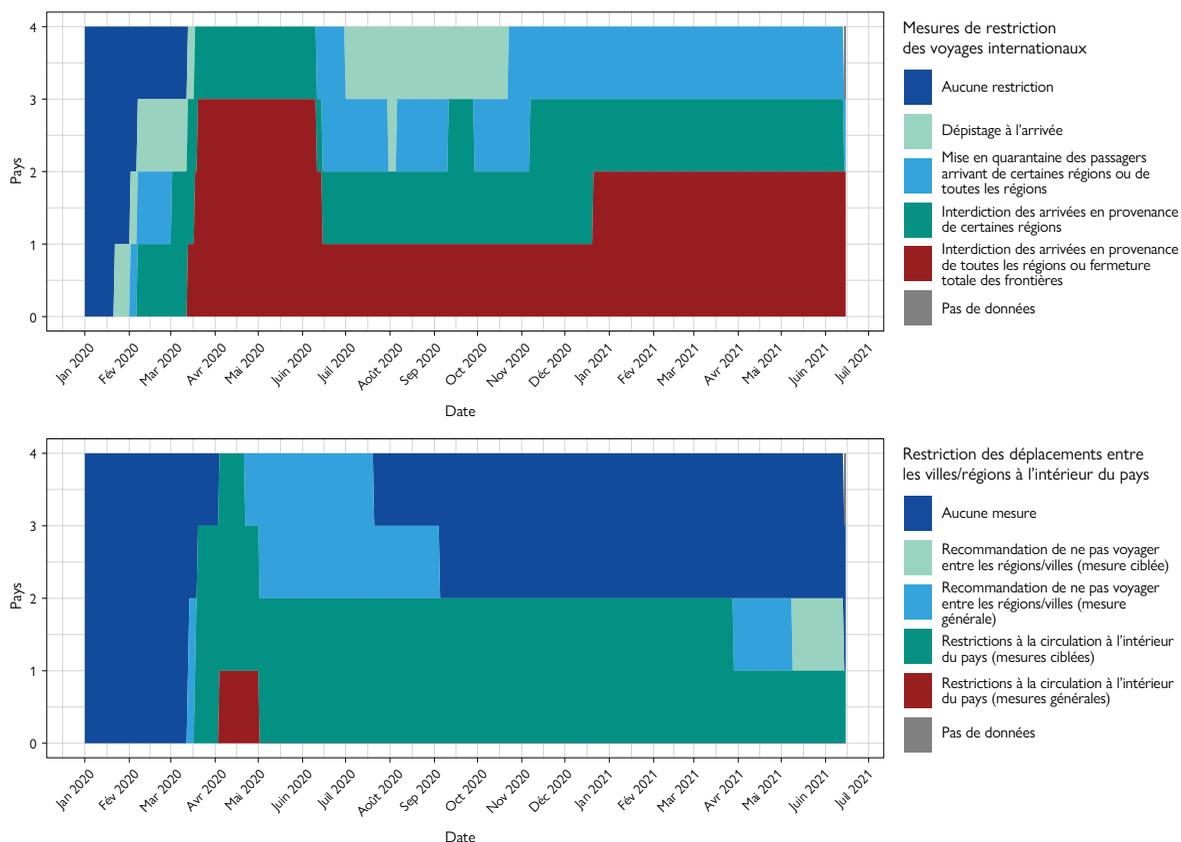
Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

Note 2 : Le terme «immigrants» fait référence aux migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

Tous les pays d'Amérique du Nord ont rapidement mis en place des mesures internationales et nationales de restriction de voyage dès le début de la pandémie de COVID-19. Comme dans les autres régions, les restrictions imposées aux voyages internationaux ont été introduites des semaines avant les restrictions à la circulation à l'intérieur du pays. Des mesures telles que le dépistage à l'arrivée et la mise en quarantaine ont été maintenues tout au long de 2020 et étaient encore en place dans tous les pays de la région à la mi-juin 2021 (figure 31). Cependant, d'autres restrictions des voyages internationaux, telles que l'interdiction des arrivées en provenance de certaines régions et la fermeture totale des frontières, ont diminué à partir de la mi-2020, avant d'être réintroduites vers la fin de l'année, lorsque plusieurs pays ont enregistré une hausse des contaminations ou de nouvelles vagues d'infections par la COVID-19.

Au cours des premières semaines de la pandémie, tous les pays de la région ont imposé une forme ou une autre de restriction aux mouvements internes. Autour de septembre 2020, toutefois, environ la moitié d'entre eux avaient levé toutes ces mesures. Les restrictions internes qui subsistaient pour certains pays comprenaient des recommandations ciblées et générales de ne pas voyager entre les régions ou les villes. Il est intéressant de noter que, contrairement aux autres régions, presque tous les pays d'Amérique du Nord n'ont jamais imposé de restrictions générales à la circulation à l'intérieur du territoire national.

Figure 31. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Amérique du Nord : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021

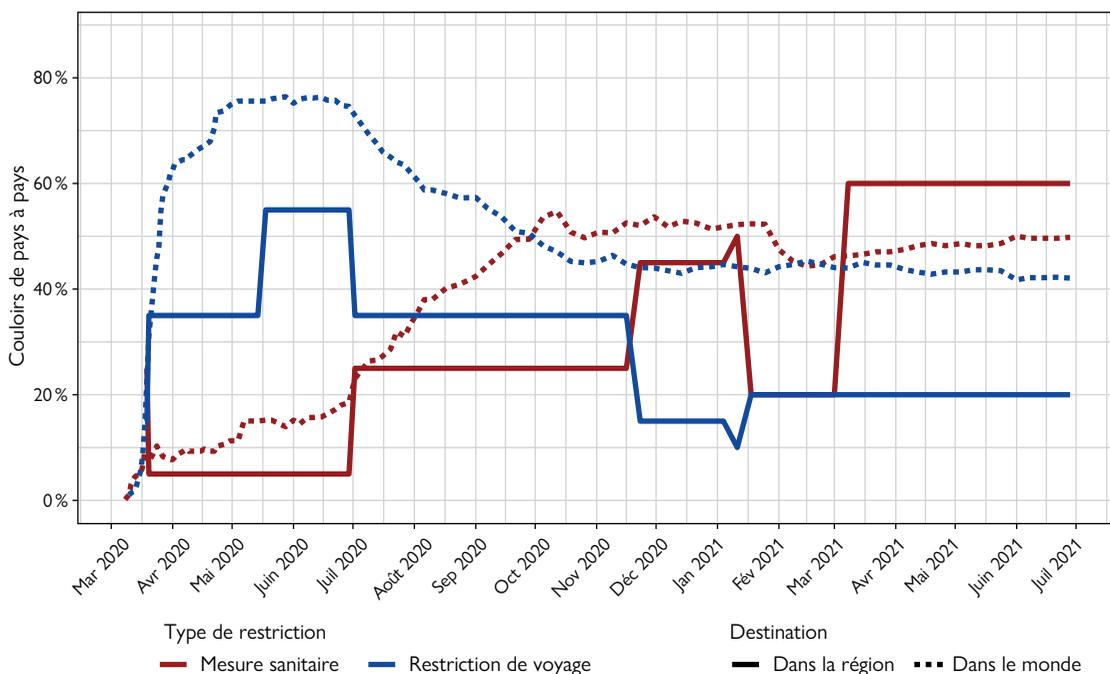


Source : Hale *et al.*, 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les départs ou les sorties et la circulation sur le territoire national, ainsi que les mesures d'interdiction d'entrée visant les ressortissants de certains pays. Cette figure ne concerne que quatre pays, ce qui a un effet sur ses données de sortie et son apparence graphique.

Les restrictions de voyage et les mesures sanitaires en Amérique du Nord ont évolué avec le temps depuis le début de la pandémie de COVID-19. Comme le montre la figure 32, les restrictions de voyage étaient plus nombreuses que les mesures sanitaires au cours des premiers mois de la pandémie. Ces dernières ont toutefois pris le pas sur les premières au fil des mois. Il convient toutefois de noter qu'à la fin de juin 2021, les mesures sanitaires intrarégionales étaient plus nombreuses que celles visant des pays situés hors de l'Amérique du Nord (au niveau mondial). Cette situation contraste avec celle observée au début de la pandémie et tout au long de 2020, lorsque les mesures sanitaires mondiales étaient plus nombreuses que les mesures intrarégionales.

Figure 32. Mesures de restriction des voyages internationaux liées à la COVID-19 en Amérique du Nord : mars 2020 à juin 2021

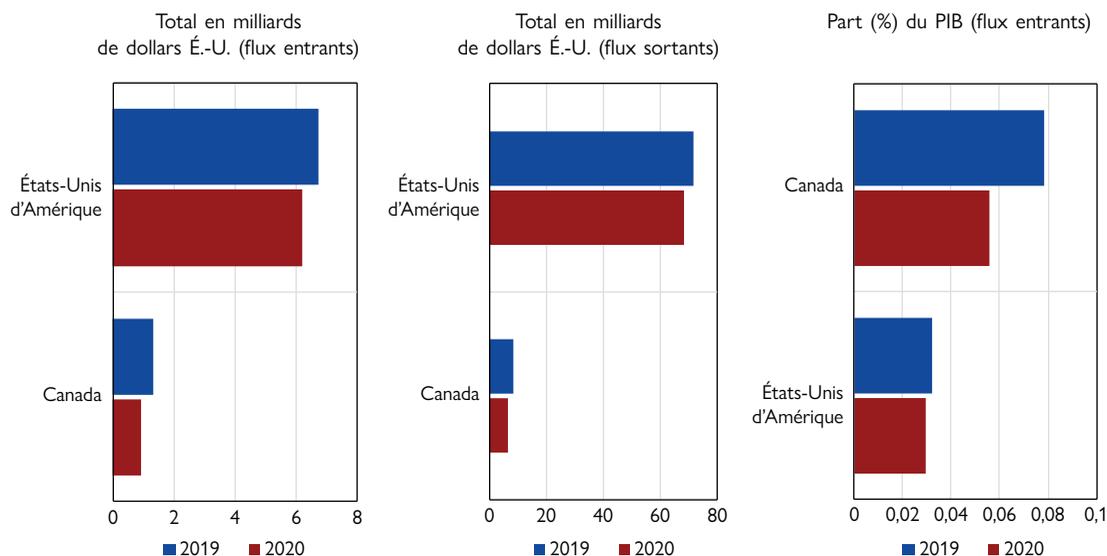


Source : OIM, 2021a.

Notes : Les mesures sanitaires comprennent le dépistage et la surveillance des cas, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage comprennent les restrictions applicables aux passagers sur la base de la nationalité ou de la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité. Cette figure ne concerne que quatre pays, ce qui a un effet sur son apparence graphique.

Première économie mondiale, les États-Unis sont traditionnellement l'une des principales sources de rapatriements de fonds à l'échelle mondiale. En 2020, environ 68 milliards de dollars É.-U. ont été envoyés depuis ce pays, ce qui en fait le plus grand pays source d'Amérique du Nord et du monde (figure 33). Cependant, les flux sortants des États-Unis en 2020 ont diminué par rapport aux plus de 71 milliards de dollars É.-U. de 2019.

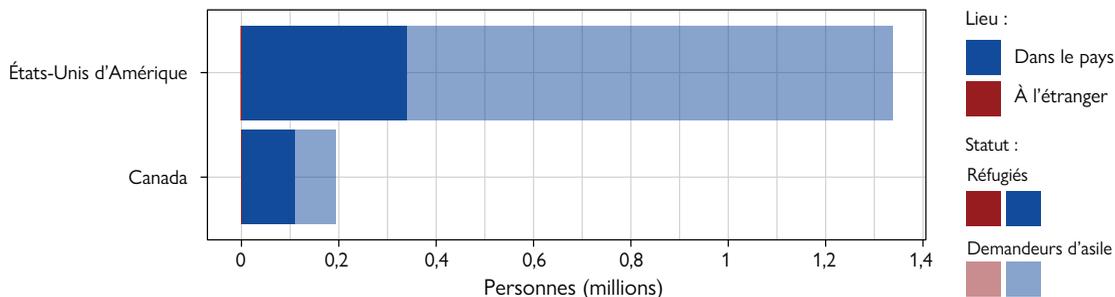
Figure 33. Pays bénéficiaires et pays sources des rapatriements de fonds en Amérique du Nord, 2019 et 2020



Source : Banque mondiale, 2021.

Les États-Unis ont accueilli près de 341 000 réfugiés en 2020. Comme le montre la figure 34, près d'un million de demandeurs d'asile se trouvaient dans le pays la même année, dont la plupart venaient de pays d'Amérique latine tels que la République bolivarienne du Venezuela, le Mexique et de pays du nord de l'Amérique centrale, notamment le Guatemala, El Salvador et le Honduras, où un ensemble complexe de facteurs socioéconomiques et politiques a contraint un grand nombre de personnes à partir. Le Canada, pour sa part, a accueilli près de 110 000 réfugiés et plus de 85 000 demandeurs d'asile en 2020. Un nombre non négligeable de réfugiés au Canada venaient du Nigéria, de la Turquie et du Pakistan.

Figure 34. Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile à l'intérieur et en provenance des pays d'Amérique du Nord, 2020

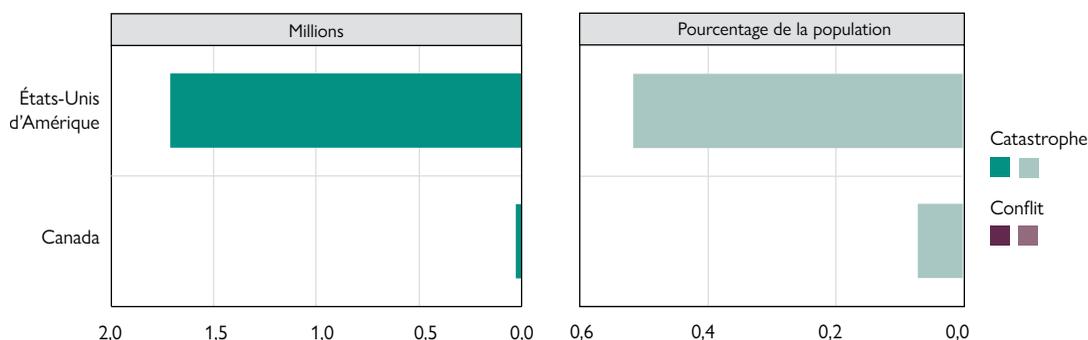


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie «dans le pays» désigne les réfugiés et demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine.

Tous les nouveaux déplacements internes en Amérique du Nord en 2020 ont été causés par des catastrophes (figure 35)³⁵². Les États-Unis en ont enregistré le plus grand nombre, avec plus de 1,7 million de personnes déplacées en raison d'inondations et d'incendies de forêt. À l'échelle mondiale, les incendies ont provoqué 1,2 million de nouveaux déplacements en 2020, dont plus d'un million aux États-Unis, principalement dans les États occidentaux de Californie, du Colorado, de l'Utah, de l'Oregon et de Washington. La saison des incendies au Canada a également provoqué de nouveaux déplacements, mais dans une ampleur bien moindre qu'aux États-Unis. Au total, le Canada a enregistré 26 000 nouveaux déplacements en 2020, dont 3 800 causés par le grand incendie à Red Lake, en Ontario. Les États-Unis se classent systématiquement au premier rang des pays des Amériques et des Caraïbes pour ce qui est des nouveaux déplacements dus à des catastrophes chaque année.

Figure 35. Pays d'Amérique du Nord sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Les nouveaux déplacements s'entendent du nombre de déplacements survenus en 2020, et non de la population cumulée totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année. L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Amérique du Nord³⁵³

Malgré les effets de la COVID-19 sur la migration et la mobilité en Amérique du Nord, les migrants de la région ont joué un rôle essentiel dans la riposte socioéconomique à la pandémie. Les restrictions de voyage, les fermetures de consulats et de frontières, ainsi que les retards dans le traitement des visas et les audiences des tribunaux chargés des affaires d'immigration ont, entre autres facteurs, contribué à la diminution notable des arrivées de migrants enregistrées au Canada et aux États-Unis depuis le début de la pandémie³⁵⁴. Au Canada, par exemple, le nombre de nouvelles demandes et d'extensions approuvées pour les résidents temporaires a reculé de 48 % (de 2,4 millions à 1,3 million) entre 2019 et 2020, tandis que les autorisations et les visas délivrés pour les résidents permanents ont chuté de 50 % (de 341 000 en 2019 à 172 000 en 2020)³⁵⁵. Le nombre total de visas d'immigrant et de non-immigrant délivrés aux États-Unis était d'un peu plus de 4 millions en 2020, soit une diminution de 54 % par rapport aux 9,2 millions de visas délivrés en 2019³⁵⁶. Toutefois, si les restrictions de voyage

et de circulation imposées en raison de la COVID-19 ont réduit les possibilités d'entrer en Amérique du Nord pour de nombreux migrants, les États-Unis et le Canada ont maintenu certaines filières, en particulier pour les travailleurs étrangers temporaires dans les secteurs essentiels de première ligne³⁵⁷. En outre, les migrants ont joué un rôle clé dans l'économie de la sous-région et dans sa riposte globale à la COVID-19. Par exemple, beaucoup travaillent dans le secteur de la santé ou dans des secteurs essentiels tels que l'alimentation et l'agriculture³⁵⁸. Cependant, étant donné la surreprésentation des migrants dans les activités de première ligne, à laquelle s'ajoutent d'autres facteurs socioéconomiques liés à la pauvreté, au logement, à l'accès aux services sociaux et de santé, à l'absence de documents et plus encore, ils sont touchés de manière disproportionnée par les effets socioéconomiques de la pandémie et sont potentiellement plus exposés au risque de contamination³⁵⁹. On estime que 6 millions de travailleurs nés à l'étranger sont employés aux États-Unis dans des secteurs de première ligne, auxquels s'ajoutent 6 millions de migrants qui travaillent dans des activités économiques touchées par la pandémie, comme les hôtels et restaurants ainsi que les services à la personne (par exemple, les salons de manucure et de coiffure)³⁶⁰. La même tendance se retrouve au Canada, où 34 % des travailleurs de première ligne estiment appartenir à des minorités visibles et sont plus susceptibles de travailler dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, ce qui augmente leurs risques en matière de santé et d'économie³⁶¹. Par ailleurs, la pandémie a beaucoup perturbé les programmes de réinstallation des réfugiés, comme nous l'avons vu plus haut dans l'aperçu régional³⁶². Toutefois, des mesures ont été prises pour aider les réfugiés et les migrants dans la sous-région. Par exemple, les États-Unis se sont engagés à fournir gratuitement des vaccins, quel que soit le statut au regard de l'immigration³⁶³. Au Canada, le Gouvernement fédéral a accordé la résidence permanente aux demandeurs d'asile travaillant dans le secteur des soins de santé pendant la pandémie³⁶⁴.

Les États-Unis et le Canada demeurent des destinations importantes pour les migrants, qui viennent de pays de plus en plus diversifiés. En 2020, environ 51 millions de migrants internationaux résidaient aux États-Unis, ce qui en fait de loin la plus grande population de migrants au monde. La même année, plus de 8 millions de migrants internationaux vivaient au Canada. Bien que ce chiffre soit beaucoup moins élevé qu'aux États-Unis, le Canada était la huitième destination des migrants dans le monde en 2020, la plupart venant de l'Inde, de la Chine et des Philippines. Les migrants aux États-Unis viennent généralement d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Asie, notamment du Mexique, de l'Inde et de la Chine. Au fil des ans, les pays d'origine se sont cependant diversifiés. Par exemple, si les migrants nés au Mexique représentent toujours le plus grand nombre de migrants internationaux aux États-Unis, celui-ci a diminué au fil du temps³⁶⁵. En revanche, les migrants originaires de pays tels que la République dominicaine, les Philippines et El Salvador sont plus nombreux³⁶⁶. Le nombre de migrants de la République bolivarienne du Venezuela, de l'Afghanistan et du Nigéria a également fortement progressé, et a connu une croissance parmi les plus rapides au cours de la dernière décennie³⁶⁷.

Avec une population vieillissante, le Canada continue d'augmenter ses objectifs en matière d'immigration. Le plan d'immigration 2021-2023 vise des niveaux d'immigration jamais vus depuis 1913³⁶⁸. Il prévoit d'accueillir 401 000 immigrants en 2021, 411 000 en 2022 et 421 000 en 2023³⁶⁹. Cet objectif reflète l'évolution démographique du Canada, où l'immigration est actuellement à l'origine de 82 % de l'accroissement de la population du pays³⁷⁰. Le taux de fécondité au Canada se situe en moyenne autour de 1,5, ce qui est bien inférieur au taux de remplacement de 2,1³⁷¹. La main-d'œuvre du pays évolue également rapidement. D'ici à 2036, le ratio travailleurs-retraités sera de 3,1 et, d'ici à 2040, plus de 23 % de la population devrait avoir plus de 65 ans³⁷². La nécessité de soutenir et de développer le marché du travail canadien se reflète dans le plan d'immigration 2021-2023, qui vise à admettre 60 % de tous les résidents permanents dans la catégorie de l'immigration économique³⁷³. Au niveau local, les stratégies de soutien à l'économie canadienne ciblent particulièrement les entrepreneurs immigrants, car de nombreux propriétaires de petites et moyennes entreprises prévoient de prendre leur retraite dans les années à venir³⁷⁴. De plus, il existe des programmes destinés à assurer une répartition plus équitable des immigrants en réponse aux défis

de longue date de la régionalisation, un processus qui vise à promouvoir l'immigration dans les petites provinces et les villes de plus petite taille du Canada³⁷⁵.

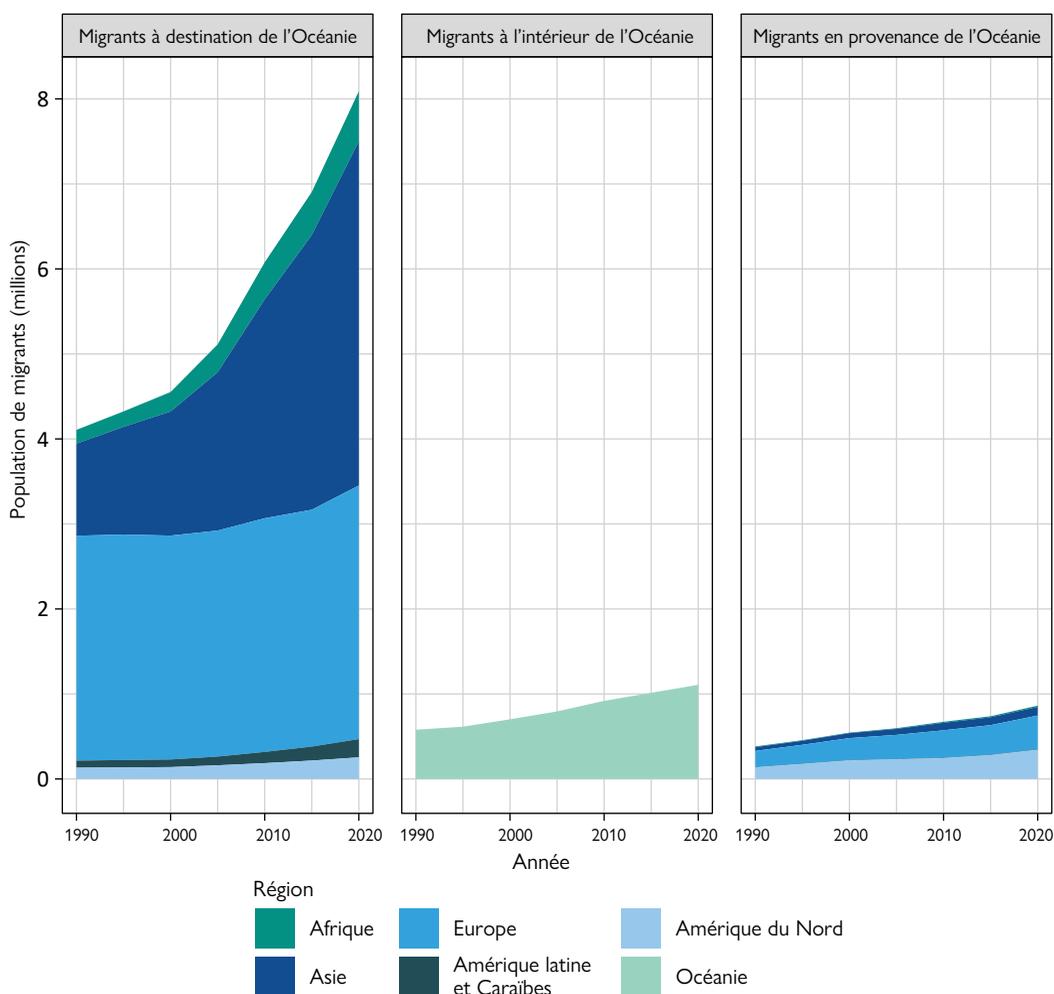
Si les politiques d'immigration aux États-Unis se sont durcies ces dernières années, de nouveaux changements d'orientation sont en train de remodeler le système d'immigration. Le recensement décennal de 2020 a révélé un déclin quasi inédit de la croissance démographique, qui s'est située à 7,4 % entre 2010 et 2020, soit le deuxième taux le plus bas depuis 1790³⁷⁶. En partie pour répondre à cette évolution, des efforts sont déployés pour développer l'immigration dans le pays afin de contribuer au maintien de la croissance de la population et du niveau actuel de main-d'œuvre³⁷⁷. En effet, plusieurs « mesures imbriquées » mises en œuvre par le Gouvernement des États-Unis ces dernières années avaient compliqué l'entrée des migrants et des demandeurs d'asile sur le territoire³⁷⁸. L'immigration était présentée comme une menace pour l'économie nationale, tandis que des politiques et une législation restrictives visaient à dissuader la migration³⁷⁹. Cependant, depuis le début de 2021, la nouvelle administration américaine a rapidement modifié le système d'immigration, notamment en abrogeant l'interdiction d'entrer aux États-Unis pour les citoyens de certains pays à majorité musulmane et africains³⁸⁰, en rétablissant le programme d'action différée pour les enfants arrivants aux États-Unis, en suspendant la construction du mur à la frontière sud et en proposant d'instaurer un parcours de huit ans vers la citoyenneté pour tous les immigrants non autorisés³⁸¹. En outre, au cours des premiers mois de 2021, le Gouvernement des États-Unis a suspendu trois accords de coopération en matière d'asile avec El Salvador, le Guatemala et le Honduras, qui obligeaient les demandeurs d'asile de la sous-région à demander d'abord une protection dans ces pays et permettaient le refoulement et le transfert de certains migrants des États-Unis vers ces trois pays³⁸². En mars 2021, les Vénézuéliens résidant aux États-Unis ont obtenu le statut de protection temporaire, qui leur permet de vivre et de travailler légalement dans le pays³⁸³. Par ailleurs, en mai 2021, le Gouvernement des États-Unis a révisé le plafond d'admission des réfugiés, qui est passé de 15 000 à 62 500 en 2021 ; il est prévu de l'augmenter encore à 125 000 en 2022³⁸⁴. Des efforts sont également déployés pour regrouper des familles de migrants séparées au cours des années précédentes³⁸⁵.

Le nombre de migrants irréguliers continue de baisser aux États-Unis, en partie en raison de la migration de retour vers le Mexique³⁸⁶. Selon des estimations, la population totale de migrants irréguliers aux États-Unis représentait en 2018 entre 11 et 11,4 millions³⁸⁷. Une publication récente du Center for Migration Studies a calculé qu'elle a diminué de 12 % entre 2010 et 2019, en grande partie en raison du retour au Mexique d'environ 1,9 million de migrants irréguliers au cours de cette période³⁸⁸. On estime que les ressortissants mexicains représentent aujourd'hui moins de la moitié de la population de migrants irréguliers aux États-Unis³⁸⁹. Cependant, les pays d'origine de ces migrants sont de plus en plus divers. Ces dernières années, on a constaté une augmentation du nombre de personnes dépourvues de documents originaires d'Amérique centrale et d'Asie, principalement d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, de la République bolivarienne du Venezuela et de l'Inde³⁹⁰.

Océanie³⁹¹

En 2020, l'Océanie accueillait près de 8,3 millions de migrants internationaux originaires d'autres régions. Comme le montre la figure 36, la population de migrants nés à l'étranger était principalement composée de personnes venant d'Asie et d'Europe. Au cours des 30 dernières années, le nombre de migrants en Océanie nés en Asie a augmenté, tandis que celui des migrants européens est resté stable. Sur les six régions du monde, c'est l'Océanie qui comptait le moins de migrants vivant hors de la région en 2020, ce qui s'explique en partie par la taille plus réduite de sa population par rapport aux autres régions. Les migrants venant d'Océanie vivant hors de la région résidaient principalement en Europe et en Amérique du Nord.

Figure 36. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Océanie, 1990-2020

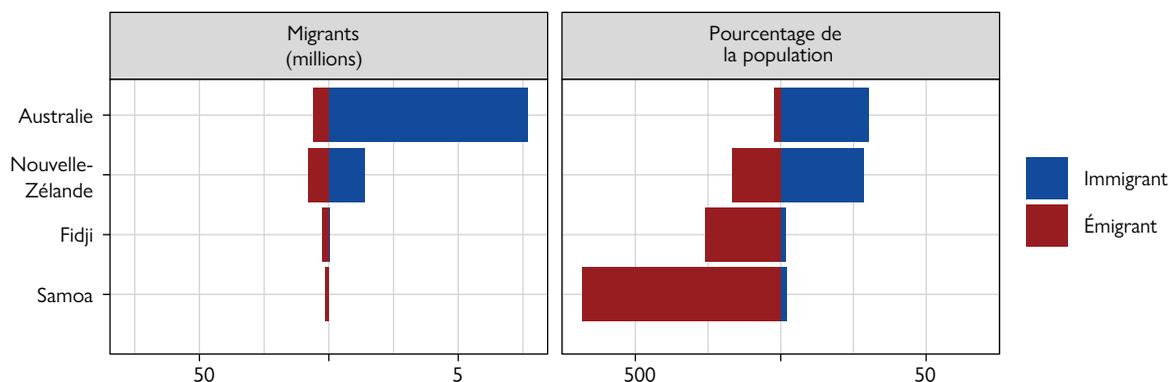


Source : DESA, 2021.

Note : Les « migrants à destination de l'Océanie » sont des migrants qui résident dans la région (l'Océanie) mais sont nés dans une autre région (par exemple l'Europe ou l'Asie). Les « migrants à l'intérieur de l'Océanie » sont des migrants nés en Océanie qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les « migrants en provenance de l'Océanie » sont des personnes nées en Océanie qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Amérique du Nord).

La grande majorité des migrants internationaux en Océanie vivent soit en Australie, soit en Nouvelle-Zélande (figure 37). La plupart des pays de la région ont des profils migratoires asymétriques, et sont soit d'importants pays d'origine nets, soit d'importants pays de destination nets. Par exemple, le Samoa et les Fidji comptent un nombre élevé d'émigrants par rapport à leur population autochtone, et une très faible proportion de personnes nées à l'étranger. Leurs émigrants se trouvent principalement en Nouvelle-Zélande et en Australie. Ces deux pays accueillent une importante population née à l'étranger en proportion de leur population totale, à environ 30 % et 29 %, respectivement.

Figure 37. Principaux pays d'Océanie sur le plan des migrations, 2020



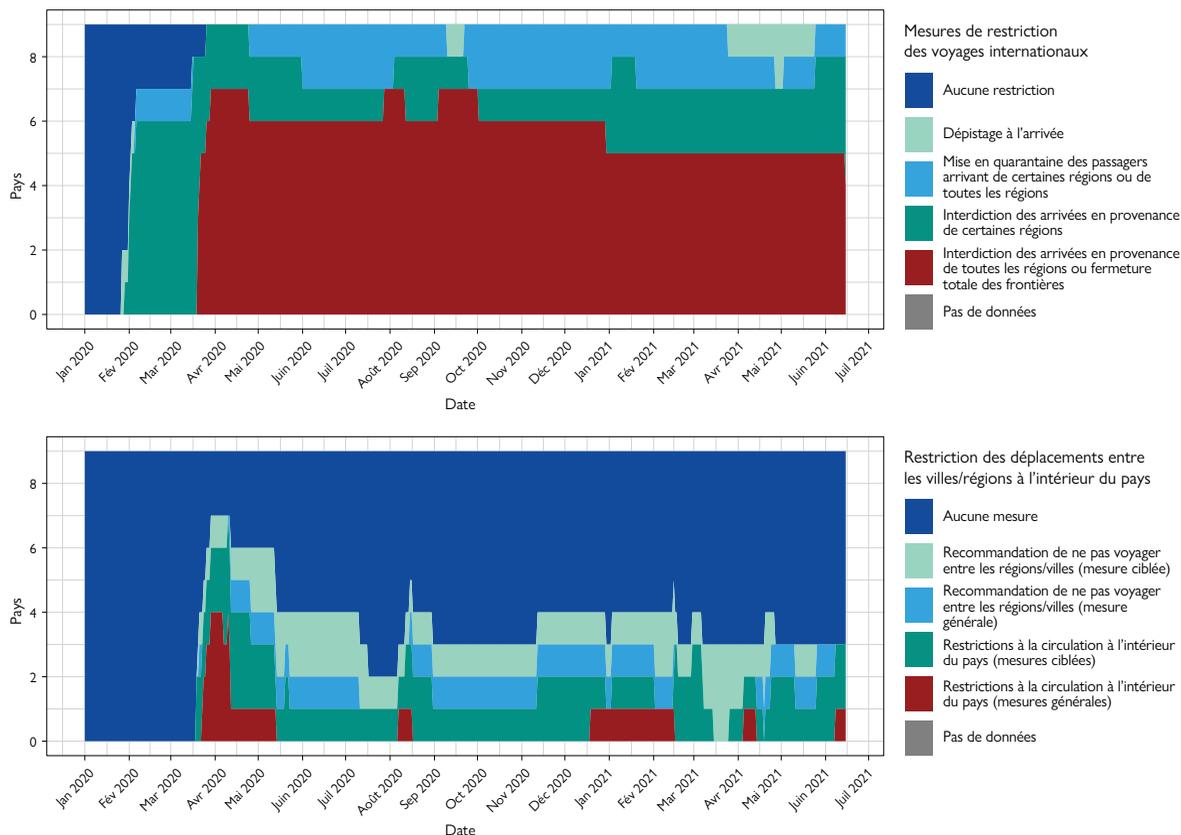
Source : DESA, 2021.

Note 1 : L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage d'immigrants et d'émigrants est fondé sur la population résidente totale dans le pays établie par le DESA, qui comprend les personnes nées à l'étranger.

Note 2 : Le terme «immigrants» fait référence aux migrants nés à l'étranger qui résident dans le pays. Le terme «émigrants» désigne les personnes nées dans le pays qui résidaient hors de leur pays de naissance en 2021.

Plusieurs pays d'Océanie ont mis en place des mesures restreignant les voyages internationaux dès les premières semaines de la pandémie de COVID-19. Des restrictions appliquées aux mouvements internes ont suivi quelques semaines plus tard. Autour d'avril 2020, pratiquement tous les pays de la région avaient imposé une forme ou une autre de restriction aux voyages internationaux (figure 38). À la mi-juin 2020, des mesures telles que le dépistage à l'arrivée et l'obligation de quarantaine étaient toujours en place dans presque tous les pays. Si d'autres restrictions ont légèrement reculé, telles que l'interdiction des arrivées en provenance de certaines régions et la fermeture totale des frontières, elles étaient toutefois toujours en vigueur dans plusieurs pays de la région. Cette situation contraste avec celle de régions comme l'Afrique, l'Asie et l'Europe, où la plupart des pays ont levé les restrictions, comme la fermeture totale des frontières. Quant aux restrictions applicables aux mouvements internes, qui avaient atteint un pic dans les premiers mois de la pandémie, elles ont été assouplies au fil du temps, mais restent en place dans certains pays de la région.

Figure 38. Restrictions de voyage liées à la COVID-19 en Océanie : mesures internationales et nationales, janvier 2020 à juin 2021

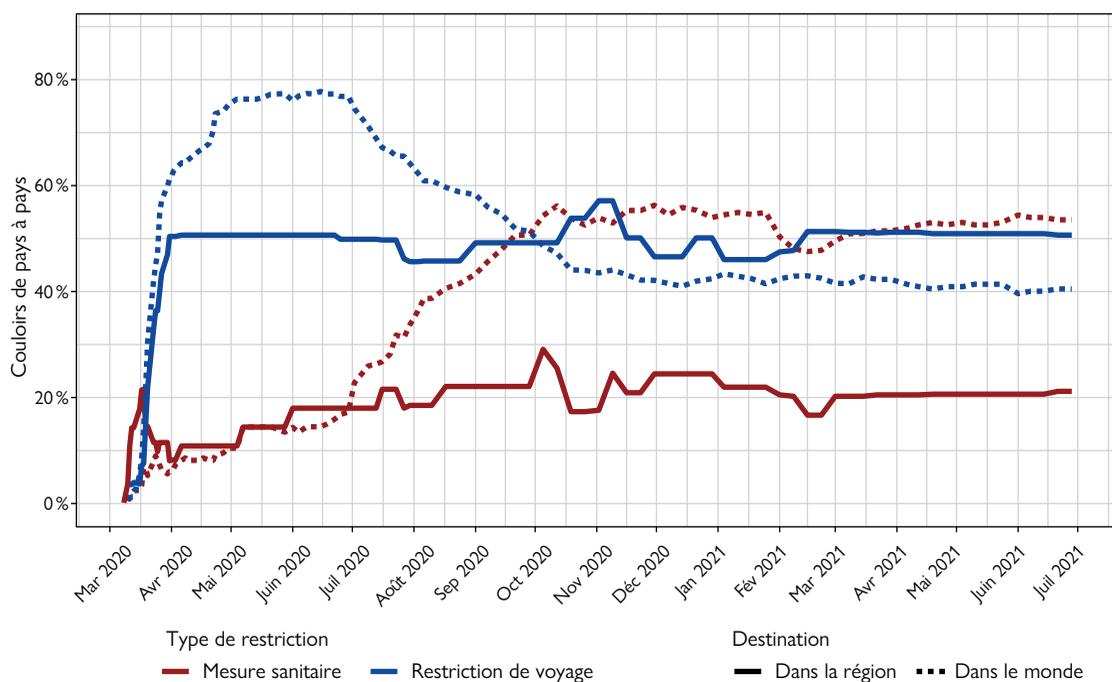


Source : Hale et al., 2021.

Notes : La présente figure utilise les catégories définies par l'outil de traçage Oxford Government Response Tracker, qui s'intéresse uniquement aux mesures de restriction mises en œuvre dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19; par conséquent, ces catégories ne tiennent pas compte des autres mesures de restriction de voyage qui peuvent coexister, telles que celles qui limitent la délivrance de visas, les départs ou les sorties et la circulation sur le territoire national, ainsi que les mesures d'interdiction d'entrée visant les ressortissants de certains pays.

La majorité des pays d'Océanie ont rapidement imposé des restrictions de voyage, mais les mesures sanitaires ont augmenté beaucoup plus progressivement au cours des premiers mois de la pandémie (voir la figure 39). À la mi-2020, comme l'illustre la figure ci-dessous, environ 80 % des couloirs (mondiaux) en Océanie étaient soumis à une forme ou une autre de restriction de voyage. Cette dynamique a évolué au fil du temps, car les mesures sanitaires, en particulier celles visant des pays extérieurs à la région, ont augmenté et ont même dépassé les restrictions de voyage pendant certaines périodes. Il est à noter que, contrairement à d'autres régions (sauf l'Asie), les mesures sanitaires intrarégionales étaient relativement faibles (moins de 30 % des couloirs) en juin 2021. En outre, l'Océanie et l'Asie sont également les seules régions où, d'une manière générale, les restrictions de voyage à l'intérieur de la région (tant nationales qu'internationales) étaient plus importantes que les mesures sanitaires à la mi-2021.

Figure 39. Mesures de restriction des voyages internationaux liées à la COVID-19 en Océanie : mars 2020 à juin 2021

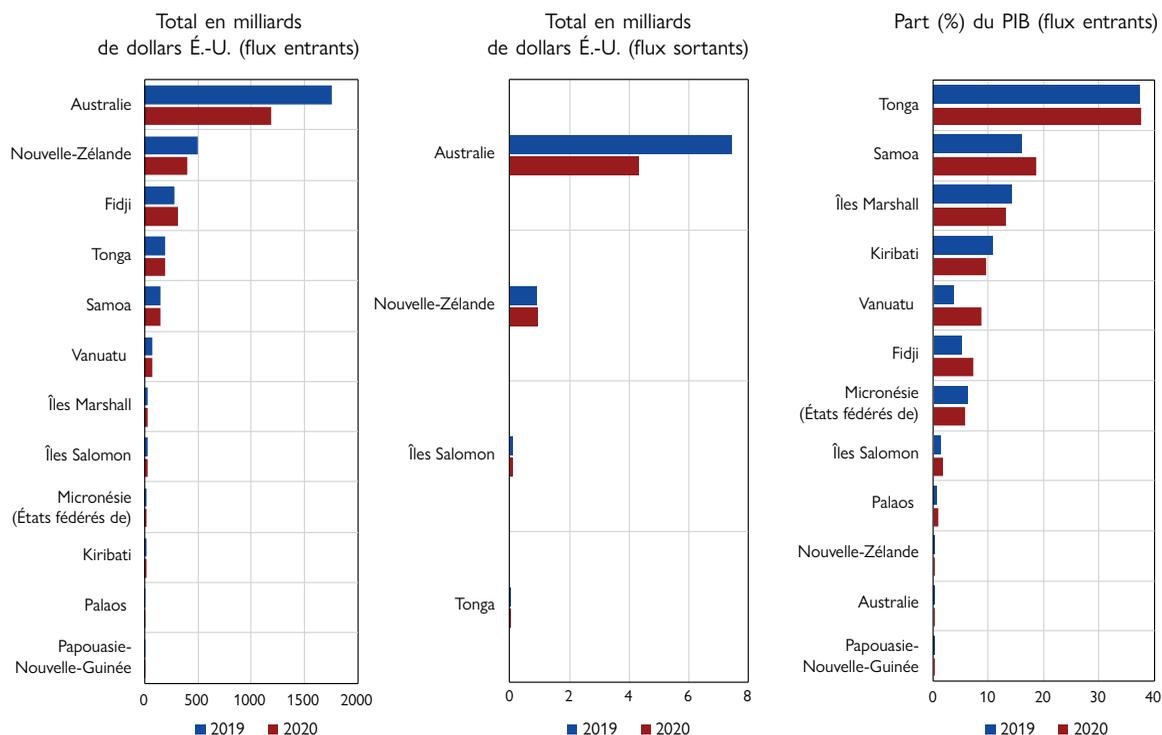


Source : OIM, 2021a.

Notes : Les mesures sanitaires comprennent le dépistage et la surveillance des cas, les tests/certificats médicaux et les mesures de quarantaine. Les restrictions de voyage comprennent les restrictions applicables aux passagers sur la base de la nationalité ou de la provenance géographique. Pour plus d'informations méthodologiques, voir la page de la Matrice de suivi des déplacements consacrée aux restrictions à la mobilité.

L'Australie a bénéficié des rapatriements de fonds internationaux les plus élevés de la région en 2020, suivie par la Nouvelle-Zélande et les Fidji. Les flux rapatriés vers l'Océanie ont, dans l'ensemble, reculé d'environ 15 % en 2020, tandis que les plus grandes économies de la région, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, enregistraient une chute de 32 % et 20 %, respectivement. Parmi les principaux bénéficiaires en pourcentage du PIB en 2020 figurent plusieurs petites économies telles que les Tonga, le Samoa et les Îles Marshall. Si l'Australie a été le principal bénéficiaire des fonds rapatriés en Océanie, elle en a aussi été la principale source en 2019 et en 2020. Les flux sortants de ce pays ont dépassé les 4 milliards de dollars É.-U. en 2020, bien que ce chiffre soit en baisse par rapport aux plus de 7 milliards de dollars de 2019.

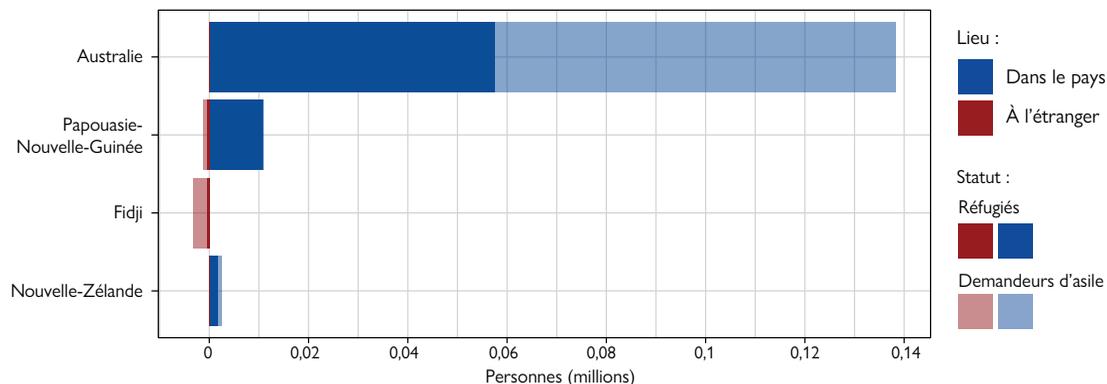
Figure 40. Principaux pays bénéficiaires et sources des rapatriements de fonds internationaux en Océanie, 2019 et 2020



Source : Banque mondiale, 2021.

En 2020, plus de 150 000 réfugiés et demandeurs d'asile se trouvaient en Océanie. L'Australie était le plus grand pays d'accueil de la région, devant la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Zélande (figure 41). Les réfugiés étaient originaires de divers pays, dont l'Afghanistan, l'Indonésie, la République islamique d'Iran et l'Iraq.

Figure 41. Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile à l'intérieur et en provenance des pays d'Océanie, 2020

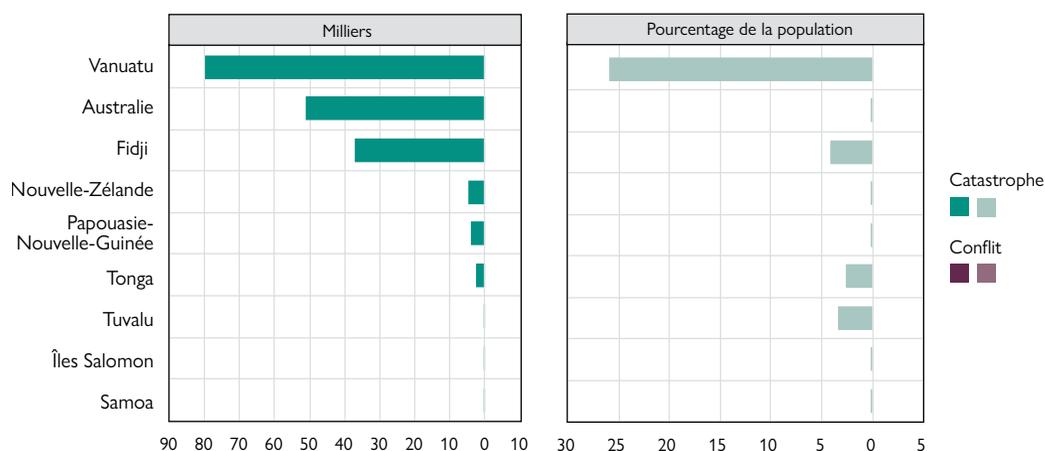


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie « dans le pays » désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie « à l'étranger » désigne les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2020, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

La plupart des déplacements internes survenus en Océanie en 2020 ont été provoqués par des catastrophes, et non par des conflits. Vanuatu a enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes (80 000), en grande partie à la suite du cyclone Harold (figure 42). Cette tempête de catégorie 5 a touché en 2020 près d'un quart de la population du pays. D'autres déplacements internes à grande échelle liés à des catastrophes ont été enregistrés en Australie (51 000), aux Fidji (37 000) et en Nouvelle-Zélande (près de 5 000). En Australie, il s'agissait en grande partie d'évacuations préventives en raison de la saison d'intenses feux de brousse entre juillet 2019 et février 2020. Ces incendies ont détruit plus de 3 000 maisons et environ 17 millions d'hectares de terres, touchant fortement les États du sud-est de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud³⁹².

Figure 42. Principaux pays d'Océanie sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophe et conflit), 2020



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2021.

Notes : Le terme « nouveaux déplacements » désigne le nombre de déplacements survenus en 2020, et non la population cumulée totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année. L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Océanie³⁹³

La pandémie de Covid-19 a engendré des difficultés économiques en Océanie en raison de l'immobilité de la main-d'œuvre et d'importantes perturbations dans des secteurs clés tels que le tourisme, l'hôtellerie et le commerce. Les gouvernements de la région ont mis en œuvre une série de mesures de protection de la santé publique afin de freiner la transmission de la COVID-19, et ont réussi à minimiser le nombre de cas. Cependant, ces actions préventives, qui comprenaient des restrictions de voyage, la fermeture des frontières, la suspension des vols et des mesures de quarantaine, ont eu un impact négatif sur les migrants travaillant dans des secteurs clés. Plus particulièrement, les travailleurs migrants à l'intérieur de la région ont été confrontés à des difficultés de taille. Par exemple, ceux originaires des îles du Pacifique qui participaient à des programmes de travail saisonnier en Australie et en Nouvelle-Zélande ne savaient plus à quoi s'en tenir. En effet, certains migrants des Tonga, des Fidji, des Tuvalu et de Vanuatu n'ont pas pu partir pour exercer l'emploi qui leur avait été assigné, et ceux qui étaient déjà employés à l'étranger ont dû négocier la poursuite de leur travail avec leur employeur ou trouver un autre emploi³⁹⁴. D'autres participants au programme de travail saisonnier ont eu du mal à rentrer chez eux et à trouver un emploi après leur contrat initial³⁹⁵. Un autre secteur dévasté par la pandémie a été celui du tourisme et de l'hôtellerie, qui est une source importante de revenus pour les îles du Pacifique. Par exemple, le tourisme est le secteur le plus important aux Fidji, et la récession devrait avoir un impact d'environ 38 % sur son PIB³⁹⁶. En raison des difficultés économiques, les flux de rapatriements de fonds sont une source de préoccupation pour les pays insulaires du Pacifique qui en sont fortement tributaires. Alors que les mesures de confinement se sont traduites par un accès réduit aux services en espèces, les banques centrales ont signalé une utilisation accrue des plateformes numériques³⁹⁷; par exemple, la Bank of Fiji a signalé une augmentation générale de 68 %, passant de 2,75 millions de dollars fidjiens en mars 2020 à 4,62 millions fidjiens en avril 2020³⁹⁸.

Les dispositifs de migration de main-d'œuvre saisonnière continuent de faciliter l'émigration au départ des pays insulaires du Pacifique vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le programme pour les travailleurs saisonniers et le programme d'emploi pour le Pacifique en Australie, ainsi que le programme relatif aux employeurs saisonniers reconnus en Nouvelle-Zélande recrutent des migrants principalement originaires du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est pour occuper des emplois dans l'agriculture et l'hébergement (en Australie), et l'horticulture et la viticulture (en Nouvelle-Zélande)³⁹⁹. L'émigration depuis les pays insulaires du Pacifique vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande est importante en raison de la taille relativement réduite des populations et du rythme auquel la participation à ces programmes a augmenté, en particulier en Australie, où il n'y a pas de plafond⁴⁰⁰. La majorité des personnes qui participent à ces programmes de travailleurs migrants saisonniers sont originaires de Vanuatu et des Tonga. Par exemple, on estime que 13 % de la population tongane âgée de 20 à 45 ans a émigré pour travailler en Australie et en Nouvelle-Zélande en 2018⁴⁰¹. Une évaluation des programmes de travailleurs saisonniers montre que si les possibilités économiques offertes aux migrants des pays insulaires du Pacifique environnants stimulent la participation, le départ des migrants peut avoir une incidence sur la croissance de la population et sur les systèmes sociaux traditionnels, et faire supporter des coûts d'opportunité à la production locale dans ces régions⁴⁰². En outre, la grande majorité des travailleurs sont des hommes⁴⁰³. En Australie, par exemple, seulement 14,6 % des participants de la cohorte 2017-2018 étaient des femmes⁴⁰⁴. Au regard de l'égalité entre les sexes, cette situation est préoccupante car les femmes doivent effectuer des travaux non rémunérés dans leur foyer en l'absence des hommes, et peuvent manquer l'occasion d'acquérir une expérience professionnelle et un gain financier⁴⁰⁵.

Les changements environnementaux et les aléas naturels jouent un rôle important dans la mobilité et les déplacements dans la région. La région du Pacifique est sujette aux catastrophes, avec une grande vulnérabilité aux tremblements de terre, aux inondations, aux feux de forêt et aux sécheresses. L'intensité et la fréquence de ces

phénomènes sont préoccupantes, comme l'illustrent les feux de brousse qui ont dévasté l'Australie de juillet 2019 à février 2020, brûlant 17 millions d'hectares de terres⁴⁰⁶. Cette catastrophe historique a causé 65 000 nouveaux déplacements, principalement lors d'évacuations préventives⁴⁰⁷. Les aléas naturels et les déplacements peuvent être plus graves selon la taille de la population, comme les éruptions volcaniques en Papouasie-Nouvelle-Guinée en juin 2019, qui ont provoqué environ 20 000 déplacements⁴⁰⁸, ou le cyclone Harold, qui a frappé Vanuatu en avril 2020 et entraîné le déplacement de quelque 80 000 personnes, soit environ un quart de la population⁴⁰⁹. Les changements environnementaux et les aléas naturels placent les individus et les communautés face à diverses décisions en matière de mobilité⁴¹⁰. Les stratégies de survie et d'adaptation, ainsi que les ressources et les réseaux sociaux, peuvent influencer les décisions de rester dans des environnements à haut risque⁴¹¹. Les décisions de migrer en raison des changements environnementaux continueront d'influer sur l'évolution démographique de la région.

Les demandeurs d'asile et les réfugiés sont une caractéristique importante de la région. Les trois principaux pays accueillant des demandeurs d'asile et des réfugiés sont l'Australie (138 000), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (11 000) et la Nouvelle-Zélande (2 500)⁴¹². Au cours des dix dernières années, environ 11 % de tous les réfugiés réinstallés ont été accueillis en Australie⁴¹³. Le nombre de places au titre du programme humanitaire australien est passé à 18 762 en 2018/2019⁴¹⁴. En 2019/2020, le pays a fourni 13 170 places au titre de ce programme sur le total de 18 750 places allouées pour l'année considérée⁴¹⁵. Le programme n'a pas été entièrement exécuté parce que l'octroi de tous les visas humanitaires extraterritoriaux a été temporairement suspendu en mars 2020 en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19⁴¹⁶. Dans son budget annuel pour 2020/2021, le Gouvernement australien a réduit de 5 000 le nombre de places humanitaires, revenant au niveau d'avant 2017 (13 750 places par an)⁴¹⁷. On a estimé qu'en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19, quelque 10 000 personnes ayant obtenu un visa humanitaire à l'étranger se trouveraient en juillet 2021 dans des centres extraterritoriaux sans pouvoir entrer en Australie à cause du maintien d'importantes restrictions de voyage internationales⁴¹⁸. Le budget fédéral suivant (2021/2022) a confirmé que le nombre de places du programme serait maintenu à 13 750 pendant plusieurs années⁴¹⁹. En mai 2021, il restait un peu plus de 230 personnes à l'étranger (environ 100 à Nauru et 130 en Papouasie-Nouvelle-Guinée), dont beaucoup avaient été transférées au départ de l'Australie plus de sept ans auparavant⁴²⁰. Globalement, on estime que l'Australie a alloué environ 8,3 milliards de dollars australiens au traitement extraterritorial de quelque 4 000 demandes d'asile entre 2012 et 2020⁴²¹.

Appendice A

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies : Régions et sous-régions

Ce tableau reprend les régions et sous-régions géographiques du DESA et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM.

| Afrique | | | | |
|-------------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------------------------|
| Afrique de l'Est ^a | Afrique moyenne ^b | Afrique du Nord | Afrique australe ^c | Afrique de l'Ouest ^d |
| Burundi | Angola | Algérie | Afrique du Sud | Bénin |
| Comores | Cameroun | Égypte | Botswana | Burkina Faso |
| Djibouti | Congo | Libye | Eswatini | Cabo Verde |
| Érythrée | Gabon | Maroc | Lesotho | Côte d'Ivoire |
| Éthiopie | Guinée équatoriale | Soudan | Namibie | Gambie |
| Kenya | République centrafricaine | Tunisie | | Ghana |
| Madagascar | République démocratique du Congo | | | Guinée |
| Malawi | Sao Tomé-et-Principe | | | Guinée-Bissau |
| Maurice | Tchad | | | Libéria |
| Mayotte | | | | Mali |
| Mozambique | | | | Mauritanie |
| Ouganda | | | | Niger |
| République-Unie de Tanzanie | | | | Nigéria |
| Réunion | | | | Sainte-Hélène |
| Rwanda | | | | Sénégal |
| Seychelles | | | | Sierra Leone |
| Somalie | | | | Togo |
| Soudan du Sud | | | | |
| Zambie | | | | |
| Zimbabwe | | | | |

a L'Afrique de l'Est a été fusionnée avec la sous-région Afrique australe dans ce chapitre, bien que les pays/territoires/zones y figurant restent les mêmes.

b Cette sous-région a été renommée « Afrique centrale » dans ce chapitre et fusionnée avec l'Afrique de l'Ouest.

c Cette sous-région a été fusionnée avec l'Afrique de l'Est.

d Cette sous-région a été fusionnée avec l'Afrique centrale (Afrique moyenne, pour le DESA) dans ce chapitre.

| Asie | | | | |
|---------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Asie centrale | Asie de l'Est | Asie du Sud-Est | Asie du Sud | Asie de l'Ouest ^e |
| Kazakhstan | Chine | Brunéi Darussalam | Afghanistan | Arabie saoudite |
| Kirghizistan | Chine, Région administrative spéciale de Hong Kong | Cambodge | Bangladesh | Arménie |
| Ouzbékistan | Chine, Région administrative spéciale de Macao | Indonésie | Bhoutan | Azerbaïdjan |
| Tadjikistan | Japon | Malaisie | Inde | Bahreïn |
| Turkménistan | Mongolie | Myanmar | Iran (République islamique d') | Chypre |
| | République de Corée | Philippines | Maldives | Émirats arabes unis |
| | République populaire démocratique de Corée | République démocratique populaire lao | Népal | Géorgie |
| | | Singapour | Pakistan | Iraq |
| | | Thaïlande | Sri Lanka | Israël |
| | | Timor-Leste | | Jordanie |
| | | Viet Nam | | Koweït |
| | | | | Liban |
| | | | | Oman |
| | | | | Qatar |
| | | | | République arabe syrienne |
| | | | | Turquie |
| | | | | Yémen |

e Cette région a été renommée « Moyen-Orient ».

| Europe ^f | | | |
|------------------------------|---|--------------------|-------------------|
| Europe de l'Est ^g | Europe du Nord | Europe du Sud | Europe de l'Ouest |
| Bélarus | Danemark | Albanie | Allemagne |
| Bulgarie | Estonie | Andorre | Autriche |
| Fédération de Russie | Finlande | Bosnie-Herzégovine | Belgique |
| Hongrie | Îles Anglo-Normandes | Croatie | France |
| Pologne | Île de Man | Espagne | Liechtenstein |
| République de Moldova | Îles Féroé | Gibraltar | Luxembourg |
| Roumanie | Irlande | Grèce | Monaco |
| Slovaquie | Islande | Italie | Pays-Bas |
| Tchéquie | Lettonie | Macédoine du Nord | Suisse |
| Ukraine | Lituanie | Malte | |
| | Norvège | Monténégro | |
| | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Portugal | |
| | Suède | Saint-Marin | |
| | | Saint-Siège | |
| | | Serbie | |
| | | Slovénie | |

f Dans le chapitre 3, certains pays de cette sous-région, en particulier les pays membres de l'Union européenne, ont pu être inclus à la fois dans l'analyse de l'Europe du Sud-Est et de l'Est et dans celle de la sous-région Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud.

g L'Europe du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Europe du Sud sont fusionnées dans ce chapitre, à l'exclusion des pays suivants d'Europe du Sud : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie, qui ont été inclus dans la section du chapitre consacrée à la sous-région Europe du Sud-Est et de l'Est.

| Amérique latine et Caraïbes | | |
|------------------------------------|--------------------------------|--|
| Caraïbes | Amérique centrale ^h | Amérique du Sud |
| Anguilla | Belize | Argentine |
| Antigua-et-Barbuda | Costa Rica | Bolivie (État plurinational de) |
| Aruba | El Salvador | Brésil |
| Bahamas | Guatemala | Chili |
| Barbade | Honduras | Colombie |
| Bonaire, Saint-Eustache et Saba | Mexique | Équateur |
| Cuba | Nicaragua | Guyana |
| Curaçao | Panama | Guyane française |
| Dominique | | Îles Falkland (Malvinas) |
| Grenade | | Paraguay |
| Guadeloupe | | Pérou |
| Haïti | | Suriname |
| Îles Caïmanes | | Uruguay |
| Îles Turques et Caïques | | Venezuela (République bolivarienne du) |
| Îles Vierges américaines | | |
| Îles Vierges britanniques | | |
| Jamaïque | | |
| Martinique | | |
| Montserrat | | |
| Porto Rico | | |
| République dominicaine | | |
| Sainte-Lucie | | |
| Saint-Kitts-et-Nevis | | |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | | |
| Sint Maarten (partie néerlandaise) | | |
| Trinité-et-Tobago | | |

^h La sous-région «Amérique centrale» a été fusionnée avec le Mexique et les Caraïbes dans ce chapitre.

| Amérique du Nord |
|--------------------------|
| Bermudes |
| Canada |
| États-Unis d'Amérique |
| Groenland |
| Saint-Pierre-et-Miquelon |

| Océanie | | | |
|-------------------------------|---------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| Australie et Nouvelle-Zélande | Mélanésie | Micronésie | Polynésie |
| Australie | Fidji | Guam | Îles Cook |
| Nouvelle-Zélande | Îles Salomon | Îles Mariannes septentrionales | Îles Wallis-et-Futuna |
| | Nouvelle-Calédonie | Îles Marshall | Nioué |
| | Papouasie-Nouvelle-Guinée | Kiribati | Polynésie française |
| | Vanuatu | Micronésie (États fédérés de) | Samoa |
| | | Nauru | Samoa américaines |
| | | Palaos | Tokélaou |
| | | | Tonga |
| | | | Tuvalu |

Légende :

| Région |
|--|
| Sous-région ⁱ |
| Pays/territoire/zone ^{ii,iii} |

Note : Pour des notes explicatives ou relatives à la méthodologie, voir International Migrant Stock 2020 : Documentation, disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/undesa_pd_2020_international_migrant_stock_documentation.pdf.

- i Les noms des sous-régions utilisés dans ce chapitre ainsi que les pays/territoires/zones inclus dans ces sous-régions peuvent différer de ceux utilisés par la Division de statistique du DESA.
- ii Les noms de pays ou de zones sont présentés sous la forme courte utilisée dans les opérations quotidiennes des Nations Unies et ne correspondent pas nécessairement aux noms officiels employés dans les documents officiels. Ces noms sont tirés de la base de données terminologique des Nations Unies (UNTERM), consultable à l'adresse <https://unterm.un.org/UNTERM/portal/welcome>. Les appellations employées sur ce site et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies [ou de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)] aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Pour plus d'informations, voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>.
- iii Les entités mentionnées dans ce tableau comprennent des pays ainsi que des territoires, des zones et des régions administratives spéciales. Ce tableau est également utilisé dans le chapitre 2. Il n'entend pas être exhaustif.

Notes en fin de texte

- 1 Tout a été mis en œuvre en vue de garantir l'exactitude des données citées dans le présent chapitre, notamment en les vérifiant. Cependant, il n'est pas à exclure que des erreurs aient pu passer inaperçues.
- 2 Les sous-régions sont, dans une large mesure, déterminées par les dynamiques migratoires et, de ce fait, peuvent différer de celles du DESA. Pour plus d'informations, voir l'appendice A.
- 3 Voir l'appendice A pour la composition de l'Afrique.
- 4 Voir l'appendice A pour la composition de l'Afrique.
- 5 OIM, s.d.a.; OIM, 2021b; Eyebiyi, 2020.
- 6 Teye, 2020.
- 7 Hamadou, 2020.
- 8 OIM, 2020a.
- 9 Schöfberger et Rango, 2020.
- 10 Union africaine, 2020a; Eyebiyi, 2020.
- 11 Litzkow, 2020 ; Schöfberger et Rango, 2020.
- 12 Le Coz et Hooper, 2021 ; OIM, 2021c.
- 13 OIM, 2021d ; CICR, 2020.
- 14 Muggah, 2021.
- 15 IDMC, 2021.
- 16 OCHA, 2020.
- 17 IDMC, 2021.
- 18 Muggah, 2021.
- 19 Nations Unies, 2020.
- 20 Frimpong, 2020.
- 21 *Ibid.*
- 22 Blake, 2020.
- 23 ICG, 2020.
- 24 CICR, 2021 ; IDMC, 2020.
- 25 Bisong, 2019 ; OIM, 2020b.
- 26 OIT, 2020.
- 27 OIM, 2020b.
- 28 OIT, 2020.
- 29 Tyszler, 2019 ; OIT 2020.
- 30 OIM, 2021e.
- 31 Okiror, 2020.
- 32 HCR, 2020a ; Guadagno, 2020.
- 33 OIM, 2021e ; Schöfberger et Rango, 2020.
- 34 Abebe et Maunganidze, 2021.
- 35 OIM, 2021f.
- 36 Abebe et Daghar, 2021.
- 37 *Ibid.*
- 38 McAuliffe *et al.*, 2020.
- 39 Zanker et Moyo, 2020.
- 40 Mukumbang *et al.*, 2020.
- 41 Walker *et al.*, 2021a, 2021b.
- 42 Union africaine, 2020a, 2020b.
- 43 Okunade, 2021.
- 44 IGAD, 2021.
- 45 COMESA, 2019.
- 46 OIM, 2020c ; Black, 2020.
- 47 Union africaine, 2020c.
- 48 DESA, 2021.
- 49 OIT, s.d.
- 50 Banque mondiale, 2021.
- 51 *Ibid.*
- 52 *Ibid.*
- 53 Kleinfeld, 2020.
- 54 IDMC, 2021.
- 55 HCR, 2020b ; Mednick, 2021.
- 56 OIM, 2021g ; HCR, 2021a ; Mednick, 2021.
- 57 IDMC, 2021.
- 58 OCHA, 2021a.
- 59 HCR, 2021a.
- 60 *Ibid.*
- 61 *Ibid.*
- 62 *Ibid.*
- 63 *Ibid.*
- 64 HCR, 2021a.
- 65 IDMC, 2021.
- 66 *Ibid.*
- 67 *Ibid.*
- 68 ACAPS, 2021a.
- 69 Blocher et Kileli, 2020.
- 70 HCR, 2021b.
- 71 *Ibid.*
- 72 OCHA, 2021b ; McAuliffe et Bauloz, 2020.
- 73 Schöfberger et Rango, 2020.
- 74 Fargues *et al.*, 2020.
- 75 Réseau des Nations Unies sur les migrations, 2020.
- 76 OIM, 2020d.
- 77 MMC, 2020a ; HCR, 2021c.
- 78 MMC, 2021.
- 79 Idemudia et Boehnke, 2020.
- 80 DESA, 2021.
- 81 *Ibid.*
- 82 *Ibid.*
- 83 Banque mondiale, 2021.
- 84 *Ibid.*
- 85 *Ibid.*
- 86 Dempster et Clemens, 2020 ; Hein, 2021.
- 87 OIM, 2021h.
- 88 ACAPS, 2021b.
- 89 IDMC, 2021.
- 90 OCHA, 2021c.
- 91 HCR, 2021a.
- 92 *Ibid.*
- 93 HCR, 2021a ; IDMC, 2021.
- 94 Knoll et Teevan, 2020.
- 95 HCR, 2020c.
- 96 *Ibid.*
- 97 *Ibid.*
- 98 Commission européenne, 2021a.
- 99 HCR, 2020c.
- 100 Black, 2020 ; MMC, 2020b.
- 101 MMC, 2020b.
- 102 *Ibid.*
- 103 HCR, 2021b.
- 104 *Ibid.*
- 105 Voir l'appendice A pour la composition de l'Asie.
- 106 Voir l'appendice A pour la composition de l'Asie.
- 107 Smith et Zimmer, 2020 ; Babar, 2020 ; Hennebry et KC, 2020.
- 108 Cornwall *et al.*, 2020.
- 109 Slater *et al.*, 2020.
- 110 *Ibid.*
- 111 HCDH, 2020.
- 112 OIM, 2021i.
- 113 Nations Unies, s.d. ; McAuliffe et Bauloz, 2020.

- 114 Banque mondiale, 2021.
 115 HCR, 2021h.
 116 IDMC, 2021.
 117 *Ibid.*
 118 ACAPS, 2020.
 119 *Ibid.*
 120 *Ibid.*
 121 OIM, 2020e; HCR, 2021e.
 122 IDMC, 2021.
 123 *Ibid.*
 124 *Ibid.*
 125 HCR, 2021a.
 126 *Ibid.*
 127 *Ibid.*
 128 *Ibid.*
 129 *Ibid.*
 130 PNUD, 2020.
 131 Banque mondiale, 2021.
 132 *Ibid.*
 133 OCDE, 2020a.
 134 *Ibid.*
 135 IDMC, 2021.
 136 CAREC, 2020.
 137 *Ibid.*; FICR, 2020.
 138 DESA, 2021.
 139 *Ibid.*
 140 *Ibid.*
 141 *Ibid.*
 142 Madiyev, 2021.
 143 King et Dudina, 2019.
 144 DESA, 2021.
 145 *Ibid.*
 146 DESA, 2021.
 147 Hofmann et Chi, 2021.
 148 Lemon, 2019.
 149 Wang *et al.*, 2021.
 150 *Ibid.*
 151 ERD Net, 2020; Jin, 2021; Lee *et al.*, 2021; Li, 2020.
 152 Shakuto et Baldari, 2020.
 153 ADBI *et al.*, 2021.
 154 DESA, 2021.
 155 Banque mondiale, 2021.
 156 *Ibid.*; DESA, 2021.
 157 IIE, 2020.
 158 *Ibid.*
 159 République de Corée, Ministère de l'éducation, s.d.; JASSO, s.d.
 160 Qi, 2021.
 161 Cai, 2020.
 162 Yonhap, 2020; République de Corée, Ministère de l'éducation, s.d.
 163 IDMC, 2021.
 164 *Ibid.*
 165 *Ibid.*
 166 *Ibid.*
 167 Zhao, 2020.
 168 Guo *et al.*, 2020.
 169 IDMC, 2021.
 170 OIT, 2021.
 171 ADBI *et al.*, 2021.
 172 İçduygu, 2020.
 173 ABDI *et al.*, 2021.
 174 *Ibid.*
 175 Ghoshal et Jadhav, 2020.
 176 ADBI *et al.*, 2021.
 177 IDMC, 2021.
 178 NUS, 2020.
 179 IDMC, 2021.
 180 *Ibid.*
 181 Karim, 2021.
 182 DESA, 2021.
 183 Banque mondiale, 2021.
 184 *Ibid.*
 185 *Ibid.*
 186 *Ibid.*
 187 HCR, 2021a.
 188 *Ibid.*
 189 IDMC, 2021.
 190 ICG, 2021.
 191 Nations Unies, 2021a.
 192 Hossaini et Latifi, 2021.
 193 HCR, 2021a.
 194 *Ibid.*
 195 OMS, 2021b.
 196 *Ibid.*
 197 Vandergeest *et al.*, 2021.
 198 OIM, 2021j.
 199 OIM, 2020f.
 200 Ortiga, 2020; Lema et Baldwin, 2020.
 201 ADBI *et al.*, 2021.
 202 HCR, 2021a.
 203 Nations Unies, 2021b.
 204 IDMC, 2021.
 205 HCR, 2021a.
 206 *Ibid.*
 207 HCDH, 2021.
 208 IDMC, 2021.
 209 *Ibid.*
 210 *Ibid.*
 211 *Ibid.*
 212 Banque mondiale, 2021.
 213 *Ibid.*
 214 *Ibid.*
 215 CESAP, 2020.
 216 *Ibid.*
 217 *Ibid.*
 218 *Ibid.*
 219 OIM, s.d.b.
 220 *Ibid.*
 221 Voir l'appendice A pour la composition de l'Europe.
 222 IDMC, 2021.
 223 Voir l'appendice A pour la composition de l'Europe.
 224 HCR, 2020d.
 225 *Ibid.*
 226 Vallianatou *et al.*, 2021.
 227 Šantić et Antić, 2020; OMS, 2021a; OMS, 2021b.
 228 Georgiev, 2020; Oruc *et al.*, 2020.
 229 Georgiev, 2020.
 230 *The Economist*, 2021.
 231 DESA, 2021.
 232 *Ibid.*
 233 *Ibid.*
 234 *Ibid.*
 235 Banque mondiale, 2021.
 236 *Ibid.*
 237 IDMC, 2020.

- 238 *Ibid.*
 239 OCHA, 2021d.
 240 OIM, 2020g.
 241 HCR, 2021a.
 242 Prtorić, 2020 ; Oruc *et al.*, 2020.
 243 OIM, 2021k.
 244 *Ibid.*
 245 Marusic, 2020.
 246 *Al Jazeera*, 2021a.
 247 OIM, 2020h.
 248 OIM, 2020i.
 249 Carter, 2020.
 250 Kaur-Ballagan et Mortimore, 2017.
 251 Wanner et Wisniak, 2020.
 252 Commission européenne, 2021b.
 253 Chetail, 2020.
 254 Conseil européen sur les réfugiés et les exilés, 2020.
 255 Petroni, 2020.
 256 Fanjul et Dempster, 2020 ; Commission européenne, 2021c ; Sköld, 2021.
 257 Kirişci *et al.*, 2020.
 258 Tagaris, 2021.
 259 Frontex, 2021 ; OIM, 2021l.
 260 BBC, 2021a.
 261 BBC, 2021b.
 262 HCR, 2021f.
 263 Skydsgaard, 2021.
 264 HCR, 2021f.
 265 HCR, s.d.b.
 266 HCR, 2021g.
 267 Reuters, 2021.
 268 Farzan, 2021.
 269 IDMC, 2021.
 270 *Ibid.*
 271 Reuters, 2020.
 272 IDMC, 2021.
 273 *Ibid.*
 274 Commission européenne, 2021d.
 275 OIM, 2021m.
 276 *Ibid.*
 277 Frontex, 2021.
 278 OCDE, 2020b.
 279 *Ibid.*
 280 *Ibid.*
 281 Foley et Piper, 2020.
 282 Voir l'appendice A pour la composition de l'Amérique latine et des Caraïbes.
 283 UNICEF, 2020.
 284 R4V, 2021a.
 285 OIT et PNUD, 2021 ; R4V, 2021a.
 286 R4V, 2021a.
 287 *Ibid.*
 288 Banque mondiale, 2021.
 289 Voir l'appendice A pour la composition de l'Amérique latine et des Caraïbes.
 290 Ernst, 2020.
 291 *Ibid.*
 292 MSF, 2021 ; McAuliffe *et al.*, 2017.
 293 OIM, 2020j.
 294 Manzi, s.d. ; Bojorquez *et al.*, 2021 ; HCR, 2021a.
 295 Teran, 2020.
 296 CEPALC, 2020 ; Escobar, 2021.
 297 Angelo, 2021 ; IDMC, 2020 ; Call, 2021.
 298 HCR, 2021a.
 299 *Ibid.*
 300 Astles, s.d. ; Menchu et Palencia, 2021.
 301 MMC, 2020c ; Meyer, 2021.
 302 Meyer, 2021.
 303 MMC, 2020c ; Astles, s.d.
 304 Astles, s.d.
 305 *Ibid.*
 306 MMC, 2020c.
 307 DESA, 2021.
 308 *Ibid.*
 309 R4V, 2021a.
 310 *Ibid.*
 311 Amaral, 2021.
 312 *Ibid.*
 313 *Ibid.*
 314 IDMC, 2021.
 315 *Ibid.*
 316 Abeldano Zuñiga et Garrido, 2020.
 317 Watkins et Garcia Salinas, 2020.
 318 Escribano, 2020 ; Gouvernement de la République du Guatemala, 2018.
 319 Gouvernement du Mexique, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, 2020.
 320 Gideon, 2020.
 321 OIM, 2020k.
 322 Taylor, 2020.
 323 OIM, 2020k.
 324 Espinoza *et al.*, 2020.
 325 *Ibid.*
 326 Freier et Espinoza, 2021.
 327 Diaz *et al.*, 2021.
 328 R4V, 2020.
 329 OIM, 2020l.
 330 Chaves-González et Echeverría-Estrada, 2020.
 331 R4V, 2020.
 332 *Ibid.*
 333 R4V, 2021a.
 334 *Ibid.*
 335 *Ibid.*
 336 DESA, 2021.
 337 R4V, 2021b ; Chaves-González et Echeverría-Estrada, 2020.
 338 Cerrutti, 2020.
 339 OIM, 2020m.
 340 *Ibid.*
 341 *Ibid.*
 342 Cerrutti, 2020.
 343 *Ibid.*
 344 OIM, 2021n.
 345 OIM, 2020m ; Cerrutti, 2020.
 346 Cerrutti, 2020.
 347 IDMC, 2021.
 348 *Al Jazeera*, 2021b.
 349 IDMC, 2020.
 350 IDMC, 2021.
 351 Voir l'appendice A pour la composition de l'Amérique du Nord.
 352 IDMC, 2021.
 353 Voir l'appendice A pour la composition de l'Amérique du Nord.
 354 Loweree *et al.*, 2020.
 355 IRCC, s.d.
 356 Département d'État des États-Unis, 2021.

- 357 Triandafyllidou et Nalbandian, 2020. Les travailleurs jugés « essentiels » ont été exemptés de restrictions de voyage vers le Canada (McCarthy Tétrault, 2021) et les États-Unis (Département de la sécurité intérieure des États-Unis, 2020).
- 358 OCDE, 2020c; Gelatt, 2020.
- 359 OCDE, 2020c.
- 360 Gelatt, 2020.
- 361 Statistique Canada, 2020.
- 362 Monin *et al.*, 2021.
- 363 Département de la sécurité intérieure des États-Unis, 2020.
- 364 Gouvernement du Canada, 2020.
- 365 Batalova *et al.*, 2021.
- 366 *Ibid.*
- 367 *Ibid.*
- 368 El-Assal et Thevenot, 2020.
- 369 Gouvernement du Canada, 2020.
- 370 Thevenot, 2020.
- 371 Conference Board du Canada, 2021.
- 372 *Ibid.*
- 373 El-Assal et Thevenot, 2020.
- 374 El-Assal et Taylor, 2019.
- 375 El-Assal, 2019.
- 376 Chishti et Capps, 2021.
- 377 *Ibid.*
- 378 Chishti et Bolter, 2020.
- 379 Chishti et Pierce, 2021.
- 380 Le décret présidentiel 13769 a imposé des restrictions draconiennes pour les voyages aux États-Unis des citoyens d'Iran, d'Iraq, de Libye, de Somalie, du Soudan, de Syrie et du Yémen. Voir Chishti *et al.*, 2018.
- 381 Chishti et Pierce, 2021.
- 382 Rodriguez, 2021.
- 383 Direction de la citoyenneté et des services d'immigration des États-Unis, 2021.
- 384 Maison Blanche, 2021.
- 385 Jordan, 2021.
- 386 Warren, 2021.
- 387 Baker, 2021 ; MPI, s.d.; Lopez *et al.*, 2021.
- 388 Warren, 2021.
- 389 Passel et Cohn, 2019.
- 390 *Ibid.*
- 391 Voir l'appendice A pour la composition de l'Océanie.
- 392 IDMC, 2021.
- 393 Voir l'appendice A pour la composition de l'Océanie.
- 394 OIM, 2020n.
- 395 *Ibid.*
- 396 KPMG, 2020.
- 397 OIM, 2020n.
- 398 *Ibid.*
- 399 CESAP, 2020.
- 400 *Ibid.*
- 401 Howes et Orton, 2020.
- 402 OIM, 2017.
- 403 *Ibid.*
- 404 CESAP, 2020.
- 405 OIM, 2017.
- 406 IDMC, 2021.
- 407 *Ibid.*
- 408 IDMC, 2020.
- 409 IDMC, 2021.
- 410 Farbotko, 2020.
- 411 *Ibid.*
- 412 HCR, 2020e.
- 413 *Ibid.*
- 414 Gouvernement australien, Ministère des services sociaux, 2019.
- 415 Gouvernement australien, Ministère de l'Intérieur, 2020.
- 416 *Ibid.*
- 417 Love et Spinks, 2020.
- 418 Refugee Council of Australia, 2021.
- 419 *Ibid.*
- 420 Karlsen, 2016; Refugee Council of Australia, 2021.
- 421 Refugee Council of Australia, 2020.

Références*

- Abebe, T.T. et M. Daghar
 2021 A dangerous road home for Horn of Africa migrants. Institut d'études de sécurité, 25 mai. Disponible à l'adresse <https://issafrica.org/iss-today/a-dangerous-road-home-for-horn-of-africa-migrants>.
- Abebe, T.T. et O.A. Maunganidze
 2021 Implications of COVID-19 on East Africa–EU Partnership on Migration and Forced Displacement. Instituto Affari Internazionali, 2 mars. Disponible à l'adresse www.iai.it/en/pubblicazioni/implications-covid-19-east-africa-eu-partnership-migration-and-forced-displacement.
- Abeldaño Zuñiga, R.A. et J. Fanta Garrido
 2020 Internal displacement due to disasters in Latin America and the Caribbean. In : *Climate Change, Hazards and Adaptation Options* (W. Leal Filho, G. Nagy, M. Borga, P. Chávez Muñoz et A. Magnuszewski, dir. publ.). Climate Change Management Series, Springer, Cham, pp. 389-409. Disponible à l'adresse https://doi.org/10.1007/978-3-030-37425-9_21.
- Al Jazeera*
 2021a Dozens of stranded Syrian refugees rescued off Albanian coast. 9 janvier. Disponible à l'adresse www.aljazeera.com/news/2021/1/9/dozens-of-syrian-migrants-rescued-from-boat-off-albanian-coast.
- 2021b More than 27,000 displaced in Colombia violence this year. 26 avril. Disponible à l'adresse www.aljazeera.com/news/2021/4/26/more-than-27000-displaced-in-colombia-so-far-this-year.
- Amaral, J.
 2021 Regularization initiatives for Venezuelan migrants in the Dominican Republic and Curaçao are step towards inclusion. Migration Policy Institute, juillet. Disponible à l'adresse www.migrationportal.org/insight/regularization-initiatives-venezuelan-migrants-dominican-republic-curacao-step-towards-inclusion/.
- Angelo, P.J.
 2021 Why Central American migrants are arriving at the U.S. border. Council on Foreign Relations, 22 mars. Disponible à l'adresse www.cfr.org/in-brief/why-central-american-migrants-are-arriving-us-border.
- Assessment Capacities Project (ACAPS)
 2020 *Azerbaijan: Pre-existing Situation and Impact of the 2020 Nagorno-Karabakh Conflict*. Genève. Disponible à l'adresse www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20201221_acaps_secondary_data_review_azerbaijan_nagorno-karabakh_conflict.pdf.
- 2021a *Mozambique : Tropical Cyclone Eloise*. Briefing note, 18 février. Disponible à l'adresse www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210217_acaps_briefing_note_mozambique_cyclone_eloise_v2.pdf.
- 2021b Libya. Disponible à l'adresse www.acaps.org/country/libya/crisis/complex-crisis.

* Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de l'élaboration du présent rapport.

- Astles, J.
s.d. Migrant caravans : Explained [blog]. OIM, Bureau régional pour l'Amérique centrale, l'Amérique du Nord et les Caraïbes. Disponible à l'adresse <https://rosanjose.iom.int/site/en/blog/migrant-caravans-explained>.
- Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
2021 IGAD and UNCDF announce agreement to formalize, enhance regional remittance flows. Communiqué de presse, 20 mai. Disponible à l'adresse https://igad.int/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=63&Itemid=.
- Babar, Z.
2020 Zahra Babar on Gulf migrant workers during the pandemic. Center for International and Religious Studies, Université de Georgetown, Qatar, 15 novembre. Disponible à l'adresse <https://cirs.qatar.georgetown.edu/zahra-babar-gulf-migrant-workers-during-pandemic/>.
- Baker, B.
2021 *Estimates of the Unauthorized Immigrant Population Residing in the United States: January 2015-January 2018*. Département de la sécurité du territoire des États-Unis, Washington, D.C.. Disponible à l'adresse www.dhs.gov/sites/default/files/publications/immigration-statistics/Pop_Estimate/UnauthImmigrant/unauthorized_immigrant_population_estimates_2015_-_2018.pdf.
- Banque mondiale
2021 *Resilience COVID-19 crisis through a migration lens: Migration and Development Brief 34*. KNOMAD–Banque mondiale, Washington, D.C.. Disponible à l'adresse www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-34.
- Batalova, J., M. Hanna et C. Levesque
2021 Frequently requested statistics on immigrants and immigration in the United States. Migration Policy Institute, 11 février. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/frequently-requested-statistics-immigrants-and-immigration-united-states-2020#immig-now-historical.
- Bisong, A.
2019 *Assessing Gender Inclusion in the Migration Policies of ECOWAS*. Policy Briefing: Women, Power & Policymaking. Africa Portal, Johannesburg. Disponible à l'adresse https://media.africaportal.org/documents/BisongAssessing_gender_inclusion_in_the_migration_policies_of_ECOWAS.pdf.
- Black, J.
2020 La question des données : le défi de la mesure de la migration irrégulière en Afrique. In : *Rapport sur la migration en Afrique* (A. Adepoju, dir. publ.). OIM, Addis-Abeba. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/rapport-sur-la-migration-en-afrique-remettre-en-question-le-recit>.
- Blake, J.
2020 West Africa Is increasingly vulnerable to terrorist groups. *Foreign Policy*, 4 avril. Disponible à l'adresse <https://foreignpolicy.com/2020/04/04/west-africa-is-increasingly-vulnerable-to-terrorist-groups/>.

Blocher, J.M. et E.O. Kileli

- 2020 In relatively peaceful Tanzania, climate change and migration can spur conflict. Migration Policy Institute, 13 novembre. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/tanzania-climate-change-migration-conflict.

Bojorquez, I., B. Cabieses, C. Arósquipa, J. Arroyo, A.F. Cubillos Novella, M. Knipper, M. Orcutt, A.C. Sedas et K. Rojas

- 2021 Migration and health in Latin America during the COVID-19 pandemic and beyond. *The Lancet*, vol. 397, n° 10281, pp. 1243–1245. Disponible à l'adresse [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)00629-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)00629-2).

British Broadcasting Corporation (BBC)

- 2021a Migrants reach Spain's Ceuta enclave in record numbers. 18 mai. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-europe-57150051.

- 2021b Spain migrants : 'I said goodbye to my family and left with nothing'. 19 mai. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-europe-57168701.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

- 2020 West and Central Africa. Disponible à l'adresse <https://gho.unocha.org/appeals/west-and-central-africa>.

- 2021a Refugee influx from Tigray continues. Rapport de situation, 24 mars. Disponible à l'adresse <https://reports.unocha.org/en/country/sudan/card/6D99S5nCTQ/>.

- 2021b OCHA Libya : Humanitarian Bulletin (December 2020). Rapport de situation, 22 janvier. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/libya/ocha-libya-i-humanitarian-bulletin-december-2020-enar>.

- 2021c *Humanitarian Needs Overview Libya*. n.p. Disponible à l'adresse www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hno_2021-final.pdf.

- 2021d Eastern Europe. Disponible à l'adresse <https://gho.unocha.org/appeals/eastern-europe>.

Cai, Y.

- 2020 China's 2020 target: Reshaping global mobility flows [blog]. European Association for International Education, 27 janvier. Disponible à l'adresse www.eaie.org/blog/china-2020-target-reshaping-global-mobility-flows.html.

Call, C.T.

- 2021 The imperative to address the root causes of migration from Central America [blog]. Brookings Institute, 29 janvier. Disponible à l'adresse www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2021/01/29/the-imperative-to-address-the-root-causes-of-migration-from-central-america/.

Carter, R.

- 2020 The corona crisis has made us value migrants: here's how to build on that. *Open Democracy*, 25 avril. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/opendemocracyuk/the-corona-crisis-has-made-us-value-migrants-heres-how-to-build-on-that/.

Centre régional pour l'environnement en Asie centrale (CAREC)

2020 *Climate Change in Central Asia: Illustrated Summary*. Almaty, Douchanbé et Tashkent. Disponible à l'adresse <https://zoinet.org/wp-content/uploads/2018/01/Regional-synthesis-Central-Asia-en.pdf>.

Cerrutti, M.

2020 5 salient facts about intra-regional migration in South America. Blog Statistiques de l'immigration et de l'émigration, Portail sur les données migratoires, 13 mars. Disponible à l'adresse <https://migrationdataportal.org/blog/5-salient-facts-about-intra-regional-migration-south-america#:~:text=Nowadays%20in%20South%20America%2C%20the,residing%20elsewhere%20in%20the%20world.&text=Annual%20South%20American%20inflows%20to,2015%20to%20256%2C210%20in%202018>.

Chaves-González, D. et C. Echeverría-Estrada

2020 *Venezuelan Migrants and Refugees in Latin America and the Caribbean: À Regional Profile*. Migration Policy Institute et OIM, Bruxelles et Genève. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/research/venezuelans-latin-america-caribbean-regional-profile.

Chetail, V.

2020 *Covid-19 and the Transformation of Migration and Mobility Globally – COVID-19 and Human Rights of Migrants: More protection for the benefit of all*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-covid-19-and-human-rights>.

Chishti, M. et J. Bolter

2020 Interlocking set of Trump administration policies at the U.S.-Mexico border bars virtually all from asylum. Migration Policy Institute, 27 février. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/interlocking-set-policies-us-mexico-border-bars-virtually-all-asylum.

Chishti, M. et R. Capps

2021 Slowing U.S. population growth could prompt new pressure for immigration reform. Migration Policy Institute, 26 mai. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/slowing-us-population-growth-immigration-reform.

Chishti, M. et S. Pierce

2021 Biden sets the stage for a remarkably active first 100 days on immigration. Migration Policy Institute, 27 janvier. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/biden-immigration-reform-agenda.

Chishti, M., S. Pierce et L. Plata

2018 In upholding travel ban, Supreme Court endorses presidential authority while leaving door open for future challenges. Migration Policy Institute, 29 juin. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/upholding-travel-ban-supreme-court-endorses-presidential-authority-while-leaving-door-open.

Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

2020 Centre du Sahel : plus d'un million de déplacés et des décès en hausse dus à la flambée de violence. Communiqué de presse, 14 septembre. Disponible à l'adresse www.icrc.org/fr/document/centre-du-sahel-plus-dun-million-de-deplaces-et-des-deces-en-hausse-dus-la-flambee-de.

- 2021 « Il est temps de mettre fin aux violences en République centrafricaine ». Déclaration, 12 février. Disponible à l'adresse www.icrc.org/fr/document/il-est-temps-de-mettre-fin-aux-violences-en-republique-centrafricaine.
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
- 2020 *Asia-Pacific Migration Report 2020 : Assessing Implementation of the Global Compact for Migration* (ST/ESCAP/2801). Bangkok. Disponible à l'adresse www.unescap.org/sites/default/files/APMR2020_FullReport.pdf.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
- 2020 *The Impact of COVID-19: An Opportunity to Reaffirm the Central Role of Migrants' Human Rights in Sustainable Development*. Santiago. Disponible à l'adresse www.cepal.org/en/publications/46354-impact-covid-19-opportunity-reaffirm-central-role-migrants-human-rights.
- Commission européenne
- 2021a Afrique du Nord : l'UE mobilise 20 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur des populations vulnérables. Communiqué de presse, 18 juin. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_2874.
- 2021b *The Impact of COVID-19 in the Migration Area in EU and OECD Countries*. Bruxelles. Disponible à l'adresse www.oecd.org/migration/mig/00-eu-emn-covid19-umbrella-inform-en.pdf.
- 2021c Portugal : More than 356 000 immigrants provisionally legalised during COVID-19 pandemic. 16 janvier. Disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/portugal-more-than-356-000-immigrants-provisionally-legalised-during-covid-19-pandemic>.
- 2021d EU Adaptation Strategy. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/clima/policies/adaptation/what_en#:~:text=The%20European%20Commission%20adopted%20its,become%20climate%20resilient%20by%202050.
- Conference Board du Canada
- 2021 Why is immigration important to Canada? Disponible à l'adresse www.conferenceboard.ca/focus-areas/immigration/why-is-immigration-important-to-canada.
- Conseil européen sur les réfugiés et les exilés
- 2020 Germany: Covid-19 impacts family reunification procedures. 5 juin. Disponible à l'adresse www.ecre.org/germany-covid-19-impacts-family-reunification-procedures/.
- Cornwell, A., L. Barrington et D. Barbuscia
- 2020 UAE's migrant workers fret over future in coronavirus economy. *Reuters*, 22 juillet. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-emirates-jobs-idUSKCN24N0Q7.
- Dempster, H. et M. Clemens
- 2020 The EU migration pact: Putting talent partnerships into practice [blog]. Center for Global Development, 19 novembre. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/eu-migration-pact-putting-talent-partnerships-practice.

Département de la sécurité intérieure des États-Unis

- 2020 Joint statement on US–Canada joint initiative: Temporary restriction of travelers crossing the US–Canada land border for non-essential purposes. Communiqué de presse, 20 mars. Disponible à l'adresse www.dhs.gov/news/2020/03/20/joint-statement-us-canada-joint-initiative-temporary-restriction-travelers-crossing.

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA)

- 2021 International Migration Stock 2020. Disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/pd/content/international-migrant-stock.

Département d'État des États-Unis

- 2021 Monthly Immigrant Visa Issuance Statistics. Bureau des affaires consulaires. Disponible à l'adresse <https://travel.state.gov/content/travel/en/legal/visa-law0/visa-statistics/immigrant-visa-statistics/monthly-immigrant-visa-issuances.html>.

Direction de la citoyenneté et des services d'immigration des États-Unis

- 2021 Temporary Protected Status Designated Country: Venezuela. Dernière mise à jour du 8 mars. Disponible à l'adresse www.uscis.gov/humanitarian/temporary-protected-status/temporary-protected-status-designated-country-venezuela.

Díaz, D., J. Giménez et D. Álvarez

- 2021 En Amérique latine, les personnes déracinées reçoivent le vaccin contre le Covid-19. *Actualité du HCR*, 30 avril. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/4/6090130da/amerique-latine-personnes-deracinees-recoivent-vaccin-contre-covid-19.html.

El-Assal, K.

- 2019 Immigration beyond the GTA: Toward an Ontario immigration strategy. Conference Board du Canada. Disponible à l'adresse www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=10342.

El-Assal, K. et S.R. Taylor

- 2019 Turning the corner: Improving Canadian business immigration. Conference Board du Canada. Disponible à l'adresse www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=10181.

El-Assal, K. et S. Thevenot

- 2020 Canada to target over 400,000 immigrants per year. *CIC News*, 30 octobre. Disponible à l'adresse www.cicnews.com/2020/10/canada-to-release-2021-2023-immigration-levels-plan-1016133.html#gs.2gdgiq.

Ernst, J.

- 2020 How coronavirus has halted Central American migration to the US. *Guardian*, 2 avril. Disponible à l'adresse www.theguardian.com/us-news/2020/apr/02/us-immigration-central-america-coronavirus-impact.

Escobar, A.

- 2021 Belize vaccinates first groups of refugees amid country-wide immunization drive. Nations Unies Belize, 24 juin. Disponible à l'adresse <https://belize.un.org/en/133429-belize-vaccinates-first-groups-refugees-amid-country-wide-immunization-drive>.

- Escribano, P.
2020 Policy approaches to climate migration: Lessons from Latin America and the Caribbean. *Lawfare Blog*, 8 novembre. Disponible à l'adresse www.lawfareblog.com/policy-approaches-climate-migration-lessons-latin-america-and-caribbean.
- Espinoza, M.V., G.P. Zapata et L. Gandini
2020 Mobility in immobility: Latin American migrants trapped amid COVID-19. *Open Democracy*, 26 mai. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/democraciaabierta/mobility-immobility-latin-american-migrants-trapped-amid-covid-19/.
- Eyebiyi, E.
2020 The double punishment of migrant workers in West Africa in times of COVID-19 [blog]. Friedrich Ebert Stiftung. Disponible à l'adresse www.fes.de/referat-afrika/neuigkeiten/the-double-punishment-of-migrant-workers-in-west-africa-in-times-of-covid-19.
- Fanjul, G. et H. Dempster
2020 Regularizing migrant workers in response to COVID-19 [blog]. Center for Global Development, 28 juillet. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/regularizing-migrant-workers-response-covid-19.
- Farbotko, C.
2020 *New Approaches to Climate Change and Migration: Building the Adaptive Capacity of Mobile Populations*. Migration Policy Institute, Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/research/climate-change-building-adaptive-capacity.
- Fargues, P., M. Rango, E. Borgnäs et I. Schöfberger
2020 *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée : Tendances migratoires, risques, développement et gouvernance*. Institut universitaire européen. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/migration-en-afrique-de-louest-et-du-nord-et-travers-la-mediteranee>.
- Farzan, A.N.
2021 As Greece installs 'sound cannons' on border, Denmark passes law allowing asylum seekers to be sent overseas. *Washington Post*, 5 juin. Disponible à l'adresse www.washingtonpost.com/world/2021/06/05/greece-denmark-migrants/.
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
2020 Tajikistan: Floods and mudslides – May 2020. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/disaster/ff-2020-000138-tjk>.
- Foley, L. et N. Piper
2020 *Covid-19 and the transformation of migration and mobility globally – COVID-19 and women migrant workers: Impacts and implications*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-covid-19-and-women-migrant>.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

- 2020 *Migration Flows in Latin America and the Caribbean. Situation Report January–June 2020*. Brésil. Disponible à l'adresse www.unicef.org/media/76506/file/Migration-Flows-LAC-SitRep-June-2020.pdf.

Freier, L.F. et M.V. Espinoza

- 2021 COVID-19 and immigrants' increased exclusion: The politics of immigrant integration in Chile and Peru. *Frontiers in Human Dynamics*, 10 mars. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.3389/fhumd.2021.606871>.

Frimpong, O.B.

- 2020 *Terror surge in West Africa: Enhancing regional responses*. Policy Brief n° 22. The Southern Voices Network for Peacebuilding, Wilson Center. Disponible à l'adresse www.wilsoncenter.org/publication/violent-extremism-west-africa-are-current-responses-enough.

Frontex

- 2021 Irregular migration into EU last year lowest since 2013 due to COVID-19. Communiqué de presse, 8 janvier. Disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/irregular-migration-into-eu-last-year-lowest-since-2013-due-to-covid-19-j34zp2>.

Gelatt, J.

- 2020 *Immigrant Workers: Vital to the U.S. COVID-19 Response, Disproportionately Vulnerable*. Migration Policy Institute, Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/research/immigrant-workers-us-covid-19-response.

Georgiev, O.

- 2020 *The Grand COVID-19 and Reverse Migration to Bulgaria*. Konrad Adenauer Stiftung, Sofia. Disponible à l'adresse <https://ecfr.eu/wp-content/uploads/Remigration-Report-ECFR-EN.pdf>.

Ghoshal, D. et R. Jadhav

- 2020 India's urban COVID-19 outbreak is morphing into a rural health crisis. *Reuters*, 4 juin. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-india-migrants-idUSKBN23B1MH.

Gideon, J.

- 2020 Introduction to COVID-19 in Latin America and the Caribbean. *Bulletin of Latin American Research*, vol. 39, n° S1, pp. 4–6. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1111/blar.13218>.

Gouvernement de l'Australie, Ministère de l'intérieur

- 2020 *Annual Report 2019–20*. Disponible à l'adresse www.homeaffairs.gov.au/reports-and-pubs/Annualreports/home-affairs-annual-report-2019-20.pdf.

Gouvernement de l'Australie, Ministère des services sociaux

- 2019 Syrian/Iraqi humanitarian crisis. Disponible à l'adresse www.dss.gov.au/settlement-servicesprograms-policy/syrian-iraqi-humanitarian-crisis.

Gouvernement de la République du Guatemala

- 2018 Plan de Acción Nacional de Cambio Climático (PANCC). Disponible à l'adresse www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/Guatemala%20NAP%20small.pdf.

Gouvernement du Canada

- 2020 Demandes d'asile par année. Disponible à l'adresse www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile/demandes-asile-2020.html.

Gouvernement du Mexique, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles

- 2020 *Nationally Determined Contributions. 2020 Update*. Mexico. Disponible à l'adresse www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Mexico%20First/NDC-Eng-Dec30.pdf.

Guadagno, L.

- 2020 *Migrants and the COVID-19 pandemic: An initial analysis*. Série Migration Research n° 60. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/mrs-no-60-migrants-and-covid-19-pandemic-initial-analysis>.

Guo, Y., Y. Wu, B. Wen, W. Huang, K. Ju, Y. Gao et S. Li

- 2020 Floods in China, COVID-19, and climate change. *The Lancet Planetary Health*, vol. 4, n° 10, pp. E443–E444. Disponible à l'adresse [www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(20\)30203-5/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(20)30203-5/fulltext).

Hale, T., N. Angrist, R. Goldszmidt, B. Kira, A. Petherick, T. Phillips, S. Webster, E. Cameron-Blake, L. Hallas, S. Majumdar et H. Tatlow

- 2021 COVID-19 Government Response Tracker. Université d'Oxford. Disponible à l'adresse www.bsg.ox.ac.uk/research/research-projects/covid-19-government-response-tracker.

Hamadou, A.

- 2020 Free movement of persons in West Africa under the strain of COVID-19. *AJIL Unbound*, vol. 114. Disponible à l'adresse www.cambridge.org/core/journals/american-journal-of-international-law/article/free-movement-of-persons-in-west-africa-under-the-strain-of-covid19/68CCC39D41DBA80EA6E15F1AE0DE86AA.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

- 2020 Stranded migrants need safe and dignified return – UN Migrant Workers Committee. Communiqué de presse, 1^{er} octobre. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26325&LangID=E.
- 2021 Malaysia: UN experts appalled by deportation of migrants to Myanmar despite court order. Communiqué de presse, 24 février. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26790&LangID=E.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

- 2020a Le HCR intensifie la prévention contre le coronavirus pour les personnes déracinées dans la région de l'est, de la corne et des Grands Lacs en Afrique. Communiqué de presse, 7 avril. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e8c8201a/hcr-intensifie-prevention-contre-coronavirus-personnes-deracinees-region.html.
- 2020b Les conflits et de fortes inondations forcent des dizaines de milliers de personnes à fuir leur foyer en Somalie, dans le contexte de pandémie de COVID-19. Communiqué de presse, 8 mai. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/5/5eb55252a/conflits-fortes-inondations-forcent-dizaines-milliers-personnes-fuir-foyer.html.

- 2020c Des milliers de réfugiés et de migrants en mouvement entre l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et les côtes africaines de la Méditerranée endurent d'extrêmes violations des droits humains, selon un nouveau rapport du HCR et du MMC. Communiqué de presse, 29 juillet. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/press/2020/7/5f200da9a/milliers-refugies-migrants-mouvement-lafrique-louest-lest-cotes-africaines.html.
- 2020d L'accès aux procédures d'asile est de nouveau restreint en Hongrie. Communiqué de presse, 29 juin. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/press/2020/6/5efb4fdca/laces-procedures-dasile-nouveau-restreint-hongrie.html.
- 2020e *Global Trends: Forced Displacement in 2019*. Copenhague. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/globaltrends2019/.
- 2021a *Global Trends: Forced Displacement in 2020*. Copenhague. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/flagship-reports/globaltrends/.
- 2021b *Routes towards the Western and Central Mediterranean Sea*. n.p. Disponible à l'adresse <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Western%20and%20Central%20Mediterranean%20Appeal%202021.pdf>.
- 2021c UNHCR Egypt supports Egypt's Ministry of Health's national COVID-19 response. 11 mars. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/eg/19963-unhcr-egypt-supports-egypts-ministry-of-healths-national-covid-19-response.html.
- 2021d COVID-19 emergency response update #19. 1–31 mai. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20MENA%20COVID-19%20Emergency%20Response%20Update%20%2319.pdf>.
- 2021e Urgent needs in Armenia and Azerbaijan related to the Nagorno-Karabakh conflict. Février. Disponible à l'adresse <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20urgent%20needs%20in%20Armenia%20and%20Azerbaijan%20February%202021.pdf>.
- 2021f Commentaire sur l'actualité – Filippo Grandi, chef du HCR, au sujet de la nouvelle loi du Danemark sur le transfert des demandeurs d'asile vers des pays tiers. Communiqué de presse, 3 juin. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/press/2021/6/60b9cae1a/commentaire-lactualite-filippo-grandi-chef-hcr-sujet-nouvelle-loi-danemark.html.
- 2021g UNHCR observations on the New Plan for Immigration policy statement of the Government of the United Kingdom. 4 mai. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/uk/60950ed64/unhcr-observations-on-the-new-plan-for-immigration-uk.
- 2021h MENA COVID-19 emergency response update #19 (1–31 mai 2021). Rapport de situation. 4 juillet. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/unhcr-mena-covid-19-emergency-response-update-19-1-31-may-2021>.
- s.d.a. Population Statistics. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/refugee-statistics-uat/.
- s.d.b. UK Immigration and Asylum Plans – Some Questions Answered by UNHCR. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/uk/uk-immigration-and-asylum-plans-some-questions-answered-by-unhcr.html.

Hein, C.

- 2021 Proposition de la Commission pour un nouveau pacte sur la migration et l'asile : du mouvement malgré tout. Heinrich-Böll-Stiftung, 28 juillet. Disponible à l'adresse <https://fr.boell.org/fr/2021/07/28/nouveau-pacte-europeen-sur-la-migration-et-lasile-suivi-des-debats>.

Hennebry, J. et H. KC

- 2020 *Covid-19 and the transformation of migration and mobility globally – Quarantined! Xenophobia and migrant workers during the COVID-19 pandemic*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-quarantined-xenophobia-and>.

Hofmann, E. et G. Chi

- 2021 Perspectives : Bride kidnapping haunts rural Kyrgyzstan, causing young women to flee. *Eurasianet*, 8 juin. Disponible à l'adresse <https://eurasianet.org/perspectives-bride-kidnapping-haunts-rural-kyrgyzstan-causing-young-women-to-flee>.

Hossaini, F. et A.M. Latifi

- 2021 Kabul Hazara neighbourhood stunned by wave of attacks. Al Jazeera, 13 juin. Disponible à l'adresse www.aljazeera.com/news/2021/6/13/anger-as-afghanistan-mourns-death-of-car-blast-victims.

Howes, S. et B. Orton

- 2020 For Tonga, Australian labour mobility more important than aid and trade combined. *DevPolicyBlog*, 21 janvier. Disponible à l'adresse <https://devpolicy.org/for-tonga-australian-labour-mobility-more-important-than-aid-and-trade-combined-20200121/>.

İçduygu, A.

- 2020 *Covid-19 and the transformation of migration and mobility globally – Stranded irregular migrant workers during COVID-19 crisis: The question of repatriation*. 7 août. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-stranded-irregular-migrant>.

Idemudia, E. et K. Boehnke

- 2020 Patterns and current trends in African migration to Europe. In : *Psychosocial Experiences of African Migrants in Six European Countries*. Social Indicators Research Series, vol. 81. Springer, Cham. Disponible à l'adresse https://doi.org/10.1007/978-3-030-48347-0_2.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

- s.d. Traitement des demandes d'immigration – Mises à jour mensuelles d'IRCC. Disponible à l'adresse <https://open.canada.ca/data/fr/dataset/9b34e712-513f-44e9-babf-9df4f7256550>.

Institut de la Banque asiatique de développement (ADB), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation internationale du Travail (OIT)

- 2021 *Labor Migration in Asia: Impacts of the COVID-19 Crisis and the Post-Pandemic Future*. Tokyo, Paris et Bangkok. Disponible à l'adresse www.oecd.org/countries/laopeoplesdemocraticrepublic/adb-book-labor-migration-asia-impacts-covid-19-crisis-post-pandemic-future.pdf.

Institute of International Education (IIE)

- 2020 United States hosts over 1 million international students for the fifth consecutive year. Communiqué de presse, 16 novembre. Disponible à l'adresse www.iie.org/Why-IIE/Announcements/2020/11/2020-Open-Doors-Report.

International Crisis Group (ICG)

- 2020 Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques? Briefing n° 154, 24 avril. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-guerres-climatiques.
- 2021 What future for Afghan peace talks under a Biden administration? Briefing n° 165, 13 janvier. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/asia/south-asia/afghanistan/b165-what-future-afghan-peace-talks-under-biden-administration.

Jin, X.

- 2021 How COVID-19 exposed China's anti-Black racism. *Open Democracy*, 2 mars. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/pandemic-border/how-covid-19-exposed-chinas-anti-black-racism/.

Jordan, M.

- 2021 Migrants separated from their children will be allowed into U.S. *New York Times*, 3 mai. Disponible à l'adresse www.nytimes.com/2021/05/03/us/migrant-family-separation.html.

Karim, N.

- 2021 Climate change set to drive more deadly heat in South Asia. Reuters, 25 mars. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-asia-climate-change-temperature-idUSKBN2BH1U0.

Karlsen, E.

- 2016 Australia's offshore processing of asylum seekers in Nauru and PNG: A quick guide to statistics and resources. Parliamentary Library, Canberra. Disponible à l'adresse www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/pubs/rp/rp1617/Quick_Guides/Offshore.

Kaur-Ballagan, K. et R. Mortimore

- 2017 Half of public support more immigration by highly skilled workers. Ipsos MORI. Communiqué, 18 avril. Disponible à l'adresse www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/half-public-support-more-immigration-highly-skilled-workers.

King, E.J. et V.I. Dudina

- 2019 The health needs of female labor migrants from Central Asia in Russia. *Journal of Immigrant and Minority Health*, vol. 21, pp. 1406-1415.

Kirişci, K., M.M. Erdoğan et N. Eminoğlu

- 2020 The "EU's New Pact on Migration and Asylum" is missing a true foundation [blog]. Brookings Institute, 6 novembre. Disponible à l'adresse www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/11/06/the-eus-new-pact-on-migration-and-asylum-is-missing-a-true-foundation/.

- Kleinfeld, P.
2020 Who's behind the violence in Mozambique's Cabo Delgado? *New Humanitarian*, 12 février. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/02/12/Mozambique-Cabo-Delgado-militancy-Islamic-State-AI-Shabab.
- Knoll, A. et C. Teevan
2020 Protecting migrants and refugees in North Africa: Challenges and opportunities for reform. Document de travail. Centre européen de gestion des politiques de développement, 5 octobre. Disponible à l'adresse <https://ecdpm.org/publications/protecting-migrants-refugees-in-north-africa-challenges-opportunities-reform/>.
- KPMG
2020 Fiji Government and institution measures in response to COVID-19. 15 avril. Disponible à l'adresse <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/fiji-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>.
- Le Coz, C. et K. Hooper
2021 *Deepening Labor Migration Governance at a time of Immobility: Lessons from Ghana and Senegal*. Migration Policy Institute, Washington, D.C.. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/research/labor-migration-governance-ghana-senegal.
- Lee, J., S. Cho et G. Jung
2021 Policy responses to COVID-19 and discrimination against foreign nationals in South Korea. *Critical Asian Studies*, vol. 53, n° 3, pp. 432-447. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1080/14672715.2021.1897472>.
- Lema, K. et C. Baldwin
2020 Pandemic 'hero' Filipino nurses struggle to leave home. *Reuters*, 16 septembre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-philippine-nurses-idUKKBN2671Z2.
- Lemon, E.
2019 Dependent on remittances, Tajikistan's long-term prospects for economic growth and poverty reduction remain dim. Migration Policy Institute, 14 novembre. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/dependent-remittances-tajikistan-prospects-dim-economic-growth.
- Li, H.
2020 Mistreatment of Africans in Guangzhou threatens China's coronavirus diplomacy. *The Conversation*, 17 avril. Disponible à l'adresse <https://theconversation.com/mistreatment-of-africans-in-guangzhou-threatens-chinas-coronavirus-diplomacy-136348>.
- Litzkow, J.
2020 West Africa: How the pandemic reshapes migration. Institut pour les études de politique internationale, 17 septembre. Disponible à l'adresse www.ispionline.it/en/publicazione/west-africa-how-pandemic-reshapes-migration-27430.

Lopez, M.H., J.S. Passel et D. Cohn

- 2021 Key facts about the changing U.S. unauthorized immigrant population. Pew Research Center, 13 avril. Disponible à l'adresse www.pewresearch.org/fact-tank/2021/04/13/key-facts-about-the-changing-u-s-unauthorized-immigrant-population/.

Love, S. et H. Spinks

- 2020 Annual Budget Review 2020–21: Immigration. Parliamentary Library, Canberra. Disponible à l'adresse www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/pubs/rp/BudgetReview202021/Immigration.

Loweree, J., A. Reichlin-Melnick et W. Ewing

- 2020 *The Impact of COVID-19 on Noncitizens and Across the U.S. Immigration System*. American Immigration Council, Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.immigrationresearch.org/node/3042.

Madiyev, O.

- 2021 The Eurasian Economic Union: Repaving Central Asia's road to Russia? Migration Policy Institute, 3 février. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/eurasian-economic-union-central-asia-russia.

Manzi, L.

- s.d. Between borders: Stranded migrants during the pandemic [blog]. Disponible à l'adresse <https://rosanjose.iom.int/site/en/blog/between-borders-stranded-migrants-during-pandemic?page=14>.

Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)

- 2019 Programme to boost labour migration is underway. Communiqué de presse, 30 juillet. Disponible à l'adresse www.comesa.int/ilo-director-for-zambia-malawi-and-mozambique-accredited-to-comesa/.

Marusic, S.J.

- 2020 North Macedonia tightens border security, fearing migrant influx. *Balkan Insight*, 1^{er} juillet. Disponible à l'adresse <https://balkaninsight.com/2020/07/01/north-macedonia-tightens-border-security-fearing-migrant-influx/>.

McAuliffe, M. et C. Bauloz

- 2020 The coronavirus pandemic could be devastating for the world's migrants. *Open Democracy*, 28 avril. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/pandemic-border/coronavirus-pandemic-could-be-devastating-worlds-migrants/.

McAuliffe, M., A. Kitimbo, A.M. Goossens et A.A. Ullah

- 2017 Comprendre les voyages de migration du point de vue des migrants. In : *Rapport État de la migration dans le monde 2018* (M. McAuliffe et M. Ruhs, dir. publ.), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2018>.

McAuliffe, M., C. Bauloz et A. Kitimbo

- 2020 The challenge of real-time analysis: Making sense of the migration and mobility implications of COVID-19. *Migration Policy Practice*, vol. 10, n° 2, pp. 15-20. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mpp-41.pdf>.

McCarthy Tetrault

- 2021 COVID-19 : Emergency Measures Tracker. Disponible à l'adresse www.mccarthy.ca/en/insights/articles/covid-19-emergency-measures-tracker.

Maison blanche

- 2021 Statement by President Joe Biden on refugee admissions. 3 mai. Disponible à l'adresse www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/05/03/statement-by-president-joe-biden-on-refugee-admissions/.

Médecins Sans Frontières (MSF)

- 2021 COVID-19 forces thousands of migrants to cross perilous jungle from Colombia to Panama. 5 août. Disponible à l'adresse www.msf.org/covid-19-forces-thousands-migrants-cross-dari%C3%A9n-jungle-colombia-panama-search-safety.

Mednick, S.

- 2021 Floods, fighting, famine: Inside South Sudan's triple crisis. *New Humanitarian*, 8 février. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2021/2/8/floods-fighting-famine-south-sudan-crisis.

Menchu, S. et G. Palencia

- 2021 Guatemala cracks down on migrant caravan bound for United States. *Reuters*, 16 janvier. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-usa-immigration-caravan-honduras-idUSKBN29L055.

Meyer, P.J.

- 2021 *Central American Migration: Root Causes and U.S. Policy*. Congressional Research Service, Washington, D.C. Disponible à l'adresse <https://fas.org/sgp/crs/row/IF11151.pdf>.

Migration Policy Institute (MPI)

- s.d. Profile of the Unauthorized Population: United States. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/data/authorized-immigrant-population/state/US.

Mixed Migration Centre (MMC)

- 2020a MMC North Africa 4Mi Snapshot – April 2020. Refugees' and migrants' access to health services in Tunisia: A focus on discrimination and COVID-19. Disponible à l'adresse https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/098_covid_snapshot_NA.pdf.
- 2020b *Quarterly Mixed Migration Update : North Africa*. n.p. Disponible à l'adresse <https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2021/01/qmmu-q4-2020-na.pdf>.
- 2020c MMC Latin America and the Caribbean – 4Mi Snapshot – November 2020. Refugees and migrants in Guatemala and Mexico: A focus on smuggling during the COVID-19 pandemic. Disponible à l'adresse https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/155_covid_snapshot_smuggling_LAC.pdf.
- 2021 MMC North Africa 4Mi Snapshot – March 2021. The impact of COVID-19 on refugee and migrant women in Tunisia. Disponible à l'adresse https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2021/04/164_impact_covid19_on_refugee_and_migrant_women_in-Tunisia.pdf.

Monin, K., J. Batalova et T. Lai

- 2021 *Refugees and Asylees in the United States*. 13 mai. Migration Policy Institute, Washington, D.C.. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Refugees%20and%20Asylees%20in%20the%20United%20States.pdf>.

Muggah, R.

- 2021 In West Africa, climate change equals conflict. *Foreign Policy*, 18 février. Disponible à l'adresse <https://foreignpolicy.com/2021/02/18/west-africa-sahel-climate-change-global-warming-conflict-food-agriculture-fish-livestock/>.

Mukumbang, F.C., A.N. Ambe et B.O. Adebisi

- 2020 Unspoken inequality: how COVID-19 has exacerbated existing vulnerabilities of asylum-seekers, refugees, and undocumented migrants in South Africa. *International Journal for Equity in Health*, vol. 19, n° 141. Disponible à l'adresse <https://equityhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12939-020-01259-4>.

National University of Singapore (NUS)

- 2020 'Climate refugees': The expected climate change migration. 14 octobre. Disponible à l'adresse <https://lkyspp.nus.edu.sg/gia/article/climate-refugees-the-expected-climate-change-migration>.

Nations Unies

- 2020 La situation sécuritaire en Afrique centrale, sur fond de pandémie, reste une source de grande préoccupation pour le Conseil de sécurité. Communiqué de presse, 9 décembre. Disponible à l'adresse www.un.org/press/fr/2020/sc14377.doc.htm.
- 2021a Afghanistan : la Représentante spéciale du Secrétaire général dénonce, devant le Conseil de sécurité, le ralentissement des négociations à Doha et reconnaît un manque de clarté sur la voie à suivre. Communiqué de presse, 23 mars. Disponible à l'adresse www.un.org/press/fr/2021/sc14472.doc.htm.
- 2021b Renewed clashes displace thousands in Myanmar, UN reports. *UN News*, 28 avril. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2021/04/1090802>.
- s.d. UN chief underlines need to protect refugees and migrants in COVID-19 pandemic. Disponible à l'adresse www.un.org/fr/desa/un-chief-underlines-need-protect-refugees-and-migrants-covid-19-pandemic.

Nations Unies et Université d'Asie centrale

- 2019 *Development of a Comprehensive Long-term Evidence-based Migration Policy for the Kyrgyz Republic*. Bichkek. Disponible à l'adresse https://ucentralasia.org/Content/downloads/DD2_Migration_ENG.pdf.

Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)

- 2020 *Rapport mondial sur le déplacement interne 2020*. Genève. Disponible à l'adresse www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/french.
- 2021 *GRID 2021: Déplacement interne et changement climatique*. Genève. Disponible à l'adresse www.internal-displacement.org/sites/default/files/2021-11/GRID21_FR_LR.pdf.

- s.d. Global Internal Displacement Database. Disponible à l'adresse www.internal-displacement.org/database/displacement-data.
- Okiror, S.
2020 In the news: Uganda suspends refugee arrivals as coronavirus cases rise. *New Humanitarian*, 25 mars. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news/2020/03/25/uganda-coronavirus-refugees-asylum-seekers.
- Okunade, S.
2021 Africa moves towards intracontinental free movement for its booming population. Migration Policy Institute, 21 janvier. Disponible à l'adresse www.migrationpolicy.org/article/africa-intracontinental-free-movement.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2020a COVID-19 crisis response in Central Asia. 21 janvier. Disponible à l'adresse www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-response-in-central-asia-5305f172/.
- 2020b *How to strengthen the integration of migrant women?* Migration Policy Debates n° 25, novembre. Disponible à l'adresse www.oecd.org/migration/mig/migration-policy-debates-25.pdf.
- 2020c What is the impact of the COVID-19 pandemic on immigrants and their children? 19 octobre. Disponible à l'adresse www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/what-is-the-impact-of-the-covid-19-pandemic-on-immigrants-and-their-children-e7cbb7de/.
- Organisation internationale du Travail (OIT)
2020 *Women Migrant Workers' Labour Market Situation in West Africa*. Genève. Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_751538.pdf.
- 2021 Pandemic realities for Asia-Pacific's 48 million international migrants. *Actualités*, 19 mai. Disponible à l'adresse www.ilo.org/asia/media-centre/news/WCMS_793027/lang--en/index.htm.
- s.d. Labour Migration. Disponible à l'adresse www.ilo.org/beirut/areasofwork/labour-migration/lang--en/index.htm.
- Organisation internationale du Travail (OIT) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
2021 A socio-economic integration strategy to turn migration into a factor for sustainable development. *OIT Infos*, 10 mars. Disponible à l'adresse www.ilo.org/americas/sala-de-prensa/WCMS_775215/lang--en/index.htm.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2017 *IOM Pacific Strategy 2017-2020*. Canberra. Disponible à l'adresse [https://publications.iom.int/books/iom-pacific-strategy-2017-2020#:~:text=Description%3A,migration%20challenges%20in%20the%20Pacific.&text=This%20strategy%20aligns%20with%20and,Migration%20Governance%20Framework%20\(MiGOF\)](https://publications.iom.int/books/iom-pacific-strategy-2017-2020#:~:text=Description%3A,migration%20challenges%20in%20the%20Pacific.&text=This%20strategy%20aligns%20with%20and,Migration%20Governance%20Framework%20(MiGOF)).

- 2020a *West and Central Africa – COVID-19 – Impact on Mobility Report (April 2020)*. Dakar. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-covid-19-%E2%80%94-impact-mobility-report-april-2020?close=true>.
- 2020b Afrique centrale et Afrique de l'Ouest : les femmes sont de plus en plus nombreuses à rechercher l'égalité à travers la migration. Communiqué, 13 mars. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/afrique-centrale-et-afrique-de-louest-les-femmes-sont-de-plus-en-plus-nombreuses-rechercher-egalite-travers-la-migration.
- 2020c *Rapport sur la migration en Afrique : Remettre en question le récit* (A. Adepoju, N. Nyabola et C. Fumagalli, dir. publ.). Addis-Abeba. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/rapport-sur-la-migration-en-afrique-remettre-en-question-le-recit>.
- 2020d En pleine pandémie de COVID-19, l'OIM facilite le retour de 84 migrants d'Algérie au Mali. Communiqué, 17 juillet. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/en-pleine-pandemie-de-covid-19-loim-facilite-le-retour-de-84-migrants-dalgerie-au-mali.
- 2020e *Armenia – Displacement report – December 2020 – Round 3*. Erevan. Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int/reports/armenia-%E2%80%94-displacement-report-%E2%80%94-december-2020%E2%80%94-round-3?close=true>.
- 2020f Les travailleurs migrants quittent la Thaïlande et rentrent chez eux dans les pays voisins. Communiqué, 27 mars. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/les-travailleurs-migrants-quittent-la-thaïlande-et-rentrent-chez-eux-dans-les-pays-voisins.
- 2020g IOM and partners help Ukraine improve statistics on internal displacement. Communiqué, 18 décembre. Disponible à l'adresse www.iom.org.ua/en/iom-and-partners-help-ukraine-improve-statistics-internal-displacement.
- 2020h L'OIM met en garde contre une crise humanitaire alors que des migrants sont expulsés d'un camp bosniaque. Communiqué, 2 octobre. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/loim-met-en-garde-contre-une-crise-humanitaire-alors-que-des-migrants-sont-expulses-dun-camp-bosniaque.
- 2020i *Analytical Snapshot #61: Public Attitudes on Migrants and Migration*. Genève, 27 novembre. Disponible à l'adresse www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_61_public_attitudes_towards_migrants_and_migration.pdf.
- 2020j *Smuggling of migrants in Central America and Mexico in the context of COVID-19*. 16 février. Disponible à l'adresse https://programamesocaribe.iom.int/sites/default/files/infografiatim_en_16feb_0.pdf.
- 2020k *Effects of COVID-19 on Migrants – Survey in Central America and Mexico (juin 2020)*. Rapport de situation. San José. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/effects-covid-19-migrants-survey-central-america-and-mexico-june-2020>.
- 2020l Venezuelan refugee and migrant crisis overview. Disponible à l'adresse www.iom.int/venezuela-refugee-and-migrant-crisis.

- 2020m Données sur la migration en Amérique du Sud. South American Migration Report n° 3. Disponible à l'adresse www.migrationdataportal.org/fr/regional-data-overview/donnees-sur-la-migration-en-amerique-du-sud.
- 2020n *Rapid Assessment of the Socioeconomic Impacts of COVID-19 on Labour Mobility in the Pacific Region*. Suva, Fidji. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/system/files/pdf/iom-rapid-assessment-report.pdf>.
- 2021a Human Mobility Impacts. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/>.
- 2021b *West and Central Africa – A Region on the Move: Mobility Trends in West and Central Africa (January–December 2020)*. Dakar. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-region-move-mobility-trends-west-and-central-africa-january-%E2%80%94>.
- 2021c IOM supports advancement of migration governance in Ghana. Communiqué, 25 mars. Disponible à l'adresse <https://rodakar.iom.int/news/iom-supports-advancement-migration-governance-ghana>.
- 2021d Central Sahel Crisis Response Plan 2021. Disponible à l'adresse <https://crisisresponse.iom.int/response/central-sahel-crisis-response-plan-2021/year/2021>.
- 2021e *A Region on the Move: 2020 Mobility Overview in the East and Horn of Africa and the Arabian Peninsula*. Nairobi. Disponible à l'adresse https://ronairobi.iom.int/sites/ronairobi/files/document/publications/IOM_RoMR_EHoA_2020_0.pdf.
- 2021f La COVID-19 entraîne une baisse de 73 % des migrations de la Corne de l'Afrique vers les pays du Golfe. Communiqué, 23 février. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/oim-la-covid-19-entraîne-une-baisse-de-73-des-migrations-de-la-corne-de-lafrique-vers-les-pays-du-golfe.
- 2021g L'OIM recense plus de 131 000 déplacés internes en raison de la crise au nord de l'Éthiopie. Communiqué, 9 mars. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/loim-recense-plus-de-131-000-deplacés-internes-en-raison-de-la-crise-au-nord-de-lethiopie.
- 2021h Libya Crisis Response Plan 2020–2021. Disponible à l'adresse <https://crisisresponse.iom.int/response/libya-crisis-response-plan-2020-2021>.
- 2021i Des milliers de migrants bloqués au Yémen ont besoin d'un soutien supplémentaire pour rentrer chez eux. Communiqué, 7 septembre. Disponible à l'adresse www.iom.int/fr/news/des-milliers-de-migrants-bloqués-au-yemen-ont-besoin-dun-soutien-supplémentaire-pour-rentre-chez-eux.
- 2021j *COVID-19 Analytical Snapshot #72 : Gender Dimensions UPDATED*. Genève, 24 février. Disponible à l'adresse www.iom.int/sites/g/files/tmzbd486/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_72_-_gender_dimensions_updated_0.pdf.
- 2021k Bosnia and Herzegovina Crisis Response Plan 2021. Disponible à l'adresse <https://crisisresponse.iom.int/response/bosnia-and-herzegovina-crisis-response-plan-2021>.
- 2021l *Europe – Mixed Migration Flows to Europe, Quarterly Overview (October–December 2020)*. DTM Mediterranean. Disponible à l'adresse <https://migration.iom.int/reports/europe-%E2%80%94-mixed-migration-flows-europe-quarterly-overview-october-december-2020?close=true>.

- 2021m *Europe – Women and Girls on the Move to Europe – Flow Monitoring Surveys (2018-2020)*. DTM Mediterranean. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/reports/europe-%E2%80%94women-and-girls-move-europe-%E2%80%93-flow-monitoring-surveys-2018%E2%80%932020>.
- 2021n Données sur la migration en Amérique du Sud. Centre Mondial d'analyse des données sur la migration. Disponible à l'adresse www.migrationdataportal.org/fr/regional-data-overview/donnees-sur-la-migration-en-amerique-du-sud.
- 2021o Migration Data in the Caribbean. Portail sur les données migratoires. Disponible à l'adresse www.migrationdataportal.org/regional-data-overview/migration-data-caribbean.
- s.d.a. West and Central Africa. Disponible à l'adresse www.iom.int/west-and-central-africa.
- s.d.b. The Counter Trafficking Data Collaborative. Disponible à l'adresse www.ctdatacollaborative.org/story/victims-asia.

Organisation japonaise de services aux étudiants (JASSO)

- s.d. Disponible à l'adresse www.jasso.go.jp/en/about/statistics/intl_student_e/2018/index.html.

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

- 2021a Les réfugiés et les migrants hébergés dans des centres d'accueil en Serbie reçoivent leurs doses de vaccin contre la COVID-19. Communiqué, 12 mai. Disponible à l'adresse www.euro.who.int/fr/countries/serbia/news/news/2021/5/refugees-and-migrants-hosted-in-serbian-reception-centres-get-their-covid-19-vaccine-doses.
- 2021b COVID-19 Situation in the WHO South-East Asia Region. Disponible à l'adresse <https://experience.arcgis.com/experience/56d2642cb379485ebf78371e744b8c6a>.

Ortiga, Y.Y.

- 2020 Unprecedented immobility? The case of stranded Filipino migrant nurses [blog]. COMPAS, 17 mai. Disponible à l'adresse www.compas.ox.ac.uk/2020/unprecedented-immobility-the-case-of-stranded-filipino-migrant-nurses/.

Oruc, N., S. Raza et D. Šantić

- 2020 *The Western Balkan Migration Route (2015-2019)*. Processus de Prague, Vienne. Disponible à l'adresse www.pragueprocess.eu/en/migration-observatory/publications/document?id=289.

Passel, J.S. et D. Cohn

- 2019 Mexicans decline to less than half the U.S. unauthorized immigrant population for the first time. Pew Research Center, 12 juin. Disponible à l'adresse www.pewresearch.org/fact-tank/2019/06/12/us-unauthorized-immigrant-population-2017/.

Petroni, N.

- 2020 Assessing the impact of Covid-19 on the EU's response to irregular migration [blog]. London School of Economics, 23 septembre. Disponible à l'adresse <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2020/09/23/assessing-the-impact-of-covid-19-on-the-eus-response-to-irregular-migration/>.

- Plateforme régionale de coordination interinstitutions pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (R4V)
- 2020 *Regional Refugee and Migrant Response Plan for Refugees and Migrants from Venezuela (January–December 2021)*. Panama. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/colombia/rmrp-2021-regional-refugee-and-migrant-response-plan-refugees-and-migrants-venezuela>.
 - 2021a Refugees and Migrants from Venezuela. Disponible à l'adresse www.r4v.info/en/refugeeandmigrants.
 - 2021b Residence Permits and Regular Stay Granted. Disponible à l'adresse www.r4v.info/en/permits.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 2020 COVID-19 and Central Asia: Socio-economic impacts and key policy considerations for recovery. 16 novembre. Disponible à l'adresse www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/sustainable-development/covid19-and-central-asia.html.
- Prtorić, J.
- 2020 Winter and growing animosity force migrants in Bosnia into retreat. *New Humanitarian*, 2 décembre. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/12/2/bosnia-migrants-asylum-winter-eu-border-pushbacks.
- Qi, J.
- 2021 How China has been transforming international education to become a leading host of students. *The Conversation*, 12 mai. Disponible à l'adresse <https://theconversation.com/how-china-has-been-transforming-international-education-to-become-a-leading-host-of-students-157241>.
- Refugee Council of Australia
- 2020 *Seven Years On: An Overview of Australia's Offshore Processing Policies*. Sydney. Disponible à l'adresse <https://apo.org.au/sites/default/files/resource-files/2020-07/apo-nid306934.pdf>.
 - 2021 The Federal Budget: What it means for refugees and people seeking humanitarian protection. 11 mai. Disponible à l'adresse www.refugeecouncil.org.au/federal-budget-what-it-means-for-refugees-and-people-seeking-humanitarian-protection/.
- République de Corée, Ministère de l'éducation
- s.d. Overseas (Study Abroad) Education. Disponible à l'adresse www.moe.go.kr/boardCnts/view.do?boardID=350&lev=0&statusYN=W&s=moe&m=0309&opType=N&boardSeq=79011.
- Réseau des Nations Unies sur les migrations
- 2020 Déclaration du Réseau des Nations Unies sur les migrations : Les retours forcés de migrants doivent être suspendus pendant la pandémie de COVID-19. 13 mai. Disponible à l'adresse <https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbd1416/files/french.pdf>.
- Réseau japonais d'ONG pour l'élimination de la discrimination raciale (ERD Net)
- 2020 *Joint NGO Report for the Human Rights Committee*. Tokyo. Disponible à l'adresse https://imadr.org/wordpress/wp-content/uploads/2020/11/2-2_Joint-NGO-Report_ERD-Net_CCPR_Japan_Nov2020.pdf.

Reuters

- 2020 Storm Gloria leaves eight dead, ruins rice paddies in Spain. 22 janvier. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/spain-weather-storm-gloria-idINKBN1ZL24V.
- 2021 Greece seeks to send 1,450 migrants back to Turkey. 14 janvier. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-europe-migrants-greece-idUSKBN29J1ED.

Rodriguez, S.

- 2021 Biden administration takes steps to dismantle Trump-era asylum agreements. Politico, 6 février. Disponible à l'adresse www.politico.com/news/2021/02/06/biden-dismantle-trump-era-asylum-agreements-466565.

Šantić, D. et M. Antić

- 2020 Serbia in the time of COVID-19: between "corona diplomacy", tough measures and migration management. *Eurasian Geography and Economics*, vol. 61, n° 4-5, pp. 546-558. Disponible à l'adresse www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/15387216.2020.1780457.

Schöffberger, I. et M. Rango

- 2020 La COVID-19 et les migrations en Afrique de l'Ouest et du Nord et via la Méditerranée. In : *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée* (P. Fargues et M. Rango, dir. publ.). Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/migration-en-afrique-de-louest-et-du-nord-et-travers-la-mediterranee>.

Shakuto, S. et F. Baldari

- 2020 Japan's migrants are not allowed to go 'home'. *Open Democracy*, 3 novembre. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/pandemic-border/japans-migrants-are-not-allowed-to-go-home/.

Sköld, N.

- 2021 UNHCR calls for inclusion of refugees in vaccination plans. HCR, 17 février. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/neu/51787-unhcr-calls-for-inclusion-of-refugees-in-vaccination-plans.html.

Skydsgaard, N.

- 2021 Denmark passes law to process asylum seekers outside Europe. *Reuters*, 3 juin. Disponible à l'adresse www.reuters.com/world/europe/denmark-agrees-law-deport-asylum-seekers-outside-europe-2021-06-03/.

Slater, J., K. Fahim et K. McQue

- 2020 Migration, in reverse. *Washington Post*, 1^{er} octobre. Disponible à l'adresse www.washingtonpost.com/graphics/2020/world/coronavirus-migration-trends-gulf-states-india/.

Smith, R. et C. Zimmer

- 2020 The COVID-19 pandemic will probably not mark the end of the kafala system in the Gulf. Center for Global Development, 28 octobre. Disponible à l'adresse www.cgdev.org/blog/covid-19-pandemic-will-probably-not-mark-end-kafala-system-gulf.

Statistique Canada

- 2020 Répercussions sur les immigrants et les personnes désignées comme minorités visibles. 20 octobre. Disponible à l'adresse www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/2020004/s6-fra.htm.

Tagaris, K.

- 2021 Europe's south calls for more solidarity in new EU migration pact. *Reuters*, 20 mars. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-europe-migrants-idUSKBN2BC0JY.

Taylor, L.

- 2020 How Latin America is fighting covid-19, for better and worse. *British Medical Journal*, vol. 370, m3319. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1136/bmj.m3319>.

Teran, A.

- 2020 Panama isolates migrants in remote jungle coronavirus unit. *Reuters*, 9 juin. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-panama-idUSKBN23G1HC.

Teye, J.

- 2020 What will international migration in West Africa look like after COVID-19? *Open Democracy*, 16 décembre. Disponible à l'adresse www.opendemocracy.net/en/pandemic-border/what-will-international-migration-west-africa-look-after-covid-19/.

The Economist

- 2021 How the pandemic reversed old migration patterns in Europe. 30 janvier. Disponible à l'adresse www.economist.com/europe/2021/01/28/how-the-pandemic-reversed-old-migration-patterns-in-europe.

Thevenot, S.

- 2020 Immigration to drive Canada's population growth as global birth rates fall. *CIC News*, 18 juillet. Disponible à l'adresse www.cicnews.com/2020/07/immigration-to-drive-canadas-population-growth-as-global-birthrates-fall-0715086.html#gs.a7bob5.

Triandafyllidou, A. et L. Nalbandian

- 2020 "Disposable" and "Essential": Changes in the Global Hierarchies of Migrant Workers after COVID-19. OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/covid-19-and-transformation-migration-and-mobility-globally-disposable-and-essential-changes>.

Tyszler, E.

- 2019 From controlling mobilities to control over women's bodies: Gendered effects of EU border externalization in Morocco. *Comparative Migration Studies*, n° 7, art. no 25. Disponible à l'adresse <https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/articles/10.1186/s40878-019-0128-4>.

Union africaine

- 2020a Africa labour migration outlook in the post COVID-19 era. Policy brief, 1^{er} novembre. Disponible à l'adresse <https://ethiopia.iom.int/sites/ethiopia/files/Preparing%20Africa%20for%20Post%20COVID-19%20Labour%20Migration.pdf>.

- 2020b *East African Community (EAC): Labor Migration Statistics Report in Africa. Second edition: Regional Migration Profile.* Addis-Abeba. Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/documents/39323-doc-east_african_community_eac.pdf.
- 2020c *Southern African Development Community (SADC): Labor Migration Statistics Report in Africa. Second edition: Regional Migration Profile.* Addis-Abeba. Disponible à l'adresse https://au.int/sites/default/files/documents/39323-doc-southern_african_development_community_sadc.pdf.
- Vallianatou, A.I., E. Venturi et S. Zinser
 2021 Brussels silent on vaccinating undocumented migrants. Chatham House, 16 mars. Disponible à l'adresse www.chathamhouse.org/2021/03/brussels-silent-vaccinating-undocumented-migrants.
- Vandergeest, P., M. Marschke et P. Duker
 2021 Migrant worker segregation doesn't work: COVID-19 lessons from Southeast Asia. *The Conversation*, 24 février. Disponible à l'adresse <https://theconversation.com/migrant-worker-segregation-doesnt-work-covid-19-lessons-from-southeast-asia-155260>.
- Walker, R., J. Vearey et N. Maple
 2021a Excluding migrants undermines the success of Covid-19 vaccine rollouts. 2 août. Disponible à l'adresse www.wits.ac.za/covid19/covid19-news/latest/excluding-migrants-undermines-the-success-of-covid-19-vaccine-rollouts.html.
- 2021b *Covid-19 and migration governance in Africa.* Occasional paper #2, Juin. MiCoSA. Disponible à l'adresse www.mahpsa.org/wp-content/uploads/2021/06/MiCoSA-Covid19-and-migration-governance-in-Africa-OccasionalPaper-2-June2021.pdf.
- Wang, S., X. Chen, Y. Li, C. Luu, R. Yan et F. Madrisotti
 2021 'I'm more afraid of racism than of the virus!' : racism awareness and resistance among Chinese migrants and their descendants in France during the Covid-19 pandemic. *European Societies*, vol. 23, Supp. 1, pp. S721-S742. Disponible à l'adresse www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/14616696.2020.1836384?needAccess=true.
- Wanner, P. et A. Wisniak
 2020 Has COVID-19 increased solidarity towards foreigners in Switzerland? Pôle de recherche national – The Migration-Mobility Nexus, 13 août. Disponible à l'adresse <https://nccr-onthemove.ch/blog/has-covid-19-increased-solidarity-towards-foreigners-in-switzerland/>.
- Warren, R.
 2021 In 2019, the US undocumented population continued a decade-long decline and the foreign-born population neared zero growth. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 9, n° 1. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1177/2331502421993746>.
- Watkins G. et A. Garcia Salinas
 2020 The climate crisis could drive massive human displacement in Latin America and the Caribbean. Blog de la Banque interaméricaine de développement, 30 octobre. Disponible à l'adresse <https://blogs.iadb.org/sostenibilidad/en/the-climate-crisis-could-drive-massive-human-displacement-in-latin-america-and-the-caribbean/>.

Yonhap

2020 Number of foreign students drops in Korea for 1st time in 6 years. *Korea Herald*, 27 août. Disponible à l'adresse www.koreaherald.com/view.php?ud=20200827000920.

Zanker, F.L. et K. Moyo

2020 The corona virus and migration governance in South Africa: Business as usual? *Africa Spectrum*, vol. 55, n° 1, pp.100–112. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0002039720925826>.

Zhao, W.

2020 Extreme weather and climate events in China under changing climate. *National Science Review*, vol. 7, n° 5, pp. 938–943. Disponible à l'adresse <https://academic.oup.com/nsr/article/7/5/938/5821295>.